



Perspectives de l'alimentation

Analyse des marchés mondiaux

Vue d'ensemble

Alors que l'année 2006 touche à sa fin, la principale caractéristique des marchés des produits alimentaires et fourragers a été la flambée des prix des céréales, en particulier du blé et du maïs, lesquels ont atteint en novembre des niveaux jamais vus depuis une décennie. Les mauvaises récoltes enregistrées dans de grands pays producteurs et la croissance rapide de la demande de biocarburants ont été les principaux facteurs ayant une influence sur les marchés céréaliers. Des problèmes d'approvisionnement ont par ailleurs prévalu en ce qui concerne l'économie du riz.

La montée exceptionnelle des prix des céréales a de lourdes implications pour les autres produits agricoles: alors que dans le complexe oléagineux, les prix ont aussi augmenté, les gains ont été nettement inférieurs à ceux constatés pour les céréales. Cela pourrait susciter, au cours de la prochaine campagne, un délaissement des cultures oléagineuses, les agriculteurs se tournant vers les cultures céréalières plus rentables, situation qui accentuera les déséquilibres actuels, notamment sur les marchés de l'huile végétale où la demande a augmenté plus vite que la production.

La fermeté des marchés céréaliers a aussi un effet d'entraînement sur les secteurs de la viande et des produits laitiers, par le biais des produits fourragers. Par exemple, le renchérissement attendu des produits fourragers menace de retarder la relance de la production animale et de viande, au moment où les réactions plus modérées des consommateurs face aux crises zoosanitaires font entrevoir une reprise de la demande. S'agissant des produits laitiers, l'évolution des indicateurs de base du secteur occulte pour le moment les préoccupations au sujet du coût des produits fourragers. Les mauvaises perspectives concernant la production laitière en Australie et dans l'Union européenne, qui assurent à elles deux un tiers des exportations mondiales de produits laitiers, laissent présager un resserrement du marché et la fin du fléchissement des prix constaté au début de 2006.

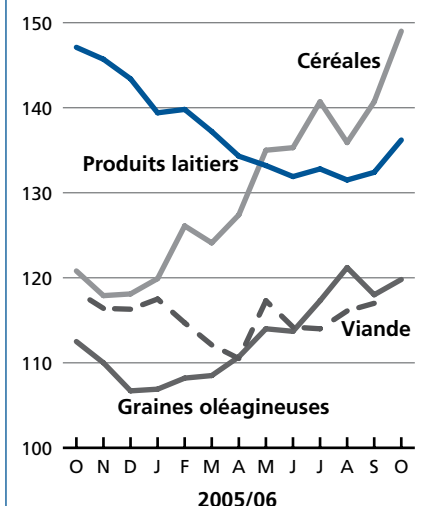
Après trois années de déficit, la production mondiale de sucre s'est redressée, dans une mesure telle qu'elle devrait de nouveau surpasser la demande. Alors que ce revirement semble avoir été intégré par le marché, comme le montre la chute des cours par rapport aux sommets atteints en février 2006, le marché du sucre reste particulièrement exposé à d'importantes fluctuations de la demande et à l'instabilité des prix.

Sur le plan des politiques, les embargos frappant les importations pour cause de maladies animales sont progressivement levés, mais les gouvernements interviennent davantage sur les marchés des produits alimentaires et fourragers de base. Dans le cas des céréales, les interventions concernant les exportations, sous forme de plafonds et d'interdictions provisoires, se sont multipliées, les gouvernements prenant des initiatives pour éviter des pénuries des disponibilités intérieures. Des mesures relatives au blé et au sucre ont également visé à faciliter les importations. Il est intéressant de constater que, dans l'Union européenne, les premiers effets des réformes sectorielles se font déjà sentir sur les marchés du lait et du sucre. L'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'Union européenne, qui deviendra

TABLE DES MATIÈRES

Les marchés en bref	2-3
Évaluation des marchés	
Blé	4
Céréales secondaires	8
Riz	13
Graines oléagineuses, huiles et farines d'oléagineux	20
Sucre	25
Viandes et produits carnés	29
Lait et produits laitiers	32
Engrais	37
Taux de fret maritime	39
Dossiers spéciaux	
Bulgarie et Roumanie dans l'UE	40
Impact de maladies animales sur les marchés du bétail	44
Appendice statistique	54
Indicateurs du marché et factures des importations vivrières	78

Indices FAO des prix des produits alimentaires



effective le 1er janvier 2007, constitue aussi un fait nouveau important qui aura une influence sur les marchés mondiaux des produits alimentaires et fourragers.

Alors que le cadre de politique générale demeurera de la plus haute importance en 2007, l'attention se tourne désormais vers les facteurs extérieurs, en particulier les prix du pétrole brut et des variables économiques telles que les taux de change et la croissance des revenus. Étant donné que le marché actuel est tendu, les conditions météorologiques constituent une autre inconnue qui pèsera lourdement sur les prix des produits alimentaires et fourragers ainsi que, indirectement, sur ceux des produits carnés et laitiers.

Les marchés en bref

BLÉ

La forte chute de la production mondiale de blé en 2006, due aux moindres volumes enregistrés dans la quasi-totalité des pays exportateurs, a provoqué l'une des plus fortes contractions de la situation mondiale de l'offre et de la demande de blé depuis plus de deux décennies. Le recul de la production en 2006 s'est révélé le plus important depuis 1994. Les cours internationaux du blé ont réagi à la diminution des disponibilités exportables et à la contraction des réserves par une montée en flèche, atteignant des niveaux jamais vus depuis le milieu des années 90. En dépit des moindres disponibilités et du relèvement des prix, les échanges mondiaux de 2006/2007 devraient être aussi élevés que pendant la campagne précédente, en raison principalement d'une forte augmentation des importations du Brésil et de l'Inde. Étant donné l'augmentation signalée des semis de blé d'hiver et les conditions de végétation favorables qui ont régné à ce jour, la production mondiale de blé de 2007 se redressera probablement, ce qui améliorerait les disponibilités et contribuerait à abaisser les prix à la fin de la présente campagne et au début de la prochaine.

CÉRÉALES SECONDAIRES

Les marchés mondiaux des céréales secondaires connaissent actuellement des fluctuations exceptionnelles, du fait du fort recul de la production mondiale et de la contraction des disponibilités aux États-Unis, plus grand producteur et exportateur mondial. Le recul de la production constaté pour cette campagne coïncide avec une expansion plus rapide de la demande dans le secteur industriel, notamment pour la production d'éthanol. Dans ce contexte, les stocks mondiaux à la fin des campagnes 2007 seront probablement très réduits, ce qui contribuera à l'instabilité des prix et à des augmentations généralisées. En ce qui concerne l'avenir, la

fermeté actuelle des cours devrait favoriser l'expansion des semis et se traduire par une augmentation de la production en 2007 par rapport à 2006. Toutefois, si l'utilisation industrielle continue de progresser au même rythme, il faudra peut-être plus d'une bonne campagne agricole pour que les prix accusent un repli significatif par rapport à leurs sommets actuels.

RIZ

Une série de revers, sous forme de typhons, de sécheresse, d'inondations, de maladies et d'infestations d'insectes, ont gâté les perspectives concernant la récolte de riz de 2006, ce qui fait qu'une augmentation de la production mondiale n'est guère escomptée cette année. Les premières indications pour les récoltes de 2007 dans les pays de l'hémisphère Sud sont aussi moroses. De ce fait, il faudra peut-être prélever davantage sur les réserves de riz pour couvrir la consommation intérieure. Les échanges de riz devraient quelque peu s'accroître en 2007, soutenus par l'augmentation des importations des pays d'Afrique et d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que, s'agissant des exportations, par les réserves importantes détenues par la Thaïlande. Même si l'arrivée sur le marché des nouvelles récoltes pourrait mettre un terme à la montée des prix, ce répit ne sera que temporaire; le resserrement attendu de la situation mondiale de l'offre et de la demande laisse présager la persistance d'une relative fermeté des prix du riz en 2007.

GRAINES OLÉAGINEUSES

La croissance de la production mondiale de graines oléagineuses devrait ralentir considérablement en 2006/2007 en raison des reculs enregistrés dans les principaux pays producteurs s'agissant des graines de colza, des arachides et du tournesol, ainsi que de l'augmentation moins marquée de la production de soja en Amérique latine. Les disponibilités mondiales tant d'huiles/de matières grasses que de farines/tourteaux devraient toutefois augmenter encore, grâce aux stocks abondants reportés de 2005/2006. L'utilisation mondiale d'huiles/de matières grasses à des fins alimentaires ou autres, notamment dans le secteur des biocarburants, devrait poursuivre son expansion. Pour couvrir la demande, il semble nécessaire de prélever sur les stocks mondiaux d'huiles/de matières grasses, ce qui devrait soutenir les prix. En outre, la demande de farines/tourteaux devrait continuer de s'accroître, la farine de soja couvrant la plupart de cette augmentation. Étant donné que la consommation devrait être inférieure à la production, les réserves mondiales de farines/tourteaux devraient augmenter encore, ce qui mettra fin à la tendance à la hausse des cours internationaux de ces produits. S'agissant des échanges, une expansion constante des exportations et importations mondiales est attendue

aussi bien dans le cas des huiles/matières grasses que dans celui des farines/tourteaux. En 2006/2007, le complexe oléagineux devrait se ressentir de plus en plus des attentes concernant les récoltes d'oléagineux et de céréales au cours de la prochaine campagne 2007/2008. La contraction actuelle des marchés des céréales fourragères pourrait entraîner une réduction des semis et un raffermissement des prix dans le secteur des oléagineux.

SUCRE

Les cours mondiaux du sucre ont accusé un net repli par rapport au plus haut niveau depuis 25 ans atteint en février 2006, et à la fin octobre 2006, ils étaient proches de leur valeur tendancielle à long terme. La production mondiale de sucre devrait passer à 155,5 millions de tonnes en 2006/2007, car les producteurs ont réagi à la flambée des prix de ces deux dernières années en consacrant de vastes superficies aux cultures de sucre, et une production record est prévue au Brésil et en Inde. Des conditions météorologiques plus favorables ont aussi entraîné un retour de la production au niveau normal, en particulier en Thaïlande et aux États-Unis. Le recul de 23 pour cent de la production de sucre qui est prévu dans l'Union européenne du fait de la réforme des politiques sucrières a été en partie compensé par des augmentations ailleurs en Europe. Du fait d'un ralentissement de la croissance, la consommation mondiale de sucre devrait s'élever à 152,1 millions de tonnes. La perspective que les prix restent fermes en 2006/2007 pourrait être atténuée par l'excédent de 3,4 millions de tonnes qui est prévu après trois années consécutives de déficit.

VIANDE ET PRODUITS CARNÉS

Les marchés mondiaux de la viande devraient enregistrer une reprise progressive en 2007 après les poussées épizootiques qui ont affecté le secteur ces quatre dernières années. Les faibles prix de la volaille et le regain de confiance des consommateurs dans le contexte d'une forte croissance économique et d'une diminution des maladies animales devraient entraîner une relance progressive de la demande de viande dans le monde. Si la production de viande devrait réagir de manière positive à cette demande, l'impact de la cherté croissante des produits fourragers est un facteur d'incertitude quant à la rentabilité du secteur. En ce qui concerne les échanges, après le cycle de pertes et de reprises dues aux maladies animales constaté ces quatre dernières années, les expéditions de viande devraient augmenter de 7 pour cent.

PRODUITS LAITIERS

La production laitière mondiale pourrait augmenter de plus de 2 pour cent en 2006, principalement du fait des prix relativement plus élevés enregistrés ces deux dernières années. L'accroissement de la production dans les pays en développement est vigoureux, à savoir plus de 4 pour cent, en raison principalement de gains importants dans certains pays d'Asie et d'Amérique du Sud. La production tend généralement à stagner dans les pays développés. La situation commerciale actuelle se caractérise principalement par un recul des exportations de l'Union européenne, où les stocks d'intervention sont réduits et les ristournes à l'exportation ont diminué. La sécheresse en Australie a aussi une incidence sur les disponibilités exportables de ce pays. Par conséquent, les cours internationaux des produits laitiers, qui avaient reculé par rapport à leur sommet sans précédent de 2005, sont remontés et se situent au-dessus de leur niveau tendanciel. Les perspectives pour 2007 font état d'une poursuite de l'expansion des approvisionnements de lait, tandis que les échanges mondiaux de produits laitiers ne changeront guère. Les prix devraient rester fermes.

Évaluations des marchés

BLÉ

PRIX

Les prix ont considérablement augmenté mais un revirement est probable

Alors que les cours internationaux du blé ont poursuivi leur tendance à la hausse pendant la plus grande partie de la campagne commerciale 2005/2006, la montée des prix s'est accélérée depuis le début de la campagne actuelle à mesure de la dégradation des perspectives de production, en particulier dans plusieurs pays exportateurs de blé. En octobre 2006, les préoccupations quant aux récoltes de blé des principaux pays producteurs de l'hémisphère Sud (notamment de l'Australie durement touchée par la sécheresse) ont encore raffermi les prix, tandis que l'annonce par l'**Ukraine** de son intention de limiter les exportations à l'aide de quotas a également joué. Les prix fluctuants mais en hausse en octobre 2006 ont été suivis de variations plus modestes au début novembre 2006, avant de remonter vers la fin du mois. En novembre, les prix à l'exportation du **blé dur** américain étaient cotés à 219 dollars E.-U. en moyenne, soit plus de 52 dollars E.-U. (31 pour cent) de plus que l'année précédente. La hausse des prix à l'exportation aux

États-Unis a aussi été soutenue par le récent affaiblissement du dollar E.-U. Des mouvements à la hausse plus importants ont aussi été enregistrés pour le **Trigo Pan** argentin et les **variétés tendres** des États-Unis et de l'**Union européenne**. La hausse des cours mondiaux a stimulé les ventes de l'**Union européenne**, en dépit de la vigueur de l'euro et de l'absence de ristournes à l'exportation.

L'évolution des prix en ce qui concerne les **contrats à terme** du blé a été soutenue non seulement par les indicateurs propres au marché de ce produit mais aussi par la hausse constante des cours du maïs et les achats importants des fonds spéculatifs. À la fin novembre 2006, **les contrats portant échéance en mars** négociés au Chicago Board of Trade (CBOT) pour le blé tendre rouge d'hiver ont recommencé à grimper, pour atteindre 191 dollars E.-U. la tonne, soit 73 dollars E.-U. la tonne (62 pour cent) de plus qu'en 2005.

Malgré la contraction du marché constatée actuellement, la FAO s'attend à ce que les cours internationaux du blé reviennent à des niveaux plus modestes. Une fois que le marché aura surmonté les incertitudes qui entourent actuellement les perspectives d'approvisionnement à court terme et les récoltes dans les pays de l'hémisphère Sud, l'attention se tournera vers les nouvelles récoltes de l'hémisphère Nord. La forte augmentation des semis d'hiver et les bonnes conditions de végétation font escompter une nette reprise des récoltes en 2007. Par conséquent, les prix du blé pourraient être soumis à une pression à la baisse plus persistante à la fin de la campagne, au fur et à mesure de l'amélioration des perspectives de récolte.

Figure 1. Prix à l'exportation du blé (américain no.2, dur, hiver, Golfe)

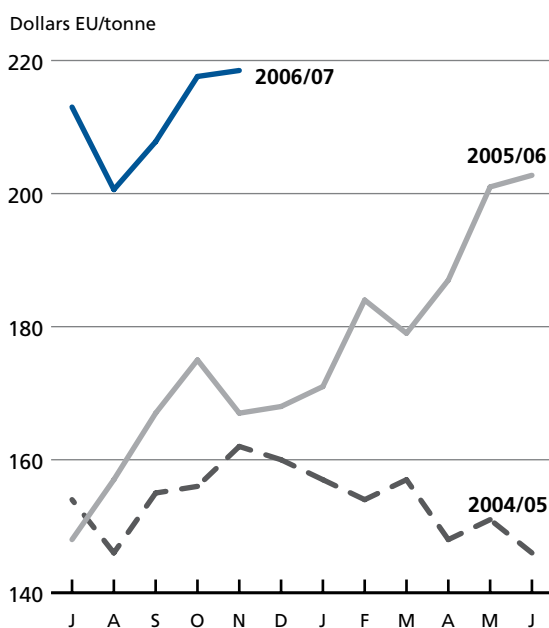


Figure 2. Contrats à terme du blé au CBOT livrables en mars

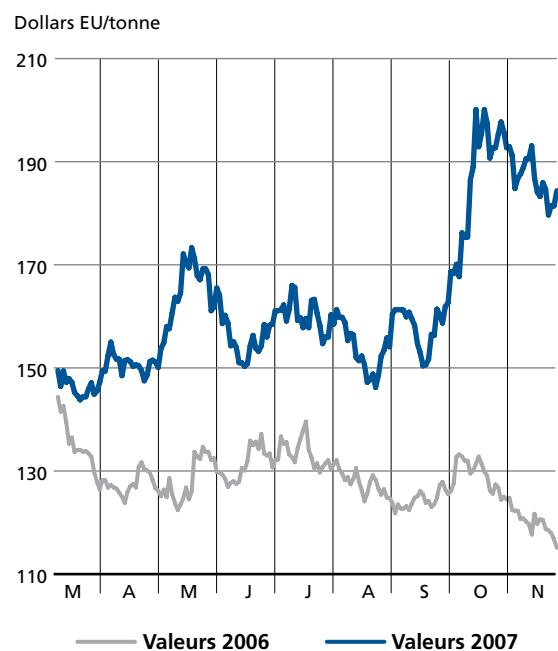


Tableau 1. Aperçu général du marché mondial du blé

	2004/05	2005/06 estim.	2006/07 prévisions	Variation: 2006/07 par rapport à 2005/06
	million de tonnes			%
BILAN MONDIAL				
Production	632.0	624.5	591.8	-5.2
Commerce	110.8	110.1	110.0	-0.1
Utilisation totale	618.8	623.2	621.7	-0.2
Alimentation	437.7	442.4	445.6	0.7
Fourrage	111.1	113.2	112.2	-0.8
Autres utilisations	70.1	67.6	63.9	-5.6
Stocks de clôture	175.5	174.7	147.0	-15.8
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (Kg/an)	68.6	68.6	68.2	-0.5
PFRDV (Kg/an)	59.8	59.6	59.2	-0.7
Rapport stocks				
mondiaux-utilisation (%)	28.2	28.1	23.2	-17.5
Rapport stocks des principaux exportateurs-				
utilisation totale (%)	21.7	23.1	13.8	-40.1

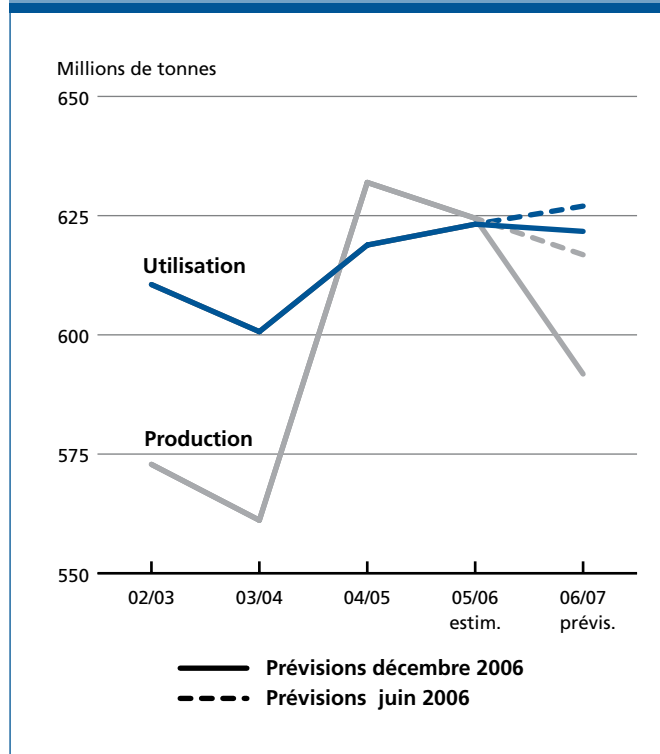
PRODUCTION

La production a fortement chuté en 2006 mais les perspectives préliminaires sont favorables pour 2007

À la mi-novembre, alors que les récoltes de blé de la campagne principale sont déjà terminées dans l'hémisphère Nord et qu'elles touchent à leur fin dans l'hémisphère Sud, les prévisions de la FAO concernant la production mondiale de 2006 s'établissent en gros à 592 millions de tonnes, soit près de 33 millions de tonnes (5,3 pour cent) de moins qu'en 2005 et au-dessous de la moyenne des cinq dernières années. Ce chiffre est bien inférieur à ce qui était attendu au début de l'année, suite à des révisions à la baisse pour plusieurs régions.

En **Europe**, l'été chaud et sec a compromis les rendements dans plusieurs grands pays producteurs de l'**Union européenne**, entraînant un revirement des perspectives et aboutissant à une réduction estimée à 5 pour cent de leur production totale en 2006. Dans l'hémisphère Sud, une rapide dégradation des perspectives de production depuis septembre a, là aussi, conduit à revoir les chiffres à la baisse par rapport aux prévisions faites au début des campagnes. En **Australie**, les perspectives préliminaires étaient bonnes, mais elles se sont progressivement dégradées du fait de la grave sécheresse enregistrée dans la plupart du pays pendant la période de végétation; la récolte est désormais en cours, et le volume final atteindrait tout juste 44 pour cent de la moyenne des cinq dernières années. En

Figure 3. Production et utilisation de blé



Amérique du Sud, la vague de sécheresse qui a sévi en **Argentine** a réduit les perspectives de rendement du blé, et même si l'on escompte encore une récolte supérieure à celle de 2005, dont le niveau était faible, l'amélioration ne sera pas aussi importante que prévu et la production restera nettement au-dessous de la moyenne sur cinq ans. Au **Brésil**, les difficultés financières des producteurs ont en grande partie contribué à la régression importante des semis, ce qui, conjugué au mauvais temps, pourrait entraîner une baisse de 50 pour cent de la récolte en 2006.

Toutefois, comme il a été prévu au début de 2006, la plupart du recul de la production mondiale de blé enregistré en 2006 s'explique par une diminution des récoltes maintenant achevées et confirmées dans certains grands pays producteurs de l'hémisphère Nord. Cela est particulièrement valable pour la **Fédération de Russie**, l'**Ukraine** et les **États-Unis**, où de mauvaises conditions météorologiques au début de la campagne ont affecté les superficies ensemencées et entravé le développement précoce des cultures.

Au niveau régional, selon les estimations, les volumes de blé produits en 2006 augmenteraient uniquement en Asie et en Afrique. En **Asie**, la production totale devrait progresser de près de 3 pour cent, en raison principalement des récoltes plus importantes rentrées en **Chine**, en **Inde** et au **Kazakhstan**. En **Afrique du Nord**, les conditions météorologiques pendant la campagne 2006 ont été nettement meilleures que l'année précédente et ont favorisé une forte reprise de la production.

Les premières perspectives concernant le blé d'hiver de **2007**, qui vient d'être mis en terre, sont dans l'ensemble bonnes. Les conditions ont été généralement favorables aux semis et à l'établissement des cultures et les indications actuelles laissent entrevoir une expansion des superficies ensemencées dans plusieurs grands pays producteurs. Aux **États-Unis**, les semis de blé d'hiver étaient pratiquement terminés à la mi-novembre, dans des conditions météorologiques propices, et les estimations provisoires indiquent une progression de 5 pour cent des emblavures. En **Europe** également, la superficie consacrée au blé devrait augmenter dans plusieurs des grands pays producteurs de la région.

COMMERCE

Le Brésil et l'Inde soutiennent les échanges mondiaux en 2006/2007

Selon les prévisions actuelles, le commerce mondial de blé en 2006/2007 devrait atteindre 110 millions de tonnes, chiffre inchangé par rapport à la campagne précédente et en légère baisse par rapport aux dernières prévisions de la FAO indiquées dans le numéro d'octobre 2006 du bulletin «Perspectives de récolte et situation alimentaire». L'abaissement des prévisions de ce mois-ci reflète essentiellement de nouvelles coupes des importations commerciales de plusieurs pays, dues principalement au relèvement des cours mondiaux. C'est ce qui se passe au **Nigéria**, deuxième grand pays importateur d'Afrique après l'Égypte, qui devait à l'origine augmenter ses achats de blé pendant la campagne mais en achètera probablement moins désormais. L'**Iraq** est un autre pays où les importations totales diminueront probablement au lieu d'augmenter, étant donné la lenteur de la négociation des contrats et des livraisons effectives. La fermeté des cours internationaux, le coût élevé du fret à destination des ports irakiens et la persistance des troubles dans le pays ajoutent à l'incertitude qui entoure les perspectives d'une augmentation des importations de l'Iraq pendant cette campagne. Malgré la baisse des importations de nombreux pays, les échanges mondiaux de 2006/2007 tiendraient encore la deuxième place en volume, avec tout juste 1 million de tonnes de moins que le record de 2004/2005. Cette situation s'explique par la soudaine augmentation des importations de blé d'une poignée de pays, plus particulièrement le Brésil et l'Inde, sans laquelle le commerce mondial aurait autrement plongé.

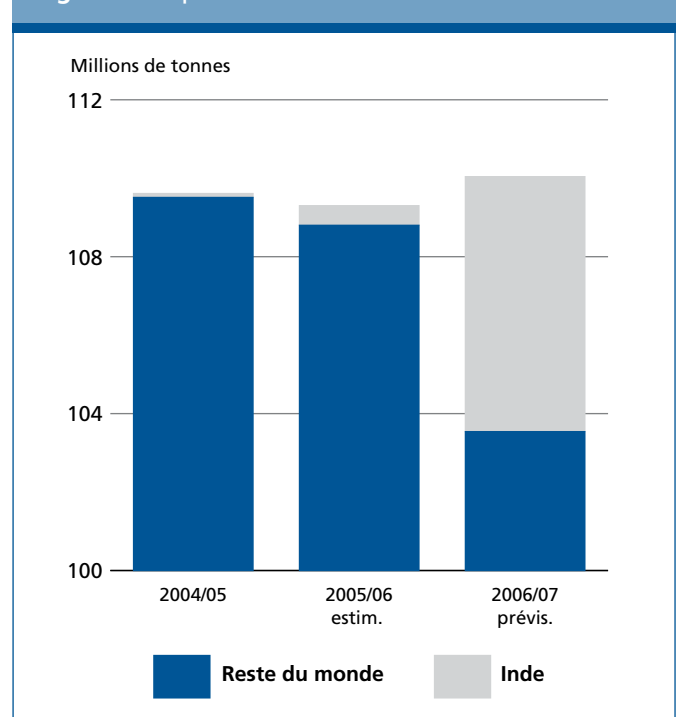
Si les prévisions actuelles se concrétisent, les importations du Brésil et de l'Inde en 2006/2007 uniquement s'élèveraient à environ 14 millions de tonnes. Dans le cas du **Brésil**, la diminution de moitié de la production, associée à l'accroissement constant de la demande intérieure, ont fait passer la demande d'importation à 7,8 millions de tonnes au moins, ce qui est bien plus que les achats moyens (environ 5 millions de tonnes) que le Brésil effectue normalement auprès de l'Argentine,

son principal partenaire dans le **Mercosur** (Marché commun austral). Étant donné que les disponibilités exportables sont tendues en Argentine, le Brésil pourrait chercher à se procurer du blé en dehors du bloc commercial du Mercosur, même si cela entraînerait une hausse des dépenses d'importation, en raison du droit de 10 pour cent qui frappe ce type d'achats.

Dans le cas de l'**Inde**, les vastes quantités devant être importées pendant cette campagne ont surpris les marchés mondiaux, l'Inde ayant acquis une réputation d'autosuffisance ces dernières années et disposant même parfois d'un important excédent exportable. Toutefois, alors que la consommation progresse plus vite que la production et que les réserves publiques s'amenuisent, le gouvernement a décidé d'importer de vastes quantités pour éviter des hausses de prix. Depuis le début de la campagne, le gouvernement a acheté quelque 5,5 millions de tonnes et en septembre 2006, il a levé le modeste droit d'importation qui frappait encore le blé, et ce jusqu'à la fin décembre 2006, dans l'espoir d'inciter les minoteries privées à importer. À l'époque où il a été levé, ce droit d'importation avait déjà été ramené de 50 à 5 pour cent à la fin juin 2006.

S'agissant des grands faits nouveaux survenus sur d'autres marchés, les prévisions concernant les importations de blé de la **République islamique d'Iran** ont été relevées, passant à 900 000 tonnes, en dépit d'une nouvelle récolte record cette année. Cet ajustement fait suite à une révision à la hausse des estimations concernant les importations de la campagne précédente, le gouvernement ayant confirmé récemment que 1,2 million de tonnes avaient été importées en 2005/2006 afin de reconstituer les réserves stratégiques du

Figure 4. Importations mondiales de blé



pays. En revanche, les importations de blé devraient reculer dans plusieurs pays. Au **Pakistan**, la récolte a été abondante, et il n'est donc plus nécessaire d'importer de vastes quantités; selon les rapports, le pays envisagerait d'exporter pendant cette campagne. La plupart des pays d'Afrique du Nord ont aussi rentré des récoltes bonnes ou abondantes en 2006, d'où une baisse considérable de leurs importations, en particulier au **Maroc**, où la production a pratiquement doublé par rapport à 2005 et où les importations devraient s'établir à un million de tonnes, soit 1,8 million de tonnes de moins que pour la campagne précédente et le plus faible volume depuis le milieu des années 90.

L'importation attendue de grandes quantités par le Brésil et l'Inde constitue l'une des caractéristiques émergentes des échanges de cette campagne, l'autre étant la contraction des disponibilités due aux récoltes réduites enregistrées dans plusieurs pays exportateurs de blé. Exception faite de l'Australie, les livraisons des cinq principaux exportateurs devraient rester proches du volume de la campagne précédente, voire augmenter, mais cela se fera au prix de prélèvements importants sur leurs réserves. En **Australie**, où une forte chute de la production de blé est prévue, les exportations (juillet/juin) devraient reculer de quelque 1,5 million de tonnes, tandis que les stocks de clôture s'amenuiseront par ailleurs. Une contraction des disponibilités intérieures devrait apparaître également en **Argentine**. Alors que ses exportations pendant la campagne commerciale actuelle augmenteront probablement, de sources commerciales, ce pays a déjà engagé les disponibilités exportables tirées de la nouvelle récolte, ce qui ne s'est jamais vu. La situation est totalement différente au **Canada**, où la production de 2006 a été bonne et de haute qualité, d'où des conditions plus favorables pour les exportations qui devraient dépasser 20 millions de tonnes, soit le plus haut niveau depuis presque une décennie. Les exportations de blé de l'**Union européenne** devraient aussi augmenter, pour atteindre 15,5 millions de tonnes, soit le niveau le plus élevé de ces quatre dernières années. Alors que la production de blé a aussi fortement reculé dans l'Union européenne en 2006, ses vastes stocks de report et les bonnes perspectives concernant les exportations, soutenues par le niveau élevé des cours mondiaux, ont entraîné une accélération des ventes pendant cette campagne, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux subventions à l'exportation; aucune ristourne n'a été accordée depuis la mi-juillet.

L'accroissement des ventes totales de blé qui est prévu dans les cinq grands pays exportateurs devrait compenser le fort recul des expéditions d'autres sources. Plusieurs exportateurs ont rentré des récoltes réduites cette campagne, ce qui devrait peser lourdement sur leur potentiel d'exportation. En **Ukraine**, la situation est devenue critique, du fait d'une réforme radicale de la politique commerciale du gouvernement. L'Ukraine a exporté 6,5 millions de

tonnes de blé en 2005/2006 mais ses exportations pendant cette campagne pourraient ne pas dépasser la moitié de ce volume; cela s'explique non seulement par le fort recul de la production mais aussi par le net ralentissement des ventes depuis que le gouvernement a décidé, à la fin septembre 2006, d'introduire des licences d'exportation et des contingents pour le blé (400 000 tonnes) pour le reste de l'année. L'objectif était de stabiliser les prix sur le marché intérieur, mais en réalité cela a mis un frein à toutes les expéditions de l'Ukraine, aucune licence d'exportation n'ayant été délivrée depuis octobre. Selon les dernières indications, le gouvernement envisage de prolonger les restrictions pesant sur les exportations après 2006, pour couvrir aussi le reste de la campagne commerciale 2006/2007.

UTILISATION

La consommation alimentaire est stable mais l'utilisation fourragère se contracte

Selon les prévisions, l'utilisation totale de blé en 2006/2007 devrait avoisiner 622 millions de tonnes, soit 1,5 million de tonnes de moins que pour la campagne précédente. Ce recul survient après deux années consécutives de forte croissance, pendant lesquelles l'affaiblissement des prix a favorisé l'utilisation de plus vastes quantités de blé de qualité inférieure dans l'alimentation animale. La conjugaison de la baisse de la production et du relèvement des prix freinera probablement la croissance de l'utilisation totale de blé pendant cette campagne. Au total, l'**utilisation fourragère** devrait s'établir à 112 millions de tonnes, ce qui représente un recul d'un million de tonnes par rapport à la campagne précédente, qui concerne pour l'essentiel les grands pays exportateurs de blé, en particulier les États-Unis, compte tenu de la situation exceptionnellement tendue des approvisionnements intérieurs pour cette campagne. La **consommation** de blé **alimentaire**, qui constitue le gros de l'utilisation totale de blé, devrait atteindre 446 millions de tonnes, soit une augmentation d'environ un pour cent. Ainsi, la consommation mondiale de blé par habitant resterait inchangée par rapport au niveau de la campagne précédente, à savoir environ 68 kg.

STOCKS

Le rapport stocks mondiaux-utilisation s'effondre, passant à un bas niveau rarement enregistré

L'insuffisance de la production en 2006 en de nombreux endroits du monde devrait amener à prélever largement sur les réserves mondiales de blé, qui tomberaient à leur plus bas niveau depuis le début des années 80. Selon les prévisions actuelles, les stocks mondiaux de blé pour les campagnes agricoles s'achevant en 2007 devraient tomber

à 147 millions de tonnes environ, soit près de 28 millions de tonnes (16 pour cent) de moins que leur niveau d'ouverture. Ainsi, et en dépit du ralentissement prévu de la croissance de l'utilisation, le **rapport stocks mondiaux-utilisation** devrait être d'environ 23 pour cent pour le blé, soit une baisse de 5 pour cent par rapport à la campagne précédente et le rapport le plus bas depuis au moins 30 ans. Les diminutions les plus importantes sont attendues dans les grands pays exportateurs, dont les réserves devraient à elles toutes tomber à un peu plus de 34 millions de tonnes, soit le plus bas niveau de ces dix dernières années. Aux **États-Unis**, les stocks de clôture perdront probablement plus de 4 millions de tonnes, pour passer à environ 11 millions de tonnes, tandis qu'en **Australie** et dans l'**Union européenne**, les stocks de blé devraient perdre au moins 7 millions de tonnes chacun. Un amenuisement des réserves est aussi prévu au **Canada**. Néanmoins, signe d'une nouvelle contraction des disponibilités sur les marchés mondiaux, la diminution prévue des stocks de blé détenus par les principaux exportateurs devrait être telle que le rapport **stocks-utilisation totale** (à savoir, utilisation intérieure plus exportations) devrait tomber à 14 pour cent seulement, ce qui est faible et l'établit à plus de 6 pour cent au-dessous de la tendance à long terme.

Ailleurs, la plupart des pays de la **CEI** connaîtront aussi une situation des disponibilités plus tendue, notamment l'**Ukraine** où les stocks devraient perdre au moins un million de tonnes. En revanche, les stocks de clôture de l'**Inde** pourraient augmenter d'au moins 2 millions de tonnes, du fait des vastes quantités importées pendant cette campagne.

En **Chine** où, selon les rapports, la production de blé de 2006 aurait atteint le plus haut niveau des sept dernières années, les stocks de blé devraient se stabiliser au niveau de la campagne précédente, à savoir environ 46 millions de tonnes, en dépit des moindres importations et aussi de la légère hausse des exportations du fait des cours favorables sur les marchés mondiaux. Afin de relever le revenu des agriculteurs, les entrepôts détenus par l'État dans les grandes régions productrices de blé de la Chine ont reçu l'ordre d'acheter du blé aux agriculteurs entre juin et septembre, au prix minimum garanti. Les prix fixés étaient supérieurs aux cours du marché, et cette politique a permis aux agriculteurs de vendre des quantités exceptionnelles aux entrepôts publics au cours des premiers mois de la campagne.

CÉRÉALES SECONDAIRES

PRIX

La récente flambée des prix est soutenue par les indicateurs de base du marché

La récente évolution à la hausse des cours mondiaux de la plupart des céréales secondaires a été déclenchée en grande partie par les indicateurs de l'offre et la demande sur les marchés du **maïs**, qui est la principale céréale secondaire échangée. À cet égard, le marché intérieur des États-Unis joue un rôle crucial, étant donné que ce pays est le plus gros producteur du monde ainsi que le premier consommateur et exportateur de maïs. Le fort recul de la production de maïs constaté en 2006 aux États-Unis, alors que les demandes dans l'alimentation animale, dans le secteur industriel et pour l'exportation ne cessent d'augmenter, a entraîné un resserrement de l'offre intérieure et une flambée des prix.

En outre, le marché se caractérise cette année par une nette réduction des disponibilités exportables de maïs de plusieurs pays exportateurs. L'**Argentine** a suspendu dernièrement les permis d'exportation, la situation de l'offre intérieure étant inquiétante du fait des vastes quantités déjà expédiées pendant cette campagne. On s'attend à une réduction des exportations de la **Chine**; d'après les dernières informations, les prix intérieurs amorcent une montée de plus en plus rapide dans l'ensemble du pays, ce qui témoigne d'une contraction accrue qui pourrait aboutir à des exportations plus faibles que prévu. En novembre, le **prix à l'exportation du maïs américain** (n°.2, jaune) se chiffrait en moyenne à 164 dollars E.-U. la tonne, soit 67 dollars E.-U. la tonne (70 pour cent) de plus qu'en 2005. En Argentine, les prix à l'exportation ont aussi enregistré de fortes augmentations ces derniers mois, passant à près de 170 dollars E.-U. la tonne, soit 78 dollars E.-U. la tonne de plus qu'en 2005. S'agissant des autres céréales secondaires, les prix sont aussi restés fermes pendant la campagne, bénéficiant en partie de la situation pour le maïs et en partie

Figure 5. Stocks de blé et rapports

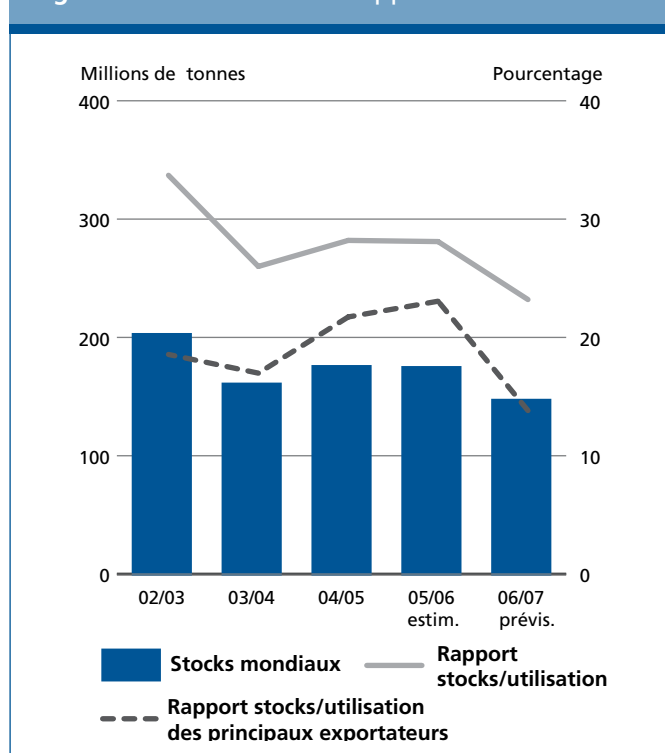


Figure 6. Prix à l'exportation du maïs (américain no.2, jaune, Golfe)

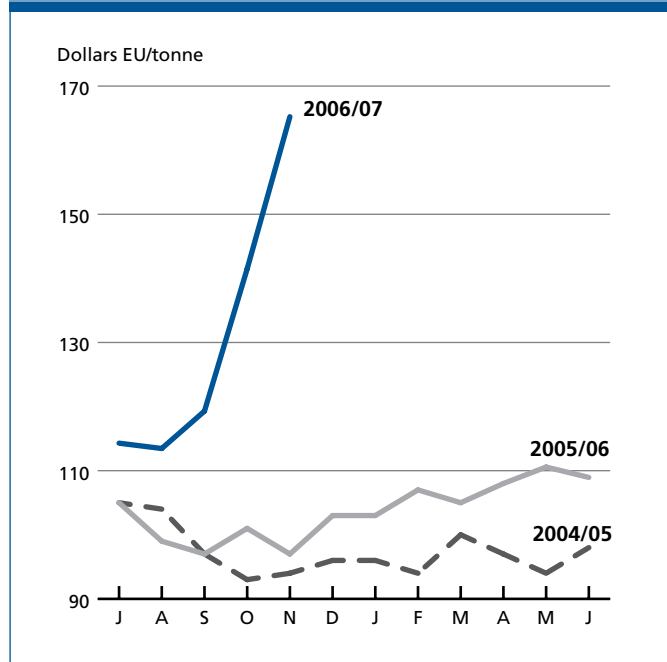
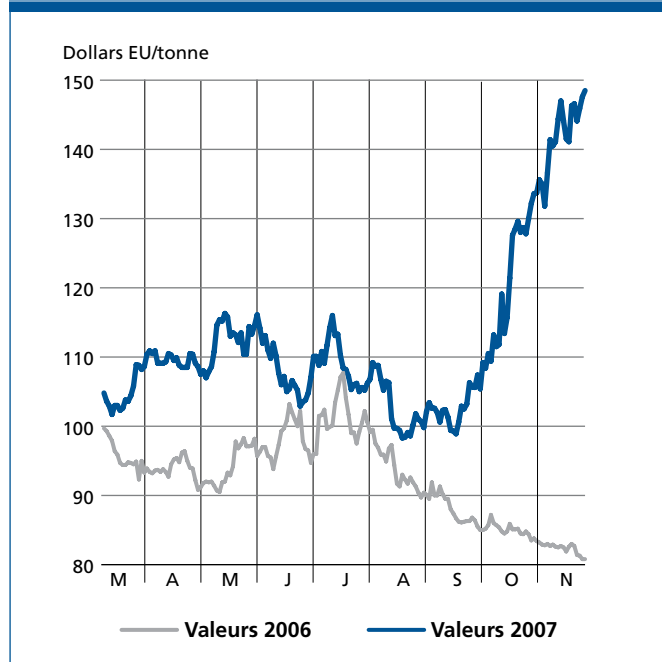


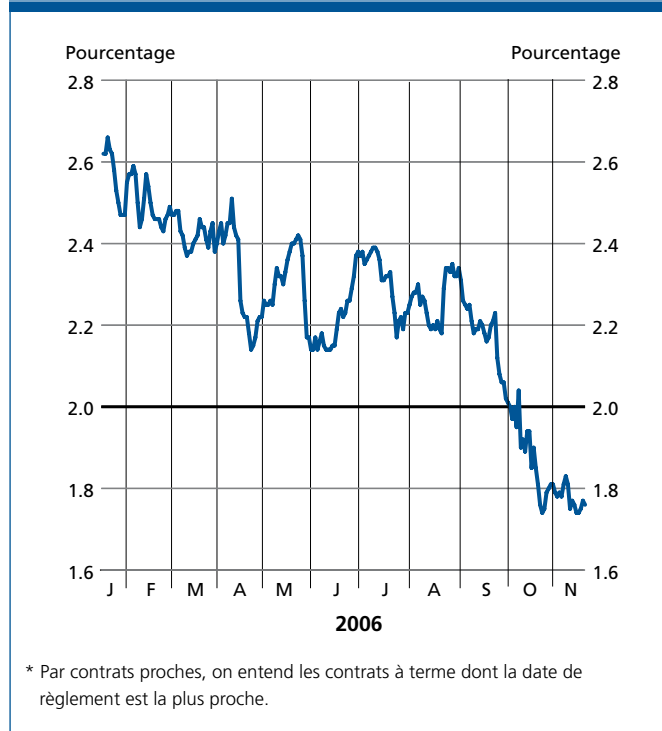
Figure 7. Contrats à terme du maïs au CBOT livrables en mars



de leur propre situation de l'offre et de la demande, par exemple de moindres disponibilités de **sorgho** aux États-Unis, une forte diminution des approvisionnements d'**orge** et d'**avoine** en Australie et un recul de la production d'orge au Canada.

De même, sur le **marché à terme**, le prix du maïs a fortement augmenté ces derniers mois. De fait, le resserrement des disponibilités est tel que la pression saisonnière des récoltes engrangées, qui aurait dû normalement faire baisser les prix vers la fin octobre 2006, ne semble pas s'être matérialisée pendant cette campagne. Au contraire, au début novembre, les **contrats à terme pour le maïs** négociés au Chicago Board of Trade (CBOT) ont atteint leur niveau le plus élevé de la décennie, en prévision d'une contraction encore plus importante aux États-Unis que les marchés ne l'avaient prévu. Les achats spéculatifs importants effectués par les fonds d'investissement ont également fait monter les prix; de fait, le volume de maïs négocié en novembre au CBOT (contrats à terme et options) a été l'un des plus élevés jamais enregistré. À la fin novembre 2006, les **contrats portant échéance en mars 2007** pour le **maïs** avoisinaient 152 dollars E.-U. la tonne, soit une hausse de 72 dollars E.-U. la tonne (90 pour cent) par rapport à la période correspondante en 2005. Cela confirme l'opinion selon laquelle les prix ne vont pas baisser dans l'immédiat, en particulier les prix à l'exportation des États-Unis, étant donné la récente chute de la valeur du dollar des États-Unis. Toutefois, le niveau élevé des prix du maïs accroîtrait la probabilité d'une forte expansion de la superficie consacrée à cette céréale aux États-Unis pour la campagne commerciale 2007/2008, ce

Figure 8. Tendances récentes des contrats à terme proches* soja/maïs



* Par contrats proches, on entend les contrats à terme dont la date de règlement est la plus proche.

qui se ferait très certainement au détriment des semis de soja, qui représente la deuxième culture du pays. La figure 8 montre la tendance du **rapport prix à terme proche du soja/maïs** depuis janvier 2006. Il a été constaté par le passé que chaque fois que ce rapport se rapproche de 2, les cultures de maïs sont favorisées au détriment de celles de

Tableau 2. Aperçu général du marché mondial des céréales secondaires

	2004/05	2005/06 estim.	2006/07 prévisions	Variation: 2006/07 par rapport à 2005/06
	millions de tonnes			%
BILAN MONDIAL				
Production	1035.2	1002.3	981.2	-2.1
Commerce	104.8	106.4	105.0	-1.3
Utilisation totale	991.2	998.7	1017.4	1.9
Alimentation	175.6	178.8	183.2	2.5
Fourrage	635.4	624.3	622.0	-0.4
Autres utilisations	180.2	195.6	212.2	8.5
Stocks de clôture	193.0	189.0	151.2	-20.0
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (Kg/an)	27.5	27.7	28.1	1.3
PFRDV (Kg/an)	28.6	28.9	29.3	1.6
Rapport stocks				
mondiaux-utilisation (%)	19.3	18.6	14.9	-19.5
Rapport stocks des principaux exportateurs-				
utilisation totale (%)	19.0	17.7	10.5	-40.8

soja, avec une reconversion de la superficie ensemencée. Les derniers rapports étant bien inférieurs à 2, une augmentation considérable des semis de maïs sera certainement enregistrée au printemps. Cette expansion constituerait une évolution positive, au sens où elle améliorera les perspectives d'approvisionnements pour la prochaine campagne. Toutefois, la demande de céréales secondaires - notamment de maïs - devrait aussi continuer de s'accroître: la demande d'éthanol devrait rester aussi vigoureuse que pendant la campagne actuelle, même si les prix du pétrole brut venaient encore à baisser, et la demande de produits fourragers augmentera probablement plus vite, alors que le secteur de l'élevage retrouve son taux de croissance tendancielle. Dans ce contexte, il faudrait que la production augmente massivement pour éviter une nouvelle érosion des stocks et contrecarrer l'escalade des prix.

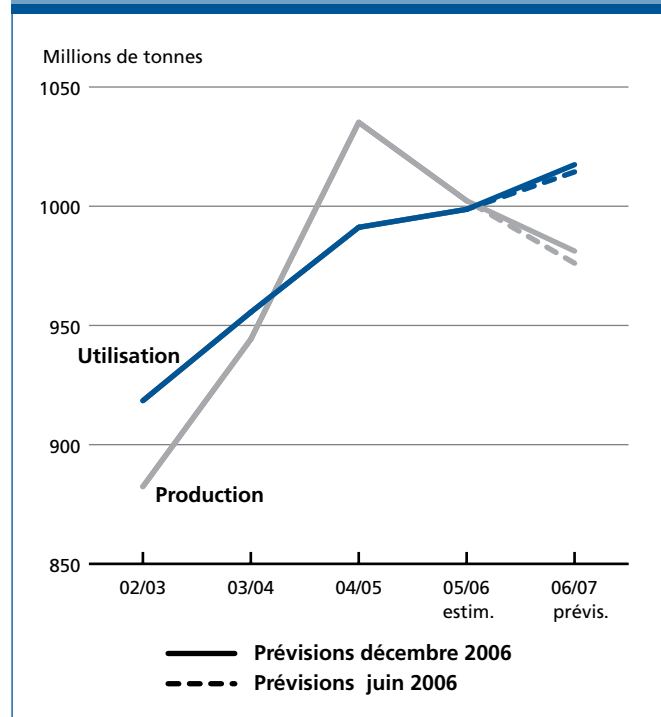
PRODUCTION

La production recule en 2006

Selon les dernières prévisions de la FAO, la production mondiale de céréales secondaires de 2006 s'établit à 981 millions de tonnes, soit 2,1 pour cent de moins qu'en 2005 mais au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. En ce qui concerne les régions, les prévisions concernant l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud ont été révisées en hausse ces derniers mois, ce qui a été en grande partie neutralisé par des réductions en Europe et en Océanie.

Les prévisions établissent désormais la récolte mondiale

Figure 9. Production et utilisation de céréales secondaires



de maïs de 2006 à 694 millions de tonnes, soit 2,2 pour cent de moins que le volume de l'année précédente. Le gros de cette baisse s'explique par les moindres récoltes rentrées au début de l'année en **Argentine** et en **Afrique du Sud** ainsi que par la récolte réduite, qui est sur le point d'être achevée, aux **États-Unis**. Dans tous les cas, la diminution de la récolte est due au fait qu'il était moins intéressant de semer du maïs, les coûts de production étant trop élevés par rapport aux profits attendus, mais le temps sec et chaud, qui a été néfaste, a aussi eu un impact sur les rendements en certains endroits. En revanche, la production totale de maïs (campagnes principale et secondaire) a augmenté au **Brésil**, du fait d'une expansion de la superficie consacrée au maïs de la campagne principale, récolté au début 2006. Une récolte plus importante a aussi été engrangée en **Amérique centrale**, où la production du **Mexique** s'est redressée par rapport au niveau inférieur à la moyenne enregistré en 2005. En **Asie** également, la production de maïs est estimée en hausse en **Chine**, aux **Philippines** et en **Thaïlande**.

La première des récoltes de maïs de 2007 est actuellement semée dans l'hémisphère Sud. En **Amérique du Sud**, la campagne a démarré lentement en raison de l'humidité limitée des sols dans certaines régions productrices, mais les semis sont désormais bien avancés et, selon les premières indications, la superficie totale devrait être en légère augmentation. En **Afrique du Sud**, les conditions sont propices et une enquête sur les intentions de semis des agriculteurs laisse entrevoir une nette augmentation des emblavures.

S'agissant de l'**orge**, qui est la deuxième céréale secondaire, la production mondiale de 2006 est estimée à environ 139 millions de tonnes, volume pratiquement inchangé par rapport à 2005 et légèrement au-dessous de la moyenne sur cinq ans. La reprise de la production dans l'**Union européenne** et en **Afrique du Nord**, qui était prévue initialement après la sécheresse de 2005, a bien eu lieu. Toutefois, dans plusieurs pays de l'**Union européenne**, l'été chaud et sec a de nouveau affecté les rendements dans une certaine mesure. Des récoltes abondantes ont aussi été rentrées en **Fédération de Russie** et en **Ukraine**. Ces hausses sont neutralisées par le recul de la production d'orge de 2006 au Canada et aux États-Unis; le volume d'orge récolté en Australie devrait aussi considérablement diminuer après la sécheresse dont ont souffert les cultures au stade du développement.

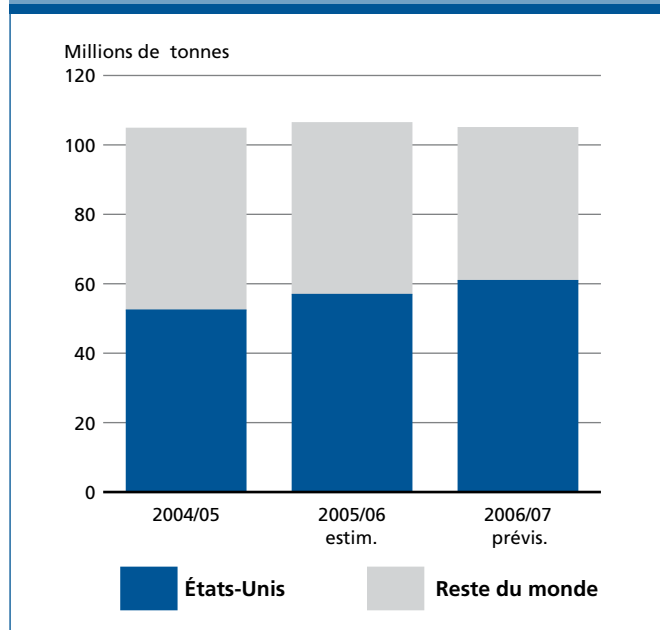
Selon les prévisions, la production mondiale de **sorgho** de 2006 atteindrait environ 57 millions de tonnes, soit une légère baisse par rapport à 2005 et un peu au-dessous de la moyenne sur cinq ans. Le gros de cette diminution est imputable aux **États-Unis**, où les superficies ensemencées et les rendements ont chuté, entraînant un recul de près de 30 pour cent de la production. En **Afrique**, qui est la plus grande région productrice, les résultats pourraient être en baisse dans la sous-région orientale après la récolte exceptionnelle rentrée en 2005, mais cela sera probablement compensé par des volumes plus importants en Afrique de l'Ouest, où la campagne a été bonne.

COMMERCE

Le commerce mondial accuse un léger repli en 2006/2007

Sans changement par rapport aux précédents rapports, le commerce international de céréales secondaires, toutes catégories confondues, s'élèverait à 105 millions de tonnes en 2006/2007 (juillet/juin), soit près d'un million de tonnes de moins que pour la campagne précédente. De légers reculs dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie contribuent en majeure partie à la diminution des échanges mondiaux qui est attendue, tandis qu'un relèvement des importations est prévu dans un certain nombre de pays d'Amérique du Nord et du Sud. S'agissant des différentes céréales secondaires, le **maïs** devrait bénéficier du raffermissement de la demande, les échanges passant à 80 millions de tonnes, niveau record qui marque une augmentation de 2 millions de tonnes par rapport à 2005/2006. Toutefois, l'augmentation prévue des échanges de maïs devrait être en grande partie neutralisée par une réduction significative du commerce de l'**orge**, lequel devrait reculer d'un million de tonnes, passant à 16 millions de tonnes. Le commerce de **sorgho** devrait aussi perdre un peu de terrain, pour passer à 5,5 millions de tonnes. S'agissant des autres céréales secondaires, les perspectives commerciales demeurent inchangées par rapport à la campagne précédente.

Figure 10. Exportations mondiales de céréales secondaires



Les importations totales des pays d'**Asie** devraient atteindre, selon les prévisions, 57 millions de tonnes, soit une baisse de 600 000 tonnes par rapport à la campagne précédente. La diminution des importations d'orge de l'**Arabie saoudite** explique principalement cette baisse attendue. L'Arabie saoudite est le premier importateur mondial d'orge fourrager, avec des achats dépassant en général 5 millions de tonnes par an. Toutefois, au cours de la présente campagne, la cherté de l'orge et les moindres disponibilités de Australie et de l'Ukraine devraient entraîner une diminution des achats de l'Arabie saoudite. La progression de la production intérieure devrait entraîner une baisse des importations d'orge et de maïs de la **République islamique d'Iran** tandis qu'en **Chine**, on prévoit un recul des importations d'orge du fait des moindres disponibilités de cette céréale pour la production de malt sur les marchés mondiaux. Selon les prévisions, les importations de maïs devraient aussi légèrement diminuer au **Japon**, tandis qu'en **République de Corée**, qui est le troisième importateur mondial après le Japon et le Mexique, les importations de céréales secondaires resteront probablement au même niveau que pour la campagne précédente, en dépit des cours internationaux élevés; le pays devrait plutôt réduire ses importations de blé fourrager.

En **Afrique**, les importations totales devraient reculer d'un million de tonnes, pour passer à 14,9 millions de tonnes. Le **Zimbabwe** devrait connaître la réduction la plus marquée: selon les prévisions, ses importations de maïs diminueraient de près d'un million de tonnes par rapport à la campagne précédente pour passer à 300 000 tonnes, car l'on estime que la production a doublé en 2006. On s'attend également à une forte diminution des achats d'orge du

Maroc, qui devraient baisser d'au moins 300 000 tonnes en raison de la nette relance de la production par rapport aux niveaux réduits par la sécheresse de 2005. En revanche, l'**Égypte** devrait acheter 600 000 tonnes de maïs de plus à l'étranger, en raison du fort recul de sa production intérieure de cette céréale, laquelle est inférieure au niveau record de la campagne précédente et fait suite à une diminution de la superficie ensemencée. On prévoit également une augmentation des importations de maïs au **Kenya**, malgré l'augmentation de la production escomptée en 2006. Cette hausse compense le recul attendu des importations de blé du Kenya pendant cette campagne.

En **Amérique centrale**, les importations totales du **Mexique** devraient atteindre 9,5 millions de tonnes, en légère baisse par rapport à la campagne précédente, principalement du fait de moindres achats de sorgho; toutefois, les importations de maïs de ce pays augmenteront probablement. En **Amérique latine et aux Caraïbes**, le **Brésil** devrait importer un peu plus d'orge pendant cette campagne suite au recul de la production intérieure. En **Amérique du Nord**, il est prévu que le Canada et les États-Unis intensifient leurs importations. Au **Canada**, du fait du recul de la production intérieure de maïs et de la forte demande, les importations devraient être les plus importantes depuis 2002/2003. Aux **États-Unis**, la chute de la production d'orge et d'avoine entraînera probablement une hausse des importations. Même si les États-Unis sont le plus grand importateur mondial d'**avoine** (principalement en provenance du Canada), pour la première fois, leurs importations d'avoine devraient dépasser leur propre production intérieure. En **Europe**, les importations ne devraient guère varier par rapport à la campagne précédente, car les cours internationaux élevés et les disponibilités suffisantes de blé fourrager local dissuadent d'importer de vastes quantités, en dépit d'un recul global de la production totale de céréales secondaires de la région en 2006.

En ce qui concerne les **exportations de céréales secondaires**, les expéditions de maïs devraient augmenter, suite à la forte demande mondiale. Les ventes de **maïs** des **États-Unis** devraient, selon les prévisions, augmenter dans la plus grande proportion, en dépit de la forte demande dans le pays et du recul de la production intérieure. L'augmentation des exportations de maïs des États-Unis compense la baisse de celles de l'Argentine, de la Chine, de la République sud-africaine et de l'Ukraine, où les disponibilités exportables sont tendues. Une augmentation des ventes de maïs est également attendue au **Brésil**, soutenue par les récoltes supérieures à la moyenne de 2006 et les cours internationaux favorables. Les craintes concernant la contraction des disponibilités intérieures de maïs et l'escalade possible des prix après l'accélération des exportations pendant la présente campagne ont contraint l'**Argentine**, qui est le deuxième exportateur mondial, à suspendre les licences d'exportation de maïs à compter du 20 novembre. La réduction des

disponibilités d'orge en **Australie** et au **Canada** devrait amener ces pays à réduire leurs exportations et contribuer à une contraction des marchés mondiaux, même si les expéditions d'orge de l'**Union européenne** ne devraient guère changer par rapport à la campagne précédente et si la **Fédération de Russie** et l'**Ukraine** ont tous deux rentré de bonnes récoltes et devraient accroître leurs exportations. Le recul prévu des échanges de **sorgho** pendant cette campagne est dû principalement aux moindres expéditions des **États-Unis**, où la production a diminué. Sur la base de ces chiffres révisés, les ventes des États-Unis représentent toujours plus de 80 pour cent du volume total des échanges de sorgho. Sur le marché de l'**avoine**, le Canada devrait nettement intensifier ses exportations, ce qui compensera le fort recul de l'**Australie**, dû à la sécheresse.

UTILISATION

L'utilisation augmente principalement sous l'effet de l'accroissement de la demande dans le secteur industriel

Selon les prévisions, l'utilisation mondiale de céréales secondaires en 2006/2007 atteindrait un nouveau record, pour s'établir à environ 1 017 millions de tonnes, soit une augmentation de près de 2 pour cent par rapport à la campagne précédente. Cette augmentation est due pour l'essentiel à la poursuite de la croissance rapide de la demande pour la production d'**éthanol à base de maïs**, principalement aux États-Unis, bien qu'un certain nombre d'autres pays soient aussi en train de mettre en place et/ou d'agrandir leurs installations de fabrication d'éthanol à base de céréales. De 2000 à 2005, la production d'éthanol à base de maïs aux États-Unis s'est accrue de 150 pour cent, et l'on prévoit une nouvelle augmentation de 20 pour cent en 2006. Il existe actuellement une centaine d'usines d'éthanol en opération dans 20 États dans tout le pays et 42 usines supplémentaires sont en cours de construction, tandis que sept autres sont agrandies. Cette évolution commence à avoir des implications notables pour les quantités de maïs disponibles pour d'autres utilisations, notamment dans le secteur fourrager intérieur, mais aussi pour les exportations, sachant que les États-Unis sont le premier importateur mondial de cette céréale. Au début de la décennie, le volume de maïs utilisé dans la production d'éthanol aux États-Unis atteignait à peine 6 pour cent de la production intérieure, alors qu'en 2005, il s'élevait à 14 pour cent et selon le Département de l'agriculture des États-Unis, il va bientôt atteindre 20 pour cent (55 millions de tonnes environ), pourcentage proche de celui des exportations américaines prévues en 2006/2007.

L'accroissement de la **consommation** de céréales secondaires **alimentaires** est également relativement rapide cette campagne, en hausse de 2 pour cent par rapport à 2005/2006, principalement du fait de l'amélioration des disponibilités locales dans plusieurs pays d'Afrique, comme

le Nigéria (pour le sorgho et le mil) et la plupart des pays de la sous-région australe (pour le maïs). En revanche, **l'utilisation fourragère**, à laquelle les céréales secondaires sont principalement destinées, atteindra probablement 622 millions de tonnes, ce qui marque un léger recul par rapport au niveau déjà réduit enregistré en 2005. La contraction attendue sera pour l'essentiel le fait des pays développés, où les disponibilités de maïs de 2006 se sont amenuisées suite au fléchissement de la production, surtout aux États-Unis, en République sud-africaine et dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale. Dans les pays en développement, les perspectives d'une croissance soutenue de l'utilisation fourragère restent fortes, en partie du fait des disponibilités plus adéquates au niveau local mais aussi de l'expansion de la demande du secteur de l'élevage, notamment en Asie et en Amérique latine.

STOCKS

Les stocks s'amenuisent à mesure que la production fléchit

À la fin des campagnes nationales de 2007, les stocks de report de céréales secondaires devraient atteindre, selon les prévisions, 151 millions de tonnes, soit une baisse de 38 millions de tonnes (20 pour cent) par rapport à leurs niveaux d'ouverture. Ce chiffre représente un recul de 12 millions de tonnes par rapport au précédent rapport (numéro d'octobre du bulletin «Perspectives de récolte et situation alimentaire») et tient compte de la révision à la baisse, pratiquement dans la même proportion, des estimations concernant la production mondiale. Le fort recul des stocks mondiaux de céréales secondaires par rapport à la campagne

précédente tient à la diminution des stocks de report de toutes les principales céréales secondaires, en premier lieu ceux de **maïs**, qui ont perdu 28 millions de tonnes, et ceux d'**orge**, qui ont perdu 7 millions de tonnes.

Selon les prévisions actuelles, le **rapport stocks mondiaux de céréales secondaires-utilisation totale** est estimé à 15 pour cent, soit 3 pour cent de moins que pour la campagne précédente et le plus bas niveau depuis 2004. Toutefois, la réduction attendue des réserves mondiales tient en grande partie au recul des stocks détenus par les principaux pays exportateurs, en particulier les États-Unis, où les stocks de clôture devraient perdre près de 28 millions de tonnes. De ce fait, le **rapport entre les stocks de céréales secondaires détenus au total par tous les principaux exportateurs et l'utilisation combinée** (à savoir, l'utilisation intérieure plus les exportations) devrait avoisiner 11 pour cent, soit 7 pour cent de moins que pendant la campagne précédente. Outre le recul de la production, l'accélération de l'utilisation intérieure et la fermeté des exportations constituent d'autres facteurs significatifs à l'origine du net amenuisement des stocks des principaux pays exportateurs à la fin de la présente campagne.

RIZ

PRIX

La contraction des disponibilités maintient les cours internationaux à la hausse

La vigueur dont a fait preuve le marché international du riz depuis janvier a persisté de juillet à septembre, comme en témoigne l'indice FAO des prix du riz, qui a gagné un point chaque mois, passant de 108 en juin à 111 en septembre. En octobre, l'indice n'a pas montré de signe d'affaiblissement et est resté à 111, malgré l'arrivée sur le marché des nouvelles récoltes, et il a pris un nouvel élan en novembre (trois premières semaines), passant à 113. Cette fermeté des cours a dominé tous les segments du marché du riz, y compris le riz Indica de qualité inférieure, le riz Indica de qualité supérieure et le riz Japonica, à l'exception du riz parfumé qui a semblé fléchir en octobre et en novembre 2006.

Cette fermeté constante des cours tient essentiellement à la contraction générale des disponibilités parmi les principaux pays exportateurs. Aux **États-Unis**, les prix ont continué de grimper, pour atteindre en octobre et novembre des sommets inégalés depuis de nombreuses années, sous l'effet des révisions à la baisse du Département de l'agriculture des États-Unis concernant la récolte de 2006. Cette hausse intervient malgré la découverte de riz génétiquement modifié non autorisé dans les expéditions commerciales, qui n'a suscité qu'une brève chute des prix tout de suite après la diffusion du communiqué de presse, à la mi-août. Les prix du riz du **Viet Nam** se sont également raffermis, stimulés par

Figure 11. Stocks mondiaux de céréales secondaires

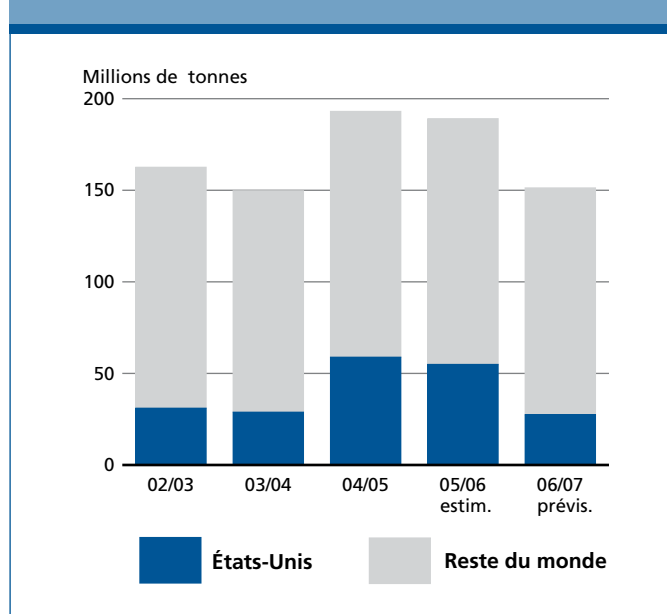
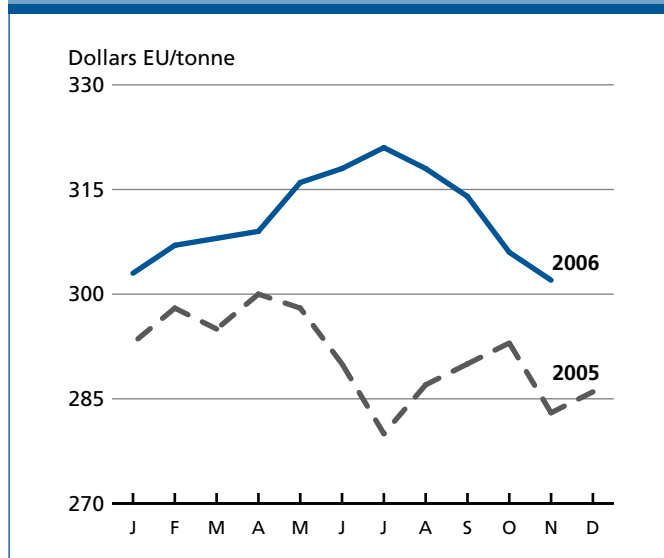
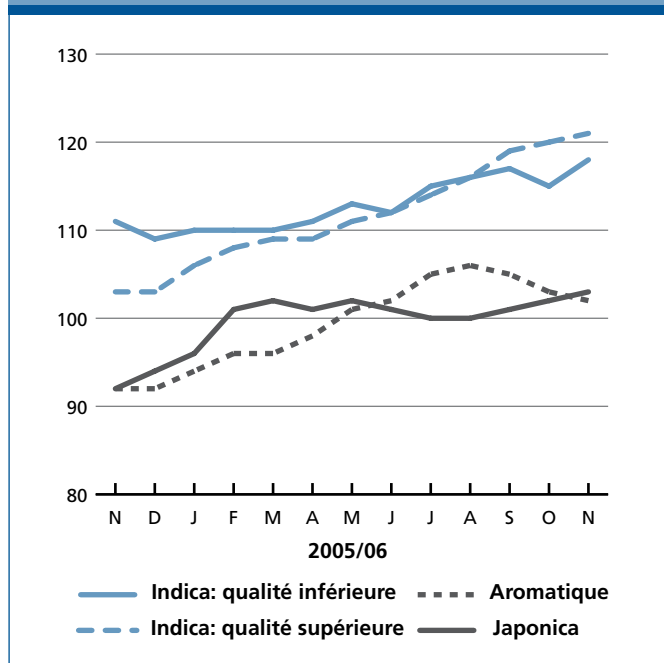


Figure 12. Prix à l'exportation du riz (thai, 100%, B)

Figure 13. Indices FAO des prix du riz (1988-2000=100)


la demande robuste et les disponibilités limitées, tendance qui se manifeste depuis juin. En **Inde**, après plusieurs mois de stabilité relative, les prix à l'exportation ont augmenté en octobre, le gouvernement ayant annoncé un relèvement des prix des achats intérieurs, et ils ont encore gagné du terrain en novembre. Par ailleurs, les disponibilités provenant des récoltes qui viennent de s'achever ont pesé quelque peu sur les prix en **Égypte** et au **Pakistan** en septembre et octobre, alors qu'ils se situaient à un niveau relativement élevé depuis plusieurs semaines. Le riz **thaïlandais** était aussi coté en baisse en août et en septembre, après que les achats publics, qui

Tableau 3. Aperçu général du marché mondial du riz

	2004/05	2005/06 estim.	2006/07 prévisions	Variation: 2006/07 par rapport à 2005/06
	millions de tonnes		%	
BILAN MONDIAL (base riz usiné)				
Production	406.9	421.9	420.9	-0.2
Commerce	29.8	28.6	28.9	1.1
Utilisation totale	413.8	416.4	420.6	1.0
Alimentation	361.6	367.2	372.2	1.4
Stocks de clôture	99.2	105.3	104.7	-0.6
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (Kg/an)	56.7	56.9	56.9	0.0
PFRDV (Kg/an)	69.7	69.7	69.6	-0.1
Rapport stocks mondiaux- utilisation (%)	23.8	25.0	24.6	-1.6
Rapport stocks des principaux pays exportateurs- utilisation totale (%)	13.2	15.7	15.0	-4.5

concernaient la deuxième récolte de paddy de 2005, ont pris fin le 31 juillet. L'annonce, par le gouvernement provisoire, de prix d'achat moins attractifs au titre du programme d'achat public et d'un plan d'écoulement des réserves publiques par le biais d'appels d'offres bimensuels, a également eu une incidence négative sur les prix à l'exportation en octobre et en novembre. En ce qui concerne les importations, la demande des pays africains a ralenti en septembre, mais la persistance des achats par des pays du Proche-Orient et les Philippines a redonné une nouvelle vigueur au marché depuis.

Étant donné que la récolte de paddy de la campagne principale vient tout juste d'être rentrée dans de nombreux pays, la demande d'importation pourrait quelque peu fléchir au cours des prochains mois. Toutefois, cela ne fera probablement guère baisser les prix, car les exportateurs devraient quant à eux disposer de quantités limitées à vendre. Par conséquent, les baisses de prix, si elles se matérialisent, seront probablement provisoires. Cela serait notamment le cas si l'embargo sur les exportations annoncé par le Viet Nam en novembre 2006 reste en vigueur jusqu'en mars 2007, époque à laquelle la récolte d'été/de printemps sera rentrée, et si la récolte de paddy de l'Inde est effectivement très réduite par rapport à celle de 2005. Ainsi, les cours internationaux du riz continueront probablement de monter jusqu'en mars 2007 au moins, tendance qui pourrait s'accroître en cas de confirmation d'un renforcement des conditions El Niño.

Pour de plus amples renseignements sur le marché du riz, voir le système de surveillance du marché du riz de la FAO, à l'adresse suivante: http://www.fao.org/es/ESCen/20953/21026/21631/highlight_23001en.html

PRODUCTION

La production de paddy stagnera probablement en 2006, alors que plusieurs régions souffrent des aléas climatiques

Les prévisions concernant la production mondiale de paddy de 2006 ont été abaissées, pour tenir compte des perspectives plus pessimistes concernant les récoltes en Asie, où plusieurs pays ont été touchés par une sécheresse persistante puis, en août, par des inondations de mousson. Selon les dernières prévisions de la FAO, la production mondiale de paddy de 2006 pourrait tomber à 631 millions de tonnes, soit 5 millions de tonnes de moins que prévu et en légère baisse par rapport à 2005 (632 millions de tonnes). La dégradation des perspectives a été particulièrement marquée dans le cas de l'Inde, même s'il reste encore de nombreuses incertitudes quant au volume définitif de la production de paddy de ce pays.

En Asie, les prévisions établissent désormais la production à 570 millions de tonnes, soit seulement 500 000 tonnes de moins que le volume de la campagne précédente mais bien au-dessous des attentes initiales. De mauvaises conditions de végétation (typhons, sécheresse, inondations, maladies et infestations d'insectes) ont sapé les perspectives concernant la récolte de riz de 2006. De ce fait, on ne s'attend qu'à une infime augmentation de la production dans la région. Plusieurs pays pourraient toutefois enregistrer une hausse, en particulier le **Bangladesh**, où les pluies abondantes d'août ont eu un effet bénéfique sur les cultures de la campagne principale, mais aussi le **Cambodge**, l'**Indonésie**, la **République islamique d'Iran**, le **Myanmar**, les **Philippines** et le **Viet Nam**. En revanche, des revers importants devraient faire passer la production au-dessous du niveau enregistré pour la dernière campagne en **République populaire démocratique de Corée**, en **Inde**, au **Japon**, en **Malaisie**, au **Népal**, en **République de Corée**, et en **Thaïlande**. En **Inde**, la mousson de 2006 qui s'est terminée en septembre, a été irrégulière et plusieurs grands États producteurs de riz, tels que l'Assam, le Tamil Nadu et l'Uttar Pradesh ont enregistré des précipitations inférieures à la normale, tandis que la pluviosité a été supérieure à la moyenne dans l'Orissa. Par conséquent, la FAO prévoit actuellement que la récolte du pays s'établira à 135 millions de tonnes, soit 1,5 million de tonnes de moins que la dernière campagne. En **Chine**, les cultures ont aussi été touchées par des vagues de sécheresse, des inondations et des maladies; par conséquent, on prévoit désormais que la production n'augmentera guère par rapport à celle de 2005.

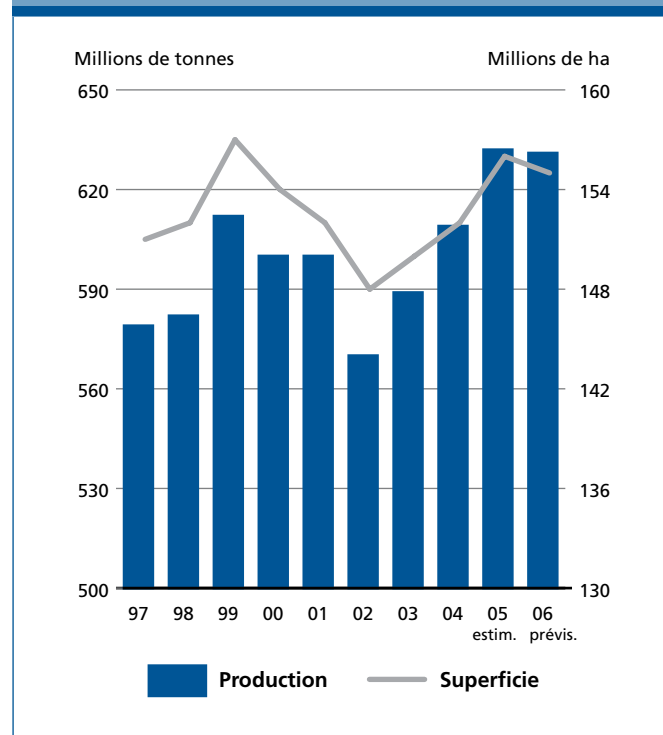
En Afrique, selon les prévisions actuelles, la récolte de 2006 devrait s'établir à environ 22 millions de tonnes, ce qui représente une hausse de quelque 700 000 tonnes par rapport à ce qui était escompté auparavant, et 1,3 million de tonnes de plus que le volume de 2005. Cette augmentation tient pour l'essentiel aux bonnes conditions de végétation

Tableau 4. Production de paddy du Brésil en 2006, par région (pour le Brésil: campagne de paddy: 2005/2006)

	Superficie	Production	Variation de la production par rapport à la dernière campagne	Rendement
	Milliers d'hectares	Milliers de tonnes	%	tonnes/ha
Total	2 988.4	11 579.0	-12.5	3.88
Nord	455.4	1 014.6	-33.0	2.02
Nord-est	727.1	1 115.1	-9.0	1.52
Centre-ouest	442.2	1 138.9	-57.0	2.31
Sud-est	127.4	300.8	-19.0	2.46
Sud	1 236.3	8 009.4	8.0	6.59

Source: CONAB, Deuxième enquête sur les intentions de semis, nov. 2006

Figure 14. Production totale de riz paddy et superficie



qui ont prévalu dans la plupart des pays, au relèvement des prix et au redoublement des efforts déployés par les gouvernements pour relancer le secteur. La croissance se constaterait principalement en **Égypte**, à **Madagascar**, au **Malawi**, au **Nigéria** et en **République-Unie de Tanzanie**, tandis qu'au **Tchad**, en **Côte d'Ivoire** et en **Mauritanie**, la production pourrait diminuer.

Les perspectives concernant la production en **Amérique centrale et aux Caraïbes** demeurent positives, les ouragans ayant, selon les rapports, causé peu de dégâts; on s'inquiète

cependant d'un renforcement possible des conditions El Niño/ENSO au cours des prochains mois. La plupart des gains de production attendus dans la région pour le paddy seraient dus à un redressement à **Cuba** et en **République dominicaine** et à une poursuite de l'expansion au **Mexique**. Toutefois, la production pourrait reculer au **Costa Rica**, au **Nicaragua** et au **Panama**.

Selon les dernières estimations, la production de l'**Amérique du Sud** devrait accuser une contraction de 6,5 pour cent, passant à 22,5 millions de tonnes au total, sous l'effet des mauvais résultats au **Brésil**, qui est le plus grand producteur de la région, mais aussi en **Colombie**, en **Équateur** et au **Pérou**. Pour ce qui est du reste du monde, la production de 2006 est estimée en progression en **Australie** et en **Fédération de Russie**, tandis qu'elle devrait reculer dans l'**Union européenne** et aux **États-Unis**.

Il est trop tôt pour estimer la production mondiale de paddy de 2007, mais les perspectives concernant les pays de l'hémisphère Sud, où les cultures de la première campagne de 2007 sont actuellement mises en terre, sont plutôt mauvaises, du fait du temps très sec qui sévit en **Australie** et en **Indonésie**. En outre, il est de plus en plus probable que le phénomène El Niño/La Niña sera modéré, ce qui pourrait avoir une incidence sur la récolte de riz d'autres pays.

COMMERCE

Le commerce international ne devrait guère progresser en 2007

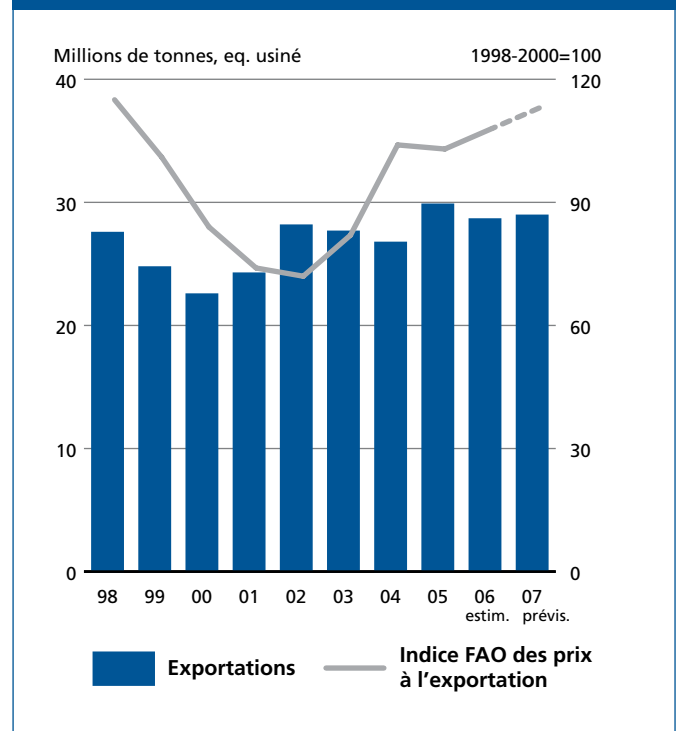
Selon la FAO, les échanges pour l'année civile 2007 devraient progresser d'un pour cent seulement, pour passer à 28,9 millions de tonnes. Toutefois, les perspectives commerciales ont encore un caractère très provisoire à ce stade, car elles sont tirées pour l'essentiel des prévisions concernant la production de 2006, lesquelles pourraient bien être largement révisées. Ce manque de croissance significative des échanges attendu en 2007 tient principalement à la contraction des disponibilités des pays exportateurs, qui pourrait faire encore grimper les cours du riz en 2007 et donc peser sur le niveau effectif des importations.

IMPORTATIONS

L'augmentation des importations des pays d'Afrique et d'Amérique du Sud compensera le recul des expéditions des pays d'Asie

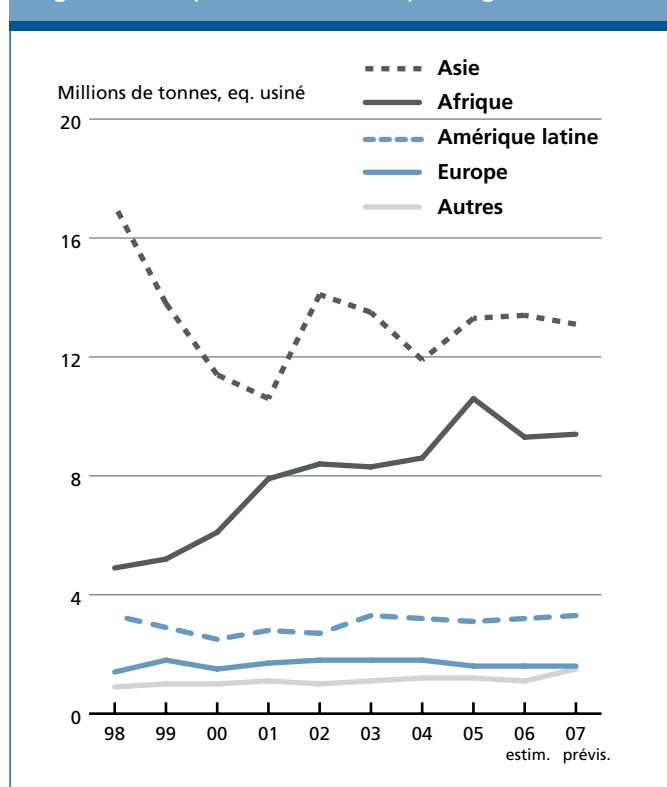
Les importations mondiales pourraient quelque peu reprendre en 2007, stimulées par une augmentation des expéditions à destination de pays d'Afrique et d'Amérique latine et des Caraïbes. En revanche, on prévoit une diminution des importations des pays d'Asie, en particulier du **Bangladesh**, de la **République islamique d'Iran** et des **Philippines**, qui devraient tous rentrer des récoltes plus abondantes en 2006. En ce qui concerne la **République**

Figure 15. Commerce mondial de riz et indice FAO des prix à l'exportation



islamique d'Iran, cette baisse devrait être plus marquée du fait du relèvement des droits qui frappent les importations de riz effectuées par le secteur privé par le biais de coopératives situées à la frontière avec le Pakistan, droits qui seraient passés, selon les rapports, de 4 à 70 pour cent. Les achats de la **République de Corée** devraient également diminuer en 2007 par rapport au volume anormalement élevé que le pays a dû importer en 2006 pour satisfaire à ses obligations en vertu de l'accord relatif à l'accès minimum au marché pour 2005 et 2006. En vertu de l'accord conclu avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour continuer de bénéficier d'une dérogation sur ses importations de riz, la République de Corée est tenue, en 2007, de laisser entrer sur son territoire quelque 266 000 tonnes de riz, soumis à un droit d'importation de 5 pour cent, les trois quarts de ce volume provenant de l'Australie, de la Chine, de la Thaïlande et des États-Unis en vertu de quotas spécifiques par pays. Les expéditions à destination de l'**Iraq** et de l'**Arabie saoudite** devraient rester inchangées en 2007 par rapport au niveau prévu pour 2006 (à savoir 1,2 million de tonnes et 1,1 million de tonnes, respectivement). De même, les restrictions sévères imposées en **Indonésie** pourraient limiter les importations de riz à quelque 800 000 tonnes en 2007, soit le même volume qu'en 2006. Toutefois, l'évolution dépendra en grande partie des conditions météorologiques au cours des prochains mois, car la résurgence d'une anomalie El Niño pourrait avoir de graves implications pour la région en général et pour ce pays en particulier.

Figure 16. Importations de riz par région



Selon les prévisions, les livraisons de riz dans les pays d'**Afrique** devraient s'élever à 9,4 millions de tonnes, soit 100 000 tonnes de plus qu'estimé actuellement pour 2006, principalement du fait d'une augmentation des expéditions à destination de la **Côte d'Ivoire**, de la **Mauritanie**, du **Sénégal** et de la **République-Unie de Tanzanie**. Au **Nigéria**, alors que le gouvernement avait l'intention d'interdire les importations en 2007, elles devraient se poursuivre, mais le resserrement des contrôles pourrait contribuer à les faire reculer de 100 000 tonnes, les ramenant à 1,7 million de tonnes. Le gouvernement semble avoir compris que son intention d'interdire les importations de riz ne serait pas conforme à ses obligations dans le cadre de l'OMC. Néanmoins, il dispose d'une certaine marge de manoeuvre pour protéger davantage son marché, étant donné que les droits d'importation ont été fixés à 150 pour cent par l'OMC, avec la possibilité d'ajouter 80 pour cent supplémentaires pour raisons administratives. En 2005, un droit de 50 pour cent a été appliqué aux importations, plus une taxe supplémentaire de 50 pour cent, en sus d'autres redevances. En outre, pour éviter une sous-estimation de leur valeur, les importations de riz sont soumises à un prix minimum, fixé en fonction du pays d'origine.

Les importations à destination de l'**Amérique latine** et des **Caraïbes** devraient augmenter de 8 pour cent en 2007, passant à quelque 3,3 millions de tonnes. Cette hausse sera imputable pour l'essentiel au **Bésil** où, selon les perspectives préliminaires, il est possible que le volume

des récoltes diminue encore en 2007. Par conséquent, le pays devra peut-être acheter 700 000 tonnes, soit 100 000 tonnes de plus qu'en 2006. Les importations du **Mexique** pourraient aussi augmenter, le gouvernement ayant annoncé qu'il annulait la taxe anti-dumping, fixée à 3,93 pour cent et 10,18 pour cent, qui frappait les importations de riz à grain long usiné en provenance des États-Unis depuis juin 2002. Cette annonce intervient après qu'un arbitrage de l'OMC a rejeté la demande du Mexique en novembre 2005. En octobre, le Mexique a en outre signé un mémorandum d'accord avec le Pakistan, visant à lever l'embargo qui frappe les importations de riz en provenance de ce pays depuis dix ans pour des raisons phytosanitaires. L'insuffisance de la production attendue en 2006 pourrait aussi stimuler les importations de la **Colombie** et du **Costa Rica**. D'un autre côté, la reprise de la production escomptée à **Cuba** pourrait inciter ce pays à ramener ses achats de riz sur les marchés internationaux à quelque 700 000 tonnes en 2007.

En **Europe**, l'abaissement des droits suite à l'application du nouveau régime d'importation, associé à la fermeté des prix intérieurs, pourraient stimuler les importations de l'**Union européenne**, qui passeraient à 900 000 tonnes en 2007, soit 100 000 tonnes de plus que prévu en 2006. En vertu des nouvelles règles d'importation, qui ont été définies en mai 2006, les importations de riz décortiqué sont soumises à un droit de 30 euros la tonne, de 425 euros la tonne ou de 65 euros la tonne, en fonction du volume effectif des importations. De même, les importations de riz usiné et semi-usiné seraient passibles d'un droit de 145 euros ou de 175 euros, toujours en fonction du volume des importations, établi à partir des certificats d'importation. En ce qui concerne les brisures de riz, les importations sont soumises à un droit fixe de 65 euros la tonne. En ce qui concerne les importations de riz basmati décortiqué, le droit est nul s'il s'agit de variétés reconnues¹ de l'Union européenne. La nouvelle structure tarifaire a de vastes implications pour le secteur de l'usinage de l'Union européenne, au sens où elle nivelle la différence des droits applicables au riz décortiqué et au riz usiné. Sur la base des certificats d'importation délivrés pendant la campagne de commercialisation du riz 2005/2006, un droit de 42,5 euros la tonne sera appliqué au riz décortiqué (non compris le riz basmati) importé par l'Union européenne à partir du 1^{er} septembre 2006, et ce jusqu'au 28 février 2007. Dans le cas du riz usiné et semi-usiné, ce droit s'élèvera à 145 euros la tonne sur la même période. Il est probable que les importations de la **Fédération de Russie** diminueront en 2007, suite à la récolte exceptionnelle estimée pour 2006 et au maintien d'un droit d'importation fixé à 70 euros la tonne.

¹ Basmati 217, Basmati 370, Basmati 386, Kernel (Basmati), Pusa Basmati, Ranbir Basmati, Super Basmati, Taraori Basmati (HBC- 19) et Type-3 (Dehradun)

Les achats de l'**Australie** et des **États-Unis** augmenteront aussi probablement en 2007, du fait, dans le cas du premier pays, des perspectives moroses concernant les récoltes de 2007 et, dans le cas du deuxième, de la récolte très réduite rentrée en 2006.

EXPORTATIONS

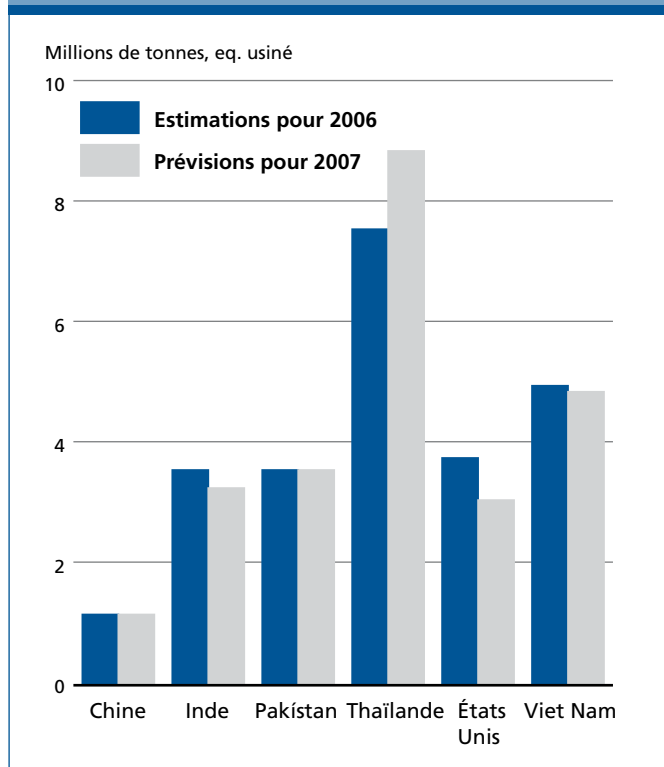
Plusieurs grands pays exportateurs pourraient connaître des problèmes d'approvisionnement en 2007

La dégradation des perspectives de production en 2007 pourrait se traduire par un resserrement de la situation de l'offre et de la demande sur les marchés mondiaux en 2007. Néanmoins, les réserves relativement abondantes en **Thaïlande** et les bonnes récoltes rentrées au **Cambodge**, en **Égypte** et au **Myanmar** pourraient contribuer à une modeste progression des exportations mondiales, lesquelles atteindraient 28,9 millions de tonnes en 2007, soit 300 000 tonnes de plus que prévu en 2006. En revanche, les moindres disponibilités exportables entraîneront probablement un fléchissement des ventes de l'**Australie**, de l'**Équateur**, de l'**Inde**, du **Japon**, des **États-Unis** et du **Viet Nam**.

En **Thaïlande**, le gouvernement provisoire vient d'annoncer qu'il avait l'intention d'écouler dans l'année ses vastes réserves publiques par le biais d'appels d'offres bimensuels: le riz parfumé serait destiné à la vente sur le marché tant intérieur que d'exportation, tandis que le

riz blanc serait exclusivement destiné à l'exportation. Les attentes concernant la récolte de 2006 étant négatives, ces disponibilités pourraient être essentielles pour permettre au pays d'accroître de 1,3 million de tonnes ses exportations, lesquelles passeraient à 8,8 millions de tonnes en 2007. La récolte abondante rentrée en 2006 en **Égypte** pourrait permettre à ce pays d'expédier 1,1 million de tonnes de riz en 2007, soit 10 pour cent de plus que le niveau attendu en 2006. Après avoir imposé provisoirement des restrictions sur les exportations en septembre, le gouvernement a de nouveau autorisé les exportations de riz usiné en octobre, tout en maintenant l'interdiction en ce qui concerne le riz décortiqué. L'impact de cette restriction sera probablement négligeable, car les importations de riz de l'Égypte se composent pour l'essentiel de riz usiné et de brisures de riz. Les disponibilités abondantes suite à l'excellente récolte de 2006 devraient permettre au **Pakistan** de maintenir ses exportations à 3,5 millions de tonnes, bien que les négociants pourraient devoir payer des droits plus élevés sur les ventes à destination de l'Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda et République-Unie de Tanzanie) et de la République islamique d'Iran. Un accord conclu récemment avec le Viet Nam pour permettre au riz en provenance du **Cambodge** d'entrer sur le territoire vietnamien en franchise de droits devrait par ailleurs stimuler les exportations du Cambodge. La plupart des autres grands exportateurs de riz, y compris l'**Équateur**, l'**Inde**, le **Japon**, les **États-Unis**, l'**Uruguay** et le **Viet Nam**, pourraient avoir des difficultés à maintenir le volume des ventes de 2007 au même niveau qu'en 2006, faute de disponibilités. L'**Australie**, en particulier, pourrait devenir un importateur net de riz en 2007, la récolte de riz s'annonçant très mauvaise. Les expéditions de l'**Inde** pourraient elles aussi se ressentir des prix intérieurs élevés, notamment pour le riz basmati, dont les semis auraient, selon les rapports, considérablement reculé pour la présente campagne. En outre, la décision prise récemment par une association d'exportateurs d'établir un prix minimum à l'exportation du riz basmati devrait soutenir les cours. L'insuffisance des disponibilités au **Viet Nam** a poussé le gouvernement à limiter les exportations en novembre 2006. Étant donné que la pénurie persistera probablement jusqu'à mars/avril 2007, époque où la récolte d'hiver/de printemps sera rentrée, les ventes de 2007 pourraient être inférieures au volume prévu pour 2006 en raison des difficultés d'approvisionnement, surtout si l'accord qui vient d'être annoncé avec la Thaïlande pour ajuster les prix à l'exportation du Viet Nam sur ceux (plus élevés) de la Thaïlande était confirmé. Dans le cas des **États-Unis**, le repli serait dû aux prix élevés sur le marché intérieur ainsi qu'à l'application d'essais rigoureux exigés par plusieurs pays importateurs, suite à la récente découverte de riz génétiquement modifié «LL 601» qui est interdit, dans des expéditions de riz américain à grain long.

Figure 17. Exportations de riz des principaux pays exportateurs



UTILISATION

La consommation de riz par habitant ne devrait guère changer en 2007

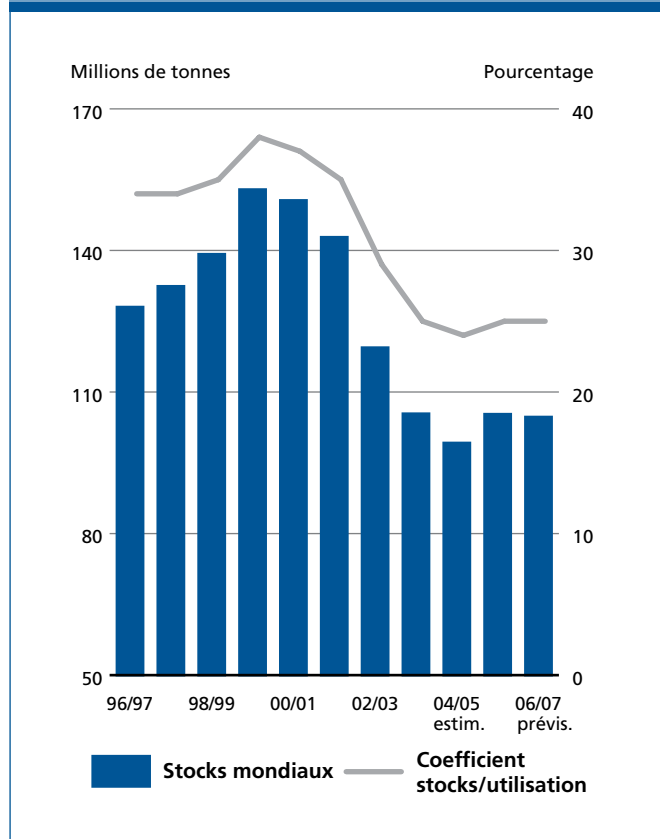
La consommation totale de riz en 2006/2007 devrait progresser d'environ 4 millions de tonnes, passant à 421 millions de tonnes, en équivalent usiné. Comme toujours, le riz est destiné principalement à la consommation humaine, qui représente environ 372 millions de tonnes. En moyenne, la consommation de riz par habitant devrait rester en gros inchangée, à savoir quelque 56,9 kg par an, car l'on s'attend à une stagnation de la consommation par habitant dans les pays en développement, où elle devrait se maintenir à environ 68,5 kg par habitant et par an, tandis que celle des pays développés pourrait quelque peu progresser, passant à 12,8 kg par an. Les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) pourraient toutefois enregistrer un léger recul des disponibilités par habitant, dû essentiellement aux perspectives de production limitées et à la stagnation attendue des importations.

STOCKS

Les stocks mondiaux de riz devraient diminuer, à mesure que les perspectives concernant la production de 2006 se dégradent

Il est désormais prévu qu'à la fin des campagnes commerciales se terminant en 2007, les réserves mondiales de riz s'établiront à moins de 105 millions de tonnes, en légère baisse par rapport à leur niveau d'ouverture, alors que l'on s'attendait précédemment à une reconstitution des stocks. Ce revirement s'explique principalement par la dégradation des perspectives de récolte dans plusieurs grands pays producteurs qui seront ainsi contraints de puiser dans leurs réserves pour couvrir la consommation intérieure et, dans le cas des exportateurs, la demande d'exportation. Parmi les pays exportateurs traditionnels, seules la **Chine** et l'**Inde** devraient terminer la campagne avec des réserves de riz en légère augmentation; dans le cas de la Chine, cela tient à la progression de la production et à la stagnation de la consommation intérieure, tandis que dans le cas de l'Inde, cela serait dû principalement au recul attendu des exportations en 2007. La plupart des autres pays exportateurs de riz termineront probablement la campagne avec des stocks de report réduits. La **Thaïlande**, par exemple, devra puiser sur ses réserves pour couvrir l'accroissement des besoins intérieurs et l'augmentation notable des exportations en 2007, alors que la production de la présente campagne a reculé. Le gros de la contraction des stocks concernera probablement le riz détenu par le gouvernement. Les récoltes relativement mauvaises au **Viet Nam** pourraient aussi inciter ce pays non seulement à réduire le volume de ses expéditions mais aussi à prélever sur ses réserves. De même, la chute de la production attendue aux

Figure 18. Stocks mondiaux de riz à la clôture et rapport stocks-utilisation



États-Unis pourrait entraîner une diminution des réserves à la fin de la campagne. En ce qui concerne le **Pakistan**, le maintien d'un volume de ventes élevé sur les marchés étrangers pourrait entamer les réserves. Actuellement, on ne prévoit guère de changement en ce qui concerne les stocks de clôture de l'**Égypte**.

Parmi les pays exportateurs non traditionnels, le **Cambodge**, la **République islamique d'Iran**, le **Myanmar** et **Sri Lanka** devraient tous utiliser une partie des gains de production acquis pendant la présente campagne pour reconstituer leurs réserves de riz. L'augmentation de la production pourrait aussi permettre un réapprovisionnement des stocks au **Nigéria**, au **Sénégal** et en **République-Unie de Tanzanie**. En revanche, la croissance rapide de la consommation au **Bangladesh** entraînera probablement une diminution des réserves, en dépit de la hausse des importations. De même, les stocks du **Brésil**, de l'**Indonésie**, du **Japon** et de la **République de Corée** devraient diminuer du fait des mauvais résultats de la production en 2006.

Le recul attendu des stocks mondiaux reportés sur 2007 devrait aussi avoir une incidence négative sur le **rapport stocks de riz-utilisation**, qui donne une indication de la mesure dans laquelle les réserves de riz permettront de couvrir la consommation de riz en 2007 et donc, de la sécurité alimentaire. Selon les prévisions actuelles, ce rapport passerait à 24,6 en 2007, contre 25,0 en 2006.

GRAINES OLÉAGINEUSES, HUILES ET FARINES D'OLÉAGINEUX²

PRIX³

Les prix devraient rester fermes dans le complexe des graines oléagineuses

Pendant la deuxième moitié de la campagne de 2005/2006 (allant d'octobre à septembre), les prix dans le complexe des graines oléagineuses ont progressé par suite de prévisions faisant état d'une croissance seulement modeste de la production oléagineuse en 2006/2007, conjuguée à une hausse de la demande qui a atteint de nouveaux niveaux record. Le marché a réagi à la perspective de disponibilités moins importantes et de réserves réduites par rapport aux trois dernières années, où l'offre était supérieure à la demande. Pendant le dernier trimestre de 2005/2006, les indices des prix de la FAO pour les huiles et les matières grasses et les farines et les tourteaux dépassaient, respectivement, de 10 et 30 pour cent les niveaux enregistrés lors de la campagne précédente à la même période. Cette hausse a été plus prononcée pour les prix des farines et des tourteaux qui ont également été influencés par une forte augmentation des cours mondiaux du blé et des céréales fourragères.

Les dernières prévisions pour 2006/2007 confirment que la production de graines oléagineuses pourrait ne pas suffire à couvrir la demande d'huiles et de matières grasses dans le monde, d'où la nécessité de prélèvements considérables sur les stocks. Une telle perspective donne à penser que les prix des huiles et des matières grasses pourraient continuer à monter pendant la campagne en cours. En revanche, la hausse des prix des farines et des tourteaux pourrait s'arrêter, la production mondiale de farines devant dépasser la demande, selon les prévisions actuelles, ce qui pourrait entraîner un nouvel accroissement des réserves. Cette baisse des prix du fait de l'importance des stocks pourrait cependant être neutralisée par la robustesse continue des prix des céréales fourragères, ce qui devrait finir par stimuler

² La quasi-totalité des oléagineux dans le monde est broyée en vue de l'obtention d'huiles et de matières grasses destinées à la consommation humaine ou à des utilisations industrielles, de même que de tourteaux et farines, ingrédients entrant dans la composition d'aliments pour animaux. L'analyse de l'état du marché porte donc moins sur les graines d'oléagineux que sur les huiles et graisses de même que les tourteaux et farines. C'est ainsi que les données de production pour les huiles (tourteaux) obtenues à partir de graines d'oléagineux correspondent à l'équivalent huile (tourteaux) de la production actuelle des graines d'oléagineux utilisés, tandis que les données sur les échanges et les stocks d'huiles (tourteaux) correspondent à la somme des échanges et des stocks d'huiles et de tourteaux et à l'équivalent huile (tourteaux) des échanges et des stocks de graines d'oléagineux.

³ Pour des détails complets sur les indices des prix et les prix, voir le tableau A22 à l'appendice.

la demande de farines d'oléagineux. Le marché à terme tend à pointer dans cette direction; fin novembre 2006, les contrats à terme portant sur le soja livrables en mars étaient supérieurs à la valeur correspondante pour 2005 de 50 dollars E.-U. la tonne environ (ou 23 pour cent) et, depuis septembre 2006, l'évolution des cours à terme du soja est fortement influencée par les prix à terme du maïs.

Au cours des quelques prochains mois, les prix dans le complexe des graines oléagineuses seront affectés par la progression de la récolte dans l'hémisphère Sud, laquelle sera rentrée début 2007. Plus tard dans la campagne, les prix refléteront de plus en plus les perspectives de production pour 2007/2008 concernant les graines oléagineuses et d'autres cultures. Selon les dernières indications, les marchés des céréales fourragères devraient rester tendus, ce qui est susceptible d'affecter les semis de graines oléagineuses en 2007. Si, comme on le prévoit actuellement, le rapport prix des graines oléagineuses/prix des céréales recule effectivement (voir la figure 8 dans la section sur les céréales secondaires, qui compare les prix à terme du soja avec ceux du maïs), les agriculteurs de l'hémisphère Nord pourraient planter plus de céréales et moins de graines oléagineuses pendant le printemps 2007, ce qui contribuerait à soutenir davantage les cours des graines oléagineuses et des produits dérivés pendant l'année.

Figure 19. Indices trimestriels des cours internationaux des graines oléagineuses, des huiles/matières grasses et des farines/tourteaux (1998-2000 = 100)

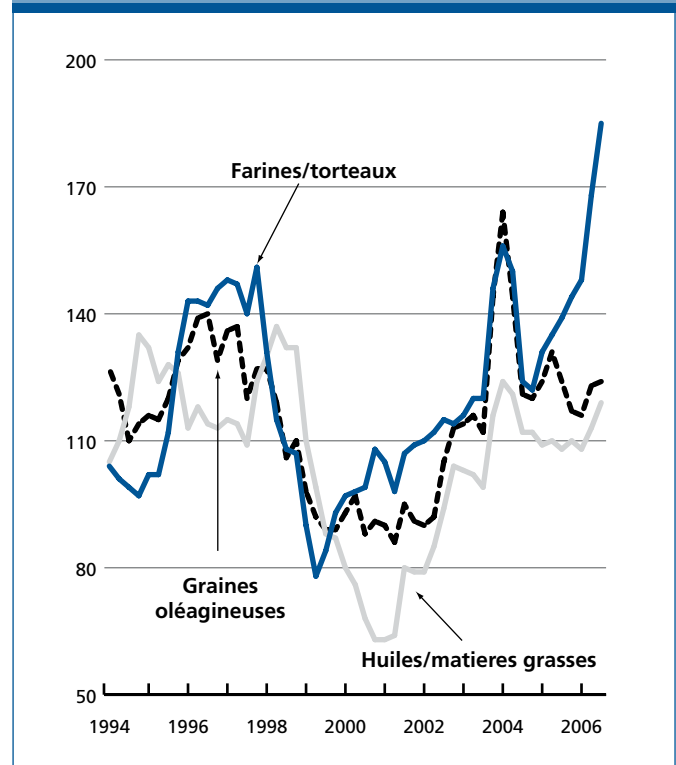


Figure 20. Indices mensuels des prix des farines/tourteaux et des huiles/matières grasses (octobre-septembre, 1998-2000 = 100)

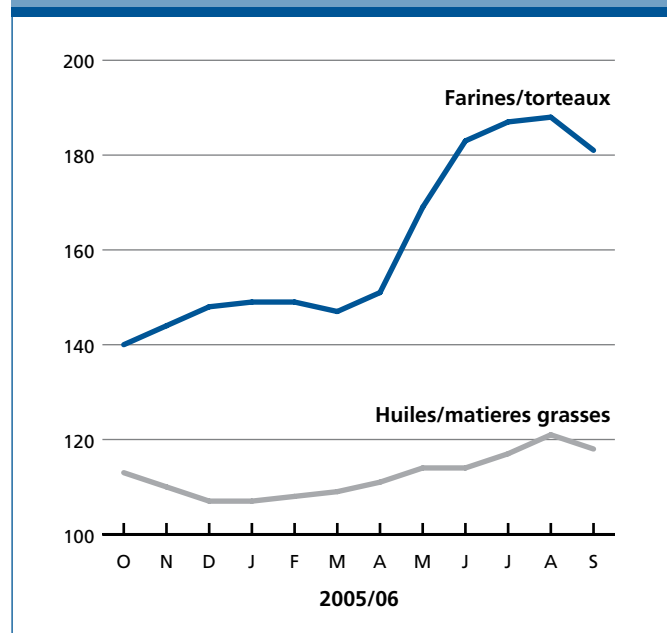
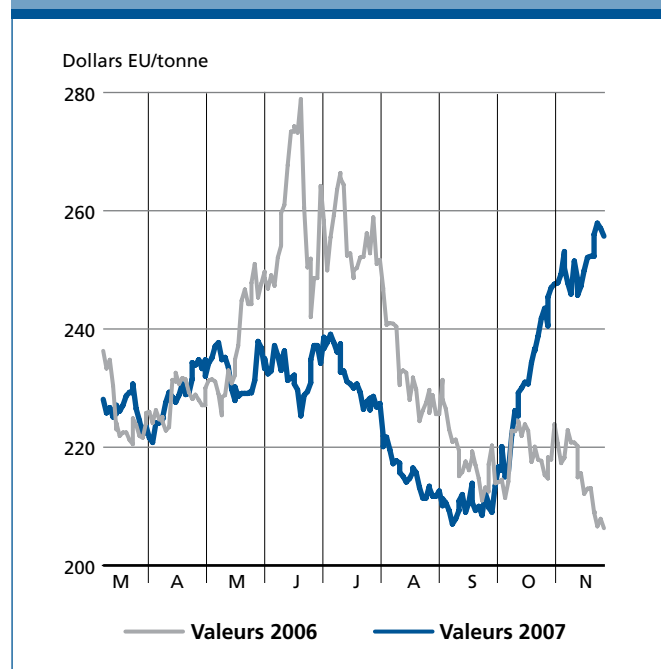


Figure 21. Contrats à terme portant sur le soja librables en mars



GRAINES OLÉAGINEUSES

Ralentissement de la croissance de la production mondiale de graines oléagineuses

Selon les prévisions actuelles, la production mondiale de graines oléagineuses de 2006/2007 devrait augmenter de moins de un pour cent, ce qui représente un ralentissement considérable par rapport aux campagnes précédentes. La production mondiale de soja devrait croître de 2 à 3 pour cent, atteignant un nouveau record, mais cette croissance devrait être neutralisée par le recul de la production mondiale de graines de colza, d'arachides et de graines de tournesol.

S'agissant du *soja*, une récolte sans précédent a été rentrée aux **États-Unis**, grâce à un accroissement des superficies et des rendements. En Amérique du Sud, où les semis de soja se poursuivent, la production augmenterait, selon des prévisions provisoires, de 2 pour cent, soit un taux de croissance inférieur à la moyenne. Au **Brésil**, en raison d'une contraction considérable des semis, la production devrait reculer de 2 pour cent environ pour la deuxième année consécutive, du fait des coûts élevés de production et du manque de financement. Les insuffisances du Brésil devraient être compensées par l'**Argentine**, où les semis de soja devraient dépasser le niveau record de 2005/06, d'où une production estimée à 42 millions de tonnes, soit exactement le double de la quantité produite en 2000. En **Chine**, quatrième producteur mondial de soja, la production aurait chuté pour la deuxième année consécutive, selon les rapports. La production mondiale de *graines de colza* devrait considérablement régresser, selon les prévisions, après trois ans de récoltes record, principalement en raison du temps peu clément qui a entraîné une baisse des rendements. Un

Tableau 5. Aperçu général des marchés mondiaux des graines oléagineuses et des produits dérivés

	2004/05	2005/06 Estimations	2006/07 Prévision
	Millions de tonnes		
Total graines oléagineuses			
Production	391	400	403
Huiles et matières grasses¹			
Production	142	148	151
Disponibilités ²	158	167	171
Utilisation ³	138	145	150
Échanges commerciaux ⁴	67	72	76
Rapport stocks-utilisation (%)	14	14	13
Farines et tourteaux⁵			
Production	99	101	102
Disponibilités ²	109	113	117
Utilisation ³	95	98	101
Échanges commerciaux ⁴	53	55	58
Rapport stocks-utilisation (%)	13	15	15

Source: FAO

Note: consulter la note 2 du texte pour des informations plus précises sur les définitions et la page de couverture.

¹ Comprend les huiles et les matières grasses d'origine végétale et animale.

² Production plus stocks d'ouverture.

³ Solde du bilan.

⁴ Les données relatives aux échanges commerciaux renvoient à des exportations fondées sur une campagne de commercialisation commune allant d'octobre à septembre.

⁵ Tous les chiffres relatifs aux farines sont exprimés en équivalent protéines. Ces farines comprennent toutes les farines et tous les tourteaux dérivés des cultures oléagineuses ainsi que la farine de poisson.

Tableau 6. Production mondiale des principales graines oléagineuses

	2004/05	2005/06 Estimations	2006/07 Prévisions
	<i>Millions de tonnes</i>		
Soja	216.1	218.7	224.3
Graines de coton	44.6	42.3	43.4
Graines de colza	45.9	48.8	46.5
Arachides (non décortiquées)	34.7	35.4	33.8
Tournesol	25.4	30.0	29.6
Palmiste	8.9	9.5	9.6
Coprah	5.2	5.2	5.4
Total	380.8	389.9	392.6

Source: FAO

Note: Les années fractionnées englobent les récoltes annuelles effectuées à la fin de la première année indiquée pour l'hémisphère Nord et les récoltes annuelles effectuées au début de la seconde année indiquée pour l'hémisphère sud. Pour les cultures arbustives, qui sont produites tout au long de l'année, on utilise la production de l'année civile de la seconde année indiquée.

recul de la production est attendu dans quatre des cinq grands pays producteurs, à savoir l'**Australie**, le **Canada**, la **Chine** et l'**Inde**. En **Inde**, la production a baissé car les agriculteurs ont préféré convertir des terres à la culture des céréales et des légumineuses, aux prix plus attractifs. La production de graines de colza de l'**Union européenne** est restée inchangée, selon les estimations, alors qu'elle a progressé en **Ukraine**. La production mondiale d'*arachides* a également décliné après trois ans de bons résultats. Une chute de la production a été signalée en **Inde** et aux **États-Unis**. Pour ce qui est des graines de *tournesol*, le recul de la production aux États-Unis n'a été que partiellement neutralisé par des hausses dans d'autres pays.

HUILES ET MATIÈRES GRASSES⁴

Fléchissement de la croissance des disponibilités mondiales

Les prévisions actuelles concernant les récoltes font état d'un accroissement inférieur à la moyenne de la production mondiale d'huiles et de matières grasses (environ 2 pour cent). Ce ralentissement résulte d'une hausse seulement modeste de la production d'huile de soja et d'une baisse de la production d'huile de colza, d'arachides et de tournesol. En revanche, la production mondiale d'huile de palme devrait de nouveau nettement progresser en 2007. L'augmentation prévue de 7 pour cent de la production tient à une nouvelle expansion considérable de la superficie exploitable, notamment en **Indonésie**. Ces prévisions ont cependant un caractère provisoire, car la production d'huile de palme

pourrait subir les effets néfastes d'El Niño. Les disponibilités mondiales d'huiles et de matières grasses (c'est-à-dire stocks de clôture de 2005/2006 plus production de 2006/2007) devraient continuer de progresser, selon les prévisions, bien que leur hausse doive être moins marquée que lors des deux dernières campagnes.

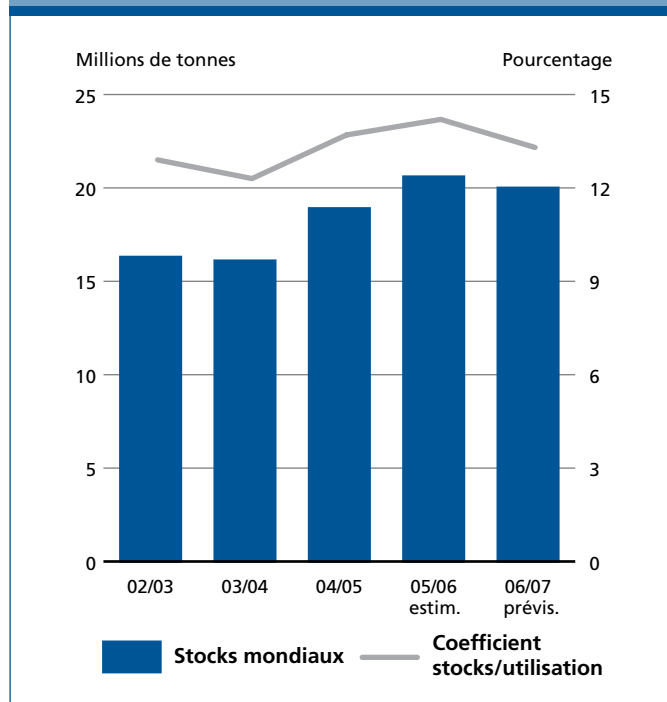
Expansion soutenue de la demande

Comme ces dernières années, la demande mondiale d'huiles et de matières grasses, tant à des fins alimentaires que non alimentaires, devrait connaître une forte expansion: en 2006/2007, la consommation mondiale devrait croître de près de 6 millions de tonnes, soit 4 pour cent. La croissance rapide de l'utilisation d'huiles et de matières grasses comme combustibles ainsi que comme matières premières pour la production de biodiesel a une incidence de plus en plus importante sur la demande. Cette utilisation devrait continuer d'augmenter dans l'**Union européenne** et aux **États-Unis**, tandis que la production débute dans divers autres pays, notamment en **Argentine**, au **Brsil**, au **Canada**, en **Indonésie**, en **Malaisie** et aux **Philippines**. Les principales huiles concernées sont l'huile de soja et l'huile de colza, mais l'huile de palme et l'huile de coco ainsi que des matières grasses animales sont également utilisées. Le secteur privé continue de bien investir dans le développement des industries du biodiesel, indépendamment des prix des huiles minérales dont l'évolution est incertaine et bien que les usines puissent ne pas fonctionner à pleine capacité. Des mesures d'incitation des gouvernements et d'autres mesures de soutien du secteur public, associées aux obligations existantes ou futures concernant les mélanges, expliquent cette tendance. Selon des sources privées, l'utilisation mondiale d'huiles et de matières grasses comme biocarburants devrait représenter plus de 10 pour cent de la consommation totale en 2006/2007.

En ce qui concerne la consommation totale d'huiles et de matières grasses, la réduction prévue des disponibilités en huiles de colza, d'arachides et de tournesol devrait accroître la dépendance vis-à-vis de l'huile de soja et de l'huile de palme en 2006/2007. Ensemble, ces deux huiles devraient représenter la moitié de la consommation totale. Traditionnellement, l'essentiel de l'expansion de la demande mondiale survient dans les pays en développement. Toutefois, ces deux dernières années, une croissance importante a également été enregistrée dans des pays développés, due à la production de biocarburants, tendance qui devrait se poursuivre en 2006/2007. Parmi les pays en développement, l'expansion de la demande devrait être le fait de l'Asie. Il convient de prendre note en particulier de la **Chine** où la croissance démographique et la croissance du PIB continuent de stimuler la consommation alimentaire et non alimentaire, ainsi que de la **Malaisie** où l'on constate une hausse de la demande d'huile de palme utilisée comme combustible et comme matière première dans la production de biodiesel.

⁴ La présente section analyse l'évolution prévue de la production d'huiles de toutes origines qui, outre les produits dérivés des cultures oléagineuses décrites dans la section précédente, comprennent l'huile de palme, les huiles d'origine marine ainsi que les matières grasses animales.

Figure 22. Stocks mondiaux de clôture et rapport stocks-utilisation des huiles/matières grasses (y compris les huiles contenues dans les graines entreposées)



Le resserrement des disponibilités impose une réduction des stocks

Par rapport à la demande globale, les disponibilités mondiales d'huiles et de matières grasses continuent d'être abondantes, grâce à l'importance des stocks existants. Toutefois, la production de 2006/2007 ne suffirait pas à elle seule à couvrir la demande, d'où la nécessité de réduire les réserves mondiales de 3 pour cent environ. Cette évolution inverse la tendance observée ces deux dernières campagnes, où la production mondiale d'huiles et de matières grasses a dépassé la demande et a fait grimper les stocks de ces produits, qui ont atteint des niveaux record. La réduction prévue des réserves devrait essentiellement concerner l'huile de colza et l'huile de tournesol et être concentrée en **Chine**, en **Inde**, dans l'**Union européenne** et en **Amérique du Nord**. Selon les prévisions actuelles pour 2006/2007, le rapport stocks mondiaux-utilisation pourrait perdre un point, ce qui expliquerait les cours des huiles et des matières grasses, qui devraient rester élevés, voire même se raffermir pendant la campagne en cours. Les premières projections pour la prochaine campagne, qui annoncent un nouveau resserrement de l'offre et de la demande en 2008, pourraient contribuer à soutenir davantage les prix.

Augmentation marquée des échanges

À l'instar des quelques dernières années, les échanges internationaux d'huiles et de matières grasses (y compris les huiles contenues dans les graines commercialisées)

devraient augmenter de plus de 6 pour cent, soit plus de 4 millions de tonnes, en 2006/2007. L'huile de palme et l'huile de soja devraient être les principales responsables de cette expansion, en raison de la baisse des disponibilités d'huile de colza et d'autres huiles pendant cette campagne. Les importations devraient essentiellement augmenter dans les pays en développement, en particulier en Asie. La **Chine** et l'**Inde** restent de grands acheteurs, les volumes importés (y compris les huiles contenues dans les graines oléagineuses importées) devant atteindre un niveau record de 14,1 millions de tonnes et 5,8 millions de tonnes, respectivement, selon les prévisions. La hausse prévue de 10 pour cent des importations de la **Chine** s'explique par les mauvaises récoltes de colza et de soja ainsi que par l'accroissement de la demande intérieure de graines oléagineuses, stimulée par l'expansion continue des capacités de broyage du pays. De même en **Inde**, où les importantes récoltes de la dernière campagne ont stoppé la croissance des importations, la chute prévue de la production de cette campagne devrait entraîner des volumes d'importation record. L'**Union européenne** devrait être le principal responsable de l'augmentation de la demande d'importation dans les pays développés. Après deux années de croissance exceptionnelle, les importations devraient continuer de progresser considérablement, car la production intérieure de graines oléagineuses ne suffit pas à couvrir la demande, tant à des fins alimentaires que pour la production de biocarburants. On s'attend également à ce que la demande d'importation continue de croître aux **États-Unis**.

En ce qui concerne les exportations mondiales d'huiles et de matières grasses, dans plusieurs pays – notamment en **Argentine**, au **Brésil**, au **Canada**, en **Indonésie**, en **Malaisie** et aux **États-Unis** – les disponibilités exportables devraient être limitées du fait de l'utilisation accrue d'huiles et de matières grasses comme biocarburants au niveau national. Le **Brésil** pourrait en fait voir ses expéditions reculer, compte tenu de la baisse probable de la production. De même, l'**Australie** devrait disposer de quantités exportables d'huile de colza moins importantes, par suite de la chute de la production intérieure. Compte tenu de ces déficits, le **Canada** devrait voir ses exportations de graines de colza et d'huile de colza augmenter, avec l'expédition d'un volume record de 3,4 millions de tonnes en 2006/2007. En outre, l'**Ukraine** devrait se positionner en tant que nouveau pays fournisseur de graines de colza. Ce sont l'**Argentine** et les **États-Unis** qui devraient fournir la plus grande partie des volumes supplémentaires d'huile de soja échangés pendant cette campagne. Les récoltes record de soja de ces deux pays devraient leur permettre d'expédier des quantités sans précédent. Dans le cas de l'**Argentine**, cela s'appliquerait également à l'huile de tournesol. Les expéditions d'huile de palme et d'huile de palmiste devraient enregistrer la plus forte croissance. Ensemble, ces deux huiles devraient représenter bien plus de 40 pour cent des échanges

totaux en 2006/2007, l'**Indonésie** et la **Malaisie** étant les principaux fournisseurs. Alors que la **Malaisie** devrait conserver sa première place d'exportateur, les expéditions de l'**Indonésie** se rapprochent rapidement des niveaux prévus pour ce premier pays.

FARINES ET TOURTEAUX⁵

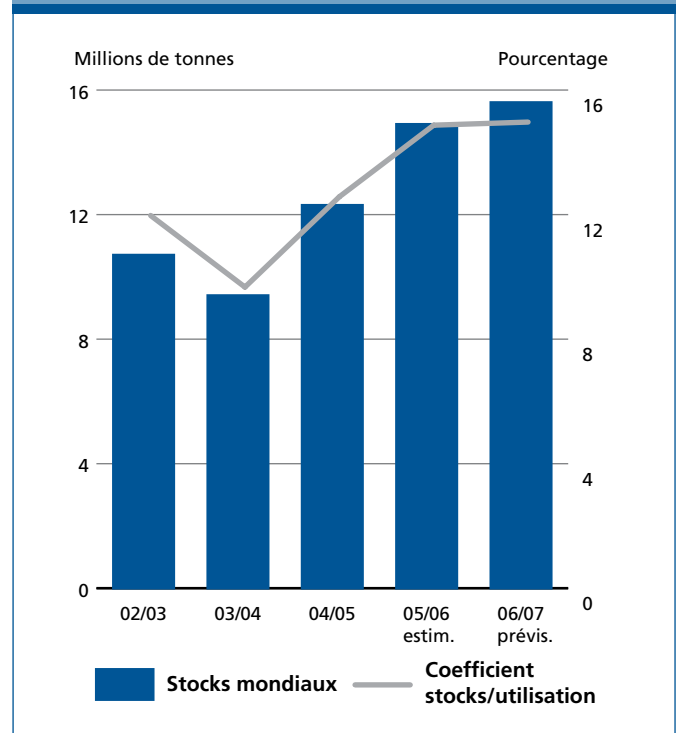
Hausse continue des disponibilités grâce à des stocks de report sans précédent

La production mondiale de farines et de tourteaux ne devrait progresser que modestement en 2006/2007. L'accroissement prévu de un pour cent implique un gain inférieur à la moyenne pour la deuxième année consécutive. La croissance est tempérée par le recul de la production de farine de colza, de tournesol et d'arachides, lequel devrait toutefois être compensé par les volumes record de farine de soja qui devraient être enregistrés en **Argentine** et aux **États-Unis**. L'accroissement de la production dans ces deux pays devrait compenser la chute attendue au **Brésil**, en **Chine** et en **Inde**. S'agissant des disponibilités mondiales de farines et de tourteaux (c'est-à-dire stocks de clôture de 2005/2006 plus production de 2006/2007), une croissance moyenne de 3 à 4 pour cent est escomptée pour la campagne en cours, du fait de la disponibilité de stocks de report sans précédent.

Croissance soutenue de la demande

En 2006/2007, la consommation mondiale de farines et de tourteaux devrait progresser de 3 à 4 pour cent, soit 3,3 millions de tonnes (exprimées en équivalent protéines) et être stimulée notamment par un resserrement des perspectives et une hausse des cours des céréales fourragères ainsi que par la reprise prévue de la production dans le secteur de l'élevage. La farine de soja devrait représenter jusqu'à 90 pour cent de l'augmentation prévue de la consommation de farines et de tourteaux. Pour les trois quarts, la demande devrait croître dans les pays en développement, où la consommation devrait augmenter plus rapidement que dans les pays développés. Comme les années précédentes, cette croissance concernera avant tout l'Asie, le plus fort taux de croissance, en termes absolus, étant attendu en **Chine**. Près de la moitié de l'accroissement prévu de la demande mondiale devrait survenir en Chine; s'il se concrétise, celle-ci devrait voir sa part dans l'utilisation mondiale augmenter et passer à plus de 20 pour cent. Parmi les pays développés, la consommation devrait rester pratiquement inchangée aux **États-Unis**, alors que dans l'**Union européenne** elle continuera probablement de progresser grâce aux prix attractifs offerts pour la farine, qui découlent de l'expansion des capacités de broyage nationales du fait de la demande d'huiles.

Figure 23. Stocks mondiaux de clôture et rapport stocks-utilisation des farines/tourteaux (en équivalent protéines et y compris les farines contenues dans les graines entreposées)



Des disponibilités excédentaires devraient entraîner une nouvelle hausse des stocks

Selon les prévisions actuelles, la production de farines et de tourteaux de 2006/2007 devrait dépasser la demande, comme ces deux dernières années, malgré une baisse du volume excédentaire. Par conséquent, les réserves devraient augmenter pour la troisième année consécutive, établissant un nouveau record. Cette progression serait en grande partie attribuable aux réserves accrues de farine de soja aux **États-Unis**, qui devraient compenser la chute des stocks au **Brésil** et dans l'**Union européenne**. Compte tenu des prévisions actuelles concernant l'offre et la demande, le rapport stocks mondiaux-utilisation pour les farines et les tourteaux resterait à peu près identique à celui de la campagne précédente, ce qui pourrait mettre un frein à la tendance à la hausse des prix des farines et des tourteaux constatée dernièrement. Toutefois, cette situation pourrait ne pas durer, étant donné le resserrement prévu de l'offre par rapport à la demande en 2007/2008, scénario qui contribuerait à soutenir à nouveau les prix des farines et des tourteaux plus tard dans la campagne en cours.

Croissance soutenue des échanges

L'expansion des échanges mondiaux de farines et de tourteaux devrait se poursuivre en 2006/2007. Les expéditions devraient croître de plus de 6 millions de tonnes (exprimées en poids du produit), en hausse de 5 pour

⁵ La présente section analyse l'évolution prévue des farines dérivées des cultures oléagineuses ainsi que de la farine de poisson.

cent par rapport à la dernière campagne. La farine de soja devrait être responsable de pratiquement la totalité de cette expansion, avec seulement deux pays, **l'Argentine** et les **États-Unis**, qui contribuent à la hausse des exportations. Les expéditions de ces deux pays devraient atteindre des niveaux record. En revanche, une baisse des volumes exportés est attendue au **Brésil** et en **Inde**, en raison des mauvaises récoltes intérieures et de l'accroissement de la demande au niveau national. En ce qui concerne les importations, pratiquement toute l'augmentation de la demande d'importation mondiale devrait provenir de pays en développement, les besoins d'importation devant croître dans ces pays, en particulier ceux de la région Asie. En **Chine**, la chute prévue de la production nationale de farine, conjuguée à la hausse de la demande de farines et tourteaux, devrait de nouveau faire progresser le volume des importations de 3,4 millions de tonnes (y compris les farines contenues dans les graines importées), soit 14 pour cent de plus qu'en 2005. Des hausses considérables sont également escomptées en **Malaisie**, au **Pakistan**, en **République de Corée**, en **Thaïlande** et au **Viet Nam**. Dans **l'Union européenne**, qui représente près d'un tiers de la demande d'importation mondiale, les achats devraient rester inchangés.

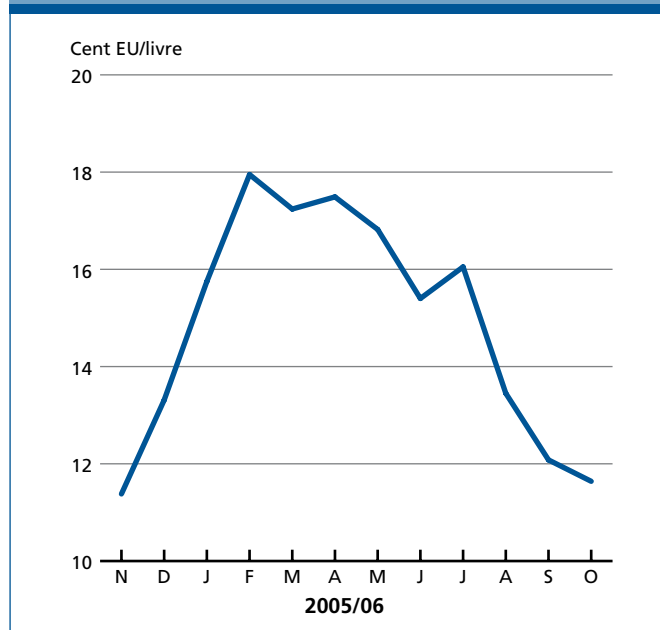
SUCRE

PRIX

Les cours du sucre continuent de décliner par rapport aux niveaux très élevés des 25 dernières années

Ces derniers mois, les cours internationaux du sucre ont considérablement baissé par rapport aux niveaux de début 2006, très élevés comme depuis les 25 dernières années. Plusieurs facteurs ont contribué aux chutes marquées des prix ces quelques derniers mois, en particulier une production meilleure que prévu en 2006/2007, le recul des prix du pétrole et une moindre spéculation de la part des grands fonds commerciaux. Bien que des estimations préliminaires pour la récolte en cours aient fait état d'un déficit de l'offre mondiale pour la troisième année consécutive, une production mondiale plus élevée que prévu laisse désormais entrevoir un excédent. Le recul des prix du pétrole, ainsi que les récentes estimations signalant des disponibilités excédentaires, exercent une pression à la baisse sur les cours du sucre, lequel atteindrait sa valeur tendancielle à long terme. Le prix quotidien de l'Accord international sur le sucre (AIS) a atteint en moyenne 13,86 cents E.-U. la livre, pendant le premier trimestre 2006 (allant de juillet à septembre), soit 18 pour cent de moins que pendant le premier trimestre (allant de janvier à mars), où il avait atteint en moyenne 16,98 cents E.-U. la livre.

Figure 24. Cours quotidien de l'AIS (novembre 2005-octobre 2006)



Les prix devraient continuer à fluctuer autour de leur valeur tendancielle à long terme, reflétée dans les moyennes mensuelles de l'AIS pour septembre et octobre, respectivement 12,08 cents E.-U. et 11,64 cents E.-U. la livre. Les baisses constantes constatées depuis juillet 2006 sont survenues par suite d'une nouvelle situation excédentaire de l'offre, d'un recul des prix du pétrole et de la reconstitution des stocks de sucre et d'éthanol au Brésil, premier pays producteur de sucre. En ce qui concerne les prix pour 2006/2007, les perspectives sont moroses; en effet, les principaux producteurs ont enregistré des volumes record, l'accroissement de la consommation est plus lent que prévu et des excédents sont attendus au niveau mondial.

PRODUCTION

Les prévisions font état de disponibilités excédentaires de sucre au niveau mondial pour 2006/2007 après trois ans de déficit

En raison de résultats meilleurs que prévu au Brésil, en Fédération de Russie, aux États-Unis, en Extrême-Orient et en Europe de l'Est, la FAO a relevé les chiffres concernant la production de sucre de 2006/2007, laquelle atteindrait 155,5 millions de tonnes, soit une progression de 4,3 pour cent par rapport à 2005/2006. La hausse de la production mondiale est en grande partie attribuable aux pays en développement, où la production atteindrait, selon les prévisions, 116,5 millions de tonnes, soit 9,7 pour cent de plus que la campagne précédente. Les producteurs de sucre ont manifestement réagi aux prix élevés des deux dernières années en augmentant les superficies plantées et en soutenant les efforts visant à redynamiser les industries

du sucre, en particulier dans les pays en développement. La demande d'exportation croissante en éthanol, ainsi que les mesures prises au niveau national dans le secteur des biocarburants, soutiennent également les tendances mondiales à l'expansion des cultures sucrières et à la rénovation ou la construction d'installations de traitement et de raffinage.

Selon les estimations actuelles, la production sucrière des **pays développés** progresserait de 10,3 millions tonnes pour atteindre 116,4 millions de tonnes, ce qui devrait inverser la tendance déficitaire constatée ces trois dernières années dans le monde, avec un excédent de 3,4 millions de tonnes. En **Amérique latine et aux Caraïbes**, la production de 2006/2007 est estimée actuellement à 51,4 millions de tonnes, la production du Brésil devant s'élever, selon les prévisions, à 31 millions de tonnes, ce qui représente une récolte record et quelque 2 millions de tonnes de plus qu'en 2005/2006. Pour 2007, la production de canne à sucre est estimée à pratiquement 420 millions de tonnes, avec une récolte meilleure que prévu et une campagne de broyage se terminant fin novembre. Le temps sec qui a prévalu au début de la récolte a entraîné une légère baisse de volume dans la région centre-sud, alors que de bonnes conditions de végétation dans la région nord/nord-est avaient favorisé un accroissement de 7 pour cent de la production de canne à sucre en 2005, année où elle avait été inférieure de quelque 20 pour cent aux prévisions. La campagne de broyage dans la région nord/nord-est est en cours et devrait prendre fin en mars.

Une récolte record au Brésil permet de reconstituer les stocks de sucre et d'éthanol alors que le gouvernement annonce un retour à une concentration plus élevée d'éthanol dans les mélanges avec l'essence

Au **Brésil**, la production sucrière dépend du volume de la récolte de canne réparti entre le sucre et l'éthanol. Le Gouvernement brésilien a réduit la concentration du mélange éthanol anhydre-essence, qui est passée de 25 à 20 pour cent début 2006, pour atténuer la tendance à la hausse des prix de détail du sucre. La récolte record de canne a permis de reconstituer les stocks de sucre et d'éthanol et, après plusieurs semaines de négociation entre l'industrie et le gouvernement, il a été décidé de relever la concentration du mélange éthanol-essence, qui passera à 23 pour cent, avec effet à compter du 20 novembre 2006. Les prix actuels de l'éthanol sont plus bas qu'il y a un an et, selon les rapports, les gains provenant des ventes intérieures d'éthanol sont désormais plus importants que ceux tirés des exportations de sucre, depuis que les cours mondiaux du sucre ont commencé à baisser en février 2006.

Selon les prévisions, la production sucrière du **Mexique** devrait atteindre 5,8 millions de tonnes en 2006/2007, soit un volume légèrement supérieur à celui de 2005, mais

toujours un peu moins que la récolte record de 2004/2005 (6,1 millions de tonnes). Toutefois, une grève des ouvriers des sucreries à la mi-novembre pourrait faire baisser la production et ralentir la campagne de broyage de la nouvelle récolte. Les dégâts et les inondations provoqués par l'ouragan Stan en octobre 2005 ont fait chuter les rendements de la canne à sucre et ont retardé la récolte, d'où un recul de la production de 2005/2006. Un temps plus clément et de meilleures conditions de végétation entraîneraient une récolte estimative quasi-record en 2006/2007, malgré une contraction de la superficie plantée en 2005. Les discussions qui ont lieu en ce moment entre le gouvernement et les producteurs de sucre s'articulent autour du mécanisme à utiliser pour établir les prix de référence versés aux producteurs. Il a été proposé de modifier le prix de référence pour rendre compte des prix intérieurs pratiqués par les partenaires de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), en particulier compte tenu de la libéralisation prévue de tous les échanges de sucre et d'édulcorants entre les membres de l'ALENA en 2008. Le nouveau Congrès mexicain a également prévu d'éliminer la taxe de 20 pour cent qui frappe les boissons à base de sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en janvier 2007, par suite de l'arbitrage de l'OMC qui a rejeté la demande faite par le Mexique en vue du maintien de cette taxe.

Selon les prévisions, la production de sucre du **Guatemala** s'élèverait à 2,2 millions de tonnes en 2006/2007, soit une hausse modeste par rapport à la récolte réduite de 2005/2006, attribuable à une expansion des superficies consacrées à la canne à sucre. Les rendements de la canne à sucre, à savoir un peu plus de 85 tonnes l'hectare, sont globalement identiques à ceux de 2005, année où l'ouragan Stan a endommagé les régions productrices de la côte Pacifique. Un régime climatique plus favorable a contribué à relever légèrement la production sucrière de **Cuba** pour 2006/2007, estimée actuellement à 1,4 million de tonnes, après les faibles volumes enregistrés en 2005/2006. Le gouvernement était revenu sur ses plans visant à réduire davantage l'ampleur des activités, en raison de la hausse des cours internationaux et de l'accroissement de la demande d'éthanol dans le monde. La prochaine récolte utilisera quelque 80 pour cent des capacités de broyage actuellement disponibles.

Les prix élevés encouragent l'expansion et la rénovation des industries du sucre en Afrique et en Asie

En **Afrique**, la production des pays en développement devrait légèrement croître pour s'établir à 10,6 millions de tonnes en 2006/2007, reflétant une expansion en Égypte, au Kenya, à Maurice, au Mozambique et au Soudan. L'**Égypte** continue d'investir dans le secteur de la betterave à sucre et envisage d'ouvrir cinq nouvelles installations de traitement, la première d'entre elles devant devenir opérationnelle

début 2007. On s'attend à ce que la production de sucre augmente légèrement en **République islamique d'Iran** en 2007 et il est prévu qu'elle double pratiquement d'ici à 2013. Au **Mozambique**, de récents investissements dans les installations d'exportation de sucre ont contribué à la croissance rapide du secteur du sucre, la production devant progresser et passer de 40 000 tonnes environ à la fin des années 90 à près de 300 000 tonnes en 2006/2007.

De toutes les régions, c'est en **Extrême-Orient** que la production de sucre pour 2006/2007 marque la plus forte expansion, à savoir 15,1 pour cent, par rapport à 2005/2006. La production est estimée à 52,7 millions de tonnes, soit 6,9 millions de tonnes de plus, car les producteurs ont réagi aux prix élevés du sucre et à la demande croissante en éthanol. La production a progressé dans tous les grands pays producteurs, en particulier en Chine, en Inde, en Indonésie, au Pakistan et en Thaïlande. En **Inde**, elle pourrait atteindre un nouveau record (24 millions de tonnes), reflétant une expansion de la superficie consacrée à la canne à sucre, par suite de l'augmentation des prix intérieurs et de bons régimes climatiques qui ont amélioré la teneur en sucre, notamment dans le sud et le centre du pays. Selon les rapports, plusieurs groupes de l'industrie du sucre accroissent leurs capacités de broyage.

La production de la **Chine** est estimée à 11,3 millions de tonnes pour 2006/2007, soit 15 pour cent de plus qu'en 2005. Le relèvement des prix intérieurs a incité à étendre les superficies sous canne à sucre et betterave à sucre, tandis que le temps clément, après deux années de sécheresse, a contribué à une hausse des rendements. Selon des rapports, fin septembre 2006, le gouvernement avait débloqué plus de 1,2 million de tonnes de sucre provenant des réserves afin d'endiguer la montée des cours intérieurs. Le SHTF continue de gagner du terrain en tant que succédané de sucre plus économique dans la transformation des aliments et les boissons, le taux de croissance de la production sur les douze derniers mois continuant d'avoisiner 20 pour cent. La production et l'utilisation d'édulcorants à fort pouvoir sucrant, en particulier la saccharine, ont progressé par suite des prix élevés du sucre, malgré la politique actuelle visant à réduire leur utilisation dans la transformation des aliments et le secteur des boissons.

En **Thaïlande**, des superficies auparavant consacrées au riz et au manioc ont été remplacées par la canne à sucre en 2006, la production actuelle de sucre étant estimée à 6,9 millions de tonnes, ce qui représente un taux de croissance de 30 pour cent sur les douze derniers mois. En **Indonésie**, la production est estimée à 2,5 millions de tonnes, soit 200 000 tonnes de plus qu'en 2005/2006, conformément à la politique suivie par le gouvernement pour parvenir à l'autosuffisance dans ce domaine d'ici à 2009. Une production accrue est également signalée aux **Philippines**, où elle pourrait donner lieu à un excédent exportable en 2007.

La réduction de la production dans les pays développés est en grande partie attribuable à la réforme des politiques sucrières de l'Union européenne

Dans les **pays développés**, la production de sucre devrait régresser de 9,1 pour cent en 2006/2007, pour s'établir à 39,1 millions de tonnes. Selon les estimations, elle aurait chuté de 23 pour cent dans l'**Union européenne**, passant de 21,4 millions de tonnes en 2005/2006 à 16,5 millions de tonnes en 2006/2007, ce qui s'explique par le processus d'ajustement qui a débuté en juillet 2006 conformément à la réforme des politiques sucrières de l'UE. Le recul général de la production européenne a toutefois été quelque peu compensé par des résultats meilleurs que prévu en Fédération de Russie et dans des pays d'Europe de l'Est. En **Fédération de Russie**, où l'industrie sucrière continue d'intensifier la production de betterave à sucre et de rénover et d'améliorer les installations de traitement, la production de sucre aurait progressé pour s'établir à 3,1 millions de tonnes, soit 15 pour cent de plus qu'en 2005, en raison de cours internationaux élevés. Par conséquent, les importations de sucre brut ont baissé de 60 pour cent pendant la première moitié de 2006.

Une reprise dans les régions productrices de canne à sucre aux **États-Unis** devrait entraîner une hausse de 14 pour cent de la production, qui passerait à 7,6 millions de tonnes grâce, en grande partie, à un redressement en Louisiane et en Floride, où les dégâts provoqués par les ouragans en 2005 avaient réduit les récoltes de 2005/2006. Une production de

Tableau 7 . Production et consommation mondiales de sucre (en millions de tonnes, valeur du sucre brut)

	Production		Consommation	
	2005/06 <i>Estim.</i>	2006/07 <i>Prév.</i>	2006 <i>Estim.</i>	2007 <i>Prév.</i>
	<i>en millions de tonnes, valeur du sucre brut</i>			
MONDE	149.1	155.5	149.9	152.1
Pays en développement	106.1	116.4	102.4	104.3
Amérique latine et Caraïbes	48.6	51.4	27.5	27.8
Afrique	5.3	5.6	9.4	9.5
Proche-Orient	6.0	6.3	11.7	11.9
Extrême-Orient	45.8	52.7	53.8	54.9
Océanie	0.4	0.4	0.1	0.1
Pays développés	43.0	39.1	47.5	47.9
Europe, dont :	27.4	23.0	29.5	29.6
25 pays de l'UE	21.4	16.5	17.8	17.8
Pays européens de la CEI	5.3	5.8	9.4	9.4
Amérique du Nord	6.8	7.7	10.5	10.5
Océanie	5.2	4.9	1.4	1.4
Autres	3.6	3.5	6.1	6.2

betterave à sucre supérieure aux prévisions a aussi contribué à cette hausse. En **Afrique du Sud**, les perspectives de production ont été ramenées à 2,4 millions de tonnes en raison du temps sec qui a régné, tandis que les précipitations normales de 2005 ont accordé un répit au pays qui avait souffert de la sécheresse ces dernières campagnes. Les estimations concernant la production de l'**Australie** pour 2006/2007 ont été abaissées à 4,9 millions de tonnes, suite aux dégâts provoqués par le cyclone Larry en mars et aux fortes pluies tombées pendant la récolte dans le Queensland, l'une des plus grandes régions productrices de sucre, qui ont entraîné une réduction des taux d'extraction du sucre dans l'ensemble.

UTILISATION

L'Asie continue de stimuler la croissance de la consommation mondiale de sucre

Selon les prévisions de la FAO, la consommation mondiale de sucre en 2006/2007 s'élèvera à 152,1 millions de tonnes, en hausse de 1,5 pour cent par rapport à 2005/2006 (149,9 millions de tonnes), mais nettement au-dessous du taux de croissance annuel moyen des dix dernières années (2,4 pour cent). Dans les **pays en développement**, la consommation de sucre atteindrait, selon les prévisions, 104,3 millions de tonnes, soit une croissance de 1,8 pour cent. Ce taux est considérablement inférieur aux moyennes des dernières années, reflétant les effets négatifs de la hausse des cours mondiaux du sucre sur les pays importateurs nets, en particulier ceux d'Afrique et d'Asie, ainsi que l'utilisation accrue d'autres édulcorants à base d'amidon ou à fort pouvoir sucrant dans certains grands pays consommateurs comme la Chine et le Mexique. Toutefois, la croissance économique continue de stimuler la consommation dans les pays en développement, en particulier en Inde et en Extrême-Orient. Dans les **pays développés**, la consommation par habitant continue de régresser, comme durant ces dix dernières années, traduisant des préoccupations liées à la santé et la maturité à laquelle sont parvenus les marchés du sucre et des édulcorants. La consommation globale des pays développés devrait croître de moins de 1 pour cent et atteindre au total 47,9 millions de tonnes en 2006/2007.

Sur une base régionale, les prévisions établissent l'utilisation à 27,8 millions de tonnes en **Amérique latine** et aux **Caraïbes** en 2006/2007, soit une hausse d'un peu plus de un pour cent par rapport à 2005/2006. Cette augmentation est principalement le fait du **Brésil**, où la consommation devrait progresser pour atteindre 11,3 millions de tonnes, soutenue par la croissance démographique et l'utilisation accrue de sucre dans la transformation des aliments. Au **Mexique**, la consommation s'élèverait à 5,6 millions de tonnes, selon les prévisions. Le sucre ne représentera probablement qu'une faible part de

la croissance des besoins de consommation intérieure en édulcorants, que le SHTF devrait satisfaire, en particulier compte tenu de l'élimination, en janvier 2007, d'une taxe sur la consommation frappant les boissons à base de SHTF.

Selon les prévisions, les pays en développement de l'**Extrême-Orient** devraient représenter 54,9 millions de tonnes de la consommation mondiale de sucre en 2006/2007, soit une augmentation de 2,1 pour cent par rapport à l'année précédente, contre un taux de croissance moyen de 3,4 pour cent ces dix dernières années. En **Chine**, la consommation de sucre ne devrait croître que légèrement, pour s'établir à 12,9 millions de tonnes, car l'utilisation d'édulcorants artificiels et à fort pouvoir sucrant dans la transformation des aliments et des boissons continue d'être plus rentable que l'utilisation de la canne et de la betterave. Les ventes de saccharine sont considérablement plus élevées que les objectifs sous contrôle de l'État, tandis que les édulcorants à base d'amidon (SHTF) remplacent de plus en plus le sucre, lorsque c'est possible, dans les applications industrielles, tendance limitée uniquement par la capacité de raffinage disponible et la quantité de maïs utilisable comme matière première.

En **Inde**, des revenus accrus et des mesures gouvernementales destinées à endiguer les hausses des prix intérieurs devraient permettre d'obtenir des chiffres de consommation de près de 21 millions de tonnes en 2006/2007. Sur le plan intérieur, les cours du sucre ont atteint des niveaux élevés sans précédent en mai 2006, limitant la croissance de la consommation et poussant le gouvernement à appliquer la Loi sur les produits essentiels (*Essentials Commodity Act*) pour limiter le stockage, interdire les exportations et autoriser des importations de sucre hors taxe. Au **Proche-Orient**, la consommation devrait progresser pour s'établir à 11,9 millions de tonnes, soit une hausse de 240 000 tonnes ou un peu plus de 2 pour cent. En **Afrique**, elle pourrait s'élever à 9,5 millions de tonnes en 2006/2007, marquant une légère progression par rapport à 2005/2006. Dans ces deux régions, la croissance démographique demeure le principal moteur de la consommation de sucre.

Dans l'ensemble, l'utilisation de sucre restera probablement stable dans les **pays développés**, avec une hausse attendue de 350 000 tonnes sur douze mois (0,8 pour cent), pour s'établir à 47,9 millions de tonnes. Aucun changement significatif n'est prévu dans l'**Union européenne** où l'utilisation de sucre est actuellement de 17,8 millions de tonnes. L'**Amérique du Nord** devrait connaître une croissance un peu plus forte, la consommation devant atteindre 10,7 millions de tonnes, soutenue essentiellement par la croissance démographique aux États-Unis. Seul un léger accroissement de la consommation est escompté en **Fédération de Russie**, où elle atteindrait 6,6 millions de tonnes, du fait de l'utilisation accrue de sucre par de grandes industries de transformation des aliments.

VIANDES ET PRODUITS CARNÉS

PRIX

Les prix de la viande pourraient rebondir en 2007 en conséquence de la reprise de la demande

Les marchés mondiaux de la viande, touchés par des épizooties ces dernières années, devraient peu à peu se rétablir en 2007. La faiblesse des prix de la volaille et le regain de confiance des consommateurs, dans le contexte général d'une forte croissance économique et du recul des épidémies animales, devraient contribuer à la reprise progressive de la demande de viande au niveau international. On prévoit donc une augmentation de la production de viande, mais la réponse du secteur dépendra en grande partie de l'incidence de la hausse des prix des aliments pour animaux sur la rentabilité de l'industrie. S'agissant des échanges, les exportations de viande, après avoir été soumises à une série de cycles de pertes et de redressements liés aux maladies animales, devraient gagner 7 pour cent pour se chiffrer à 22 millions de tonnes en 2007. Ces perspectives de commerce encourageantes seront fonction de la levée progressive des embargos commerciaux imposés pour faire face aux épizooties et d'un retour de la consommation à des niveaux normaux. La croissance, tant de la consommation que des échanges, dépendra, bien entendu, de la réaction des consommateurs en cas de résurgence des maladies animales.

Malgré les prévisions d'une relance graduelle de la consommation et du commerce de la viande en 2007, les prix de la viande sont restés faibles pratiquement tout au long de 2006, l'indice FAO des prix de la viande, jusqu'en septembre 2006, s'établissant à 115 points, contre 127 points à la mi-2005, niveau record dans la base de données de la FAO depuis sa création en 1990.

Les **prix de la volaille**, qui ont marqué une hausse de plus de 30 pour cent, en raison de la contraction des disponibilités exportables liée à la grippe aviaire depuis 2003, ont plongé de près de 20 pour cent depuis la mi-2005, des foyers d'infection ayant été signalés dans plus de 40 pays jusqu'alors indemnes de la maladie en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Les cours de la volaille aux États-Unis et au Brésil, qui approvisionnent 70 pour cent du marché mondial, ont chuté, respectivement, de 40 et 25 pour cent entre le deuxième semestre 2005 et avril 2006. Sous l'effet de la reprise de la demande d'importation, les prix à l'exportation sont remontés, sans toutefois retrouver les niveaux antérieurs à la crise aviaire.

Parallèlement, l'abondance des disponibilités en 2006 a exercé une pression sur les **prix de la viande porcine**, qui ont fléchi de 16 pour cent à la mi-2006 par rapport au début

2005. On constate notamment que l'importance des stocks au Japon, destinataire de près d'un quart du commerce mondial de la viande de porc, a entraîné une forte chute des prix à l'importation. Tandis que le relèvement des prix des aliments pour animaux pourrait pousser les cours de la viande porcine vers le haut en 2007, la poursuite de la forte croissance des approvisionnements fournis par les industries intégrées aux États-Unis et un taux de change compétitif devraient tempérer la hausse des cours internationaux en 2007. En raison de cette croissance, la part des États-Unis dans les exportations mondiales de viande de porc a progressé, passant de 16 pour cent en 2003 à 25 pour cent environ en 2007.

Malgré la précarité des disponibilités mondiales de **bœuf** (conséquence de la fièvre aphteuse au Brésil, des interdictions d'importation de bœuf en provenance des États-Unis et du Canada pour cause d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), et des embargos sur les exportations argentines), l'indice FAO des prix de la viande de bœuf (calculés à l'aide de la moyenne pondérée des cours mondiaux indicatifs de la viande) est resté jusqu'à la mi-2006 en léger repli par rapport à la moyenne de 3 507 dollars E.-U. enregistrée en 2005. Bien que la vive relance de la consommation et des importations de bœuf asiatique

Tableau 8. Aperçu général des marchés de la viande

	2005	2006	2007	Variations:
		Estimations	Prévision	2007
				par rapport
				à 2006
				%
	<i>million tonnes</i>			
BILAN MONDIAL				
Production	269.1	275.7	284.3	3.1
Viande bovine	64.5	65.7	67.5	2.8
Volaille	82.2	83.1	85.5	3.0
Viande porcine	104.0	108.0	112.0	3.7
Viande ovine	13.1	13.5	13.8	2.7
Commerce	20.9	20.7	22.0	6.7
Viande bovine	6.6	6.6	7.2	9.2
Volaille	8.4	8.2	8.7	6.4
Viande porcine	4.8	4.8	5.0	4.2
Viande ovine	0.8	0.8	0.9	4.6
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (Kg/an)	41.7	42.2	43.0	1.9
Pays développés (Kg/an)	83.0	83.8	85.1	1.6
Pays en développement (Kg/an)	30.9	31.5	32.3	2.6
Indice FAO des prix				
1998-1998-2000 = 100	121	1151

¹ Janvier-Août

Note: pourcentage calculé à partir de chiffres non arrondis.

Figure 25. Indice FAO des cours internationaux des produits carnés (1998-2000 = 100)

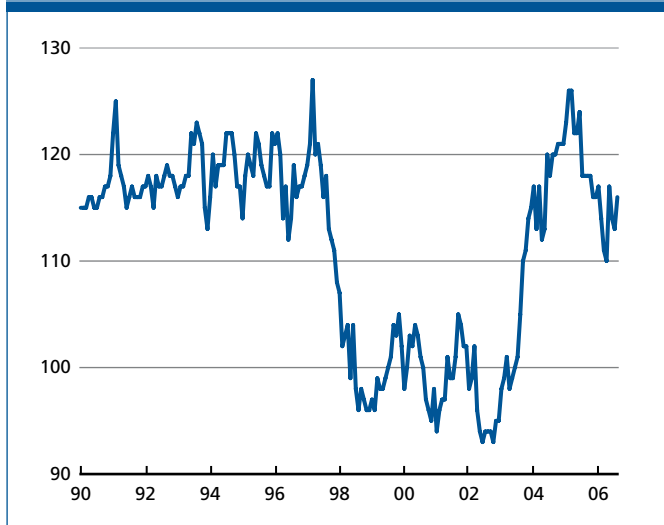
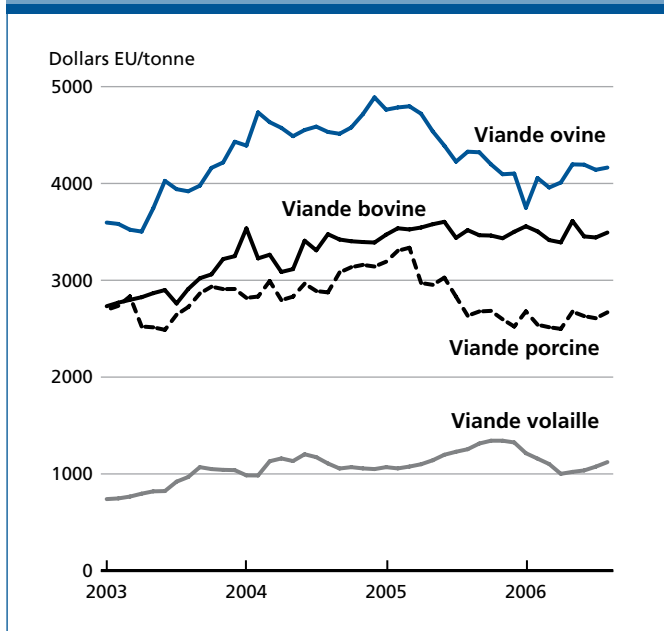


Figure 26. Prix de certains produits carnés



en 2007 soutiendra probablement les prix du bœuf élevé à base de céréales, la hausse des cours mondiaux de la viande bovine devrait être modérée par l'accroissement des disponibilités exportables de l'Amérique du Sud.

PRODUCTION

Malgré l'augmentation des prix des fourrages, les perspectives de production de viande devraient s'améliorer en 2007

Sous l'effet du regain de confiance des consommateurs, la production mondiale de viande devrait progresser de plus de 8 millions de tonnes, pour s'établir à près de 285 millions de tonnes en 2007, en hausse de plus de 3 pour cent par

rapport au volume précédent. Près de 70 pour cent de ces gains devraient être constatés en Asie et en Amérique du Sud qui assurent, respectivement, 42 pour cent et 12 pour cent de la production mondiale. La vigueur de la croissance économique et de la consommation en Asie soutient les gains de production, tandis que l'assouplissement des obstacles au commerce frappant jusqu'à présent les pays d'Amérique du Sud à vocation d'exportateur pourrait se traduire par une intensification de l'abattage et de la production. L'expansion de la production de viande dans les pays en développement, estimée à 4 pour cent, représente le double de celle prévue dans les régions développées, ce qui porterait à 60 pour cent la contribution de ces pays à la production mondiale, soit 10 pour cent de plus qu'il y a dix ans.

La production des pays développés devrait croître de manière assez sensible, mais ce sont aux États-Unis et en Océanie, région victime de la sécheresse, que l'on devrait enregistrer la majeure partie des gains. On ne prévoit qu'une légère progression de la production européenne, la hausse des prix de la viande suscitant une faible augmentation de l'abattage de bovins et de porcins. La production avicole, touchée par la crise aviaire en 2006, pourrait également amorcer une modeste reprise.

L'industrie de la viande est cependant confrontée à des incertitudes parmi lesquelles figurent les conséquences possibles du renchérissement des aliments pour animaux dans de nombreux pays. Les cours céréaliers sont en effet tirés vers le haut par le regain d'intérêt pour la production de biocarburant, conjugué aux insuffisances liées à la production de chaleur. Début novembre 2006, les cours du maïs aux États-Unis, premier producteur et exportateur d'aliments pour le bétail, sont montés en flèche et ont atteint leur niveau le plus haut depuis dix ans, ce qui a pesé sur la rentabilité de l'élevage et laissé entrevoir un relèvement des cours de la viande potentiellement plus important en 2007.

L'augmentation attendue des prix pousse à la hausse les perspectives de **production bovine** en 2007, qui atteindrait 67,5 millions de tonnes, soit une progression de près de 3 pour cent. Exception faite de la Chine, la quasi-totalité des gains de production devrait concerner de nombreux pays à vocation d'exportateur en Amérique du Nord et du Sud. En Amérique du Sud, l'augmentation escomptée des prix du bœuf résultant de la levée des restrictions commerciales pour cause de fièvre aphteuse s'accompagnera d'un bond de production de 3,5 pour cent, tandis qu'en Argentine, la production de bœuf devrait être stimulée par l'assouplissement des interdictions partielles d'exportation décidées en 2006 en vue de contenir l'inflation dans le pays.

La faiblesse des cours des céréales ces dernières années a concouru à assurer des rendements positifs aux producteurs du **secteur porcin** dans de nombreux pays. En 2007, la production devrait marquer une hausse de 4 pour cent, ce qui est du même ordre de grandeur qu'en 2006, et porter ainsi la production mondiale à 112 millions de

tonnes. Compte tenu de la concentration de plus en plus marquée de l'élevage porcin dans les zones productrices de céréales fourragères, la production, en Chine, a continué de progresser au rythme de 5 pour cent. En raison des perspectives favorables au Brésil, au Mexique et au Viet Nam, la part des pays en développement dans la production mondiale de porc devrait atteindre 64 pour cent en 2007, contre 63 pour cent en 2006. Parallèlement, dans les pays en développement, les gains de production devraient être de l'ordre d'un pour cent, les États-Unis étant le seul pays où l'on prévoit un accroissement de la production dû à des revenus soutenus. Le raffermissement de la monnaie nationale limite pour le moment l'expansion de l'industrie canadienne, qui exporte plus de 50 pour cent de sa production. La forte croissance des disponibilités mondiales de viande de porc en 2007 devrait modérer la progression des prix en 2007, tandis que le renchérissement prévu des aliments pour animaux pèsera sur les marges et sur la rentabilité de l'industrie.

Compte tenu des perspectives de relance de la consommation et des prix de la **volaille** en 2007, après la peste aviaire qui en 2006 s'est traduite par le plus faible volume de production des vingt dernières années, la production avicole mondiale devrait gagner 2,5 millions de tonnes, pour passer à 85,5 millions de tonnes. Ce résultat devrait être partagé à parts égales entre les pays développés et les pays en développement. La production devrait augmenter de près de 5 pour cent dans les pays d'Amérique du Sud à vocation d'exportateur, qui bénéficient de la hausse des prix et du raffermissement de la demande sur un grand nombre de leurs marchés d'exportation traditionnels d'Europe et du Moyen-Orient.

Selon les estimations, la **production de viande ovine** se chiffrera à 13,8 millions de tonnes en 2007, soit 3 pour cent de plus qu'en 2006. Le gros de cette augmentation devrait être concentré en Asie, notamment en Chine, en Inde, en République islamique d'Iran et au Pakistan, pays qui assurent près de 60 pour cent de la production mondiale. Alors que la production de l'Océanie, l'une des principales régions exportatrices, est en hausse du fait des abattages suscités par la sécheresse en Australie, l'intensification de la production en Argentine et Uruguay résulte des programmes gouvernementaux destinés à redresser le secteur ovin déprimé par la faiblesse des prix de la laine à la fin des années 90.

UTILISATION

La consommation devrait être relancée après une croissance inférieure à la moyenne en 2006

La perception des consommateurs face aux risques sanitaires liés à la grippe aviaire ayant changé, on s'attend à ce que la consommation de viande de volaille par habitant augmente de 2 pour cent pour s'établir à 43 kg par habitant. Grâce

à une réduction du nombre de foyers d'infection, à des stratégies de communication plus efficaces et à une forte croissance économique, les pays en développement, où l'on enregistre déjà près de 60 pour cent de la consommation de viande, devraient assurer 80 pour cent de l'accroissement de l'utilisation de la viande. Selon les estimations, la consommation de viande par habitant dans les pays en développement progressera de presque 1 kg par habitant pour se chiffrer à 32,3 kg par habitant en 2007, ce qui ne représente toujours qu'un tiers de la consommation moyenne des pays développés (85,1 kg par habitant).

COMMERCE

Les perspectives du commerce de la viande sont soutenues par l'assouplissement des restrictions commerciales pour cause de maladies animales

Compte tenu des prix relativement bas de la viande et de l'accroissement de la consommation, les échanges de viande devraient croître de 7 pour cent en 2007 pour s'établir à 22 millions de tonnes. Les perspectives de commerce semblent favorables pour toutes les viandes, mais l'on prévoit que 80 pour cent des gains commerciaux seront réalisés dans les secteurs de la viande de bœuf et de volaille qui bénéficient tous deux d'une levée des restrictions commerciales liées à des épizooties. Le Brésil, qui a pris la place des États-Unis en tant que premier exportateur de viande depuis 2004, devrait maintenir la même position en 2007. Bien qu'ayant perdu des parts du marché en 2006, les exportations de viande brésilienne, soutenues par la forte demande d'importation émanant des marchés traditionnels du Moyen-Orient et d'Afrique, devraient augmenter de 8 pour cent en 2007.

Après le recul de 2 pour cent du commerce de la volaille résultant de la peste aviaire de 2006, les prévisions indiquent que les exportations mondiales enregistreront une hausse de 6 pour cent en 2007 pour atteindre le niveau record de 8,7 millions de tonnes. Le Brésil, les États-Unis et l'Union européenne devraient accroître leurs exportations pour répondre à la relance de la demande mondiale, chiffrée à 85,4 millions tonnes, et à la reprise des schémas d'importation traditionnels dans de nombreuses régions touchées en Afrique et au Moyen-Orient. Les perspectives concernant la demande d'importation de produits de la volaille sont encourageantes et tablent sur une forte demande en Asie, notamment en Chine, et dans les pays du Moyen-Orient. Les prévisions pour la Fédération de Russie, premier importateur mondial, sont toutefois défavorables, les importations risquant de fléchir pour la seconde année consécutive du fait des incertitudes liées à la délivrance des permis d'importation et d'une forte reprise de la production intérieure. Parallèlement, les perspectives relatives aux importations de produits de la volaille dans l'Union européenne, troisième importateur mondial, sont assombries par les discussions engagées avec le Brésil et la Thaïlande sur

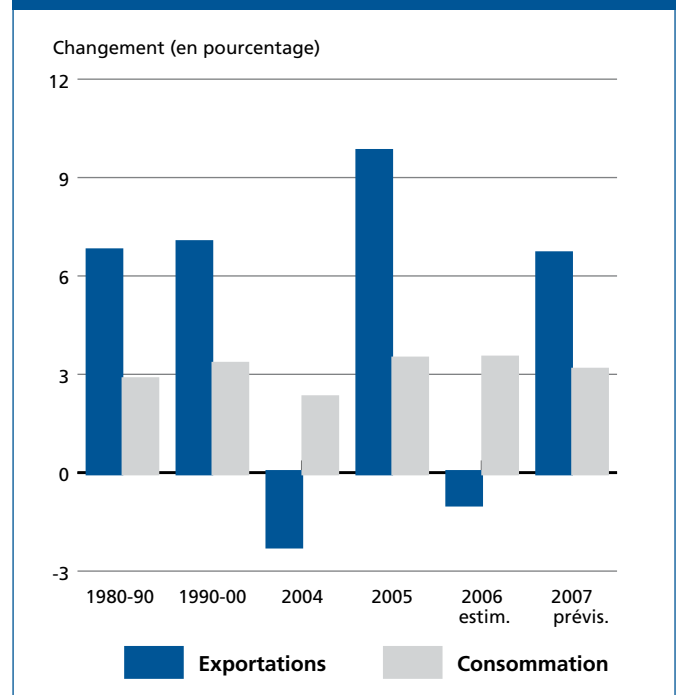
la fixation de nouveaux quotas pour les viandes de volailles salées. Cette négociation fait suite au jugement de l'OMC rendu à la mi-2006 exigeant que l'Union européenne baisse les droits de douane sur certaines volailles à la découpe.

Soutenu par une forte demande en Asie et en Fédération de Russie, le commerce de la viande porcine devrait progresser de 4 pour cent pour s'établir à 5 millions de tonnes, même si le Japon, premier importateur mondial de viande de porc, continue à réduire ses importations en raison de l'importance des stocks et d'une légère concurrence des importations de bœuf. La diversification des exportations du Brésil vers certains marchés asiatiques non traditionnels en cours de développement soutiendra une augmentation des livraisons, tandis que les exportations des États-Unis, bénéficiant d'un taux de change avantageux, devraient progresser de 4 pour cent. En revanche, les exportations du Canada et de l'Union européenne risquent d'être limitées par des prix moins compétitifs, conséquence de monnaies fortes.

La levée des interdictions frappant les importations de bœuf du Brésil et de l'Amérique du Nord, qui assurent plus de 40 pour cent des exportations mondiales, devrait induire une expansion de 9 pour cent des échanges de viande bovine en 2007. Selon les prévisions, les importations de bœuf, après avoir fléchi en 2006, s'établiront à 7,2 millions de tonnes en 2007, soutenues par une augmentation à deux chiffres des importations asiatiques, en particulier de la Chine, du Japon et de la République de Corée. Les importations de découpes de qualité inférieure effectuées par les États-Unis, premier importateur sur le marché mondial, devraient croître, la reconstitution des troupeaux risquant de limiter la production intérieure. La forte demande intérieure devrait être couverte par une augmentation des livraisons de viande destinée à la transformation en provenance d'Océanie, où la sécheresse régnant en Australie a incité à intensifier l'abattage et les exportations. Alors que la réouverture des marchés au bœuf du Brésil et des États-Unis stimulera les exportations de ces pays, la diminution des disponibilités de bœuf et les prix élevés enregistrés au Canada et dans l'Union européenne limiteront leur participation au marché mondial en 2007.

L'augmentation des disponibilités exportables de **viande ovine** en Australie en 2006 et 2007, conséquence de la sécheresse, devrait stimuler de près de 5 pour cent les exportations mondiales, qui se monteront à 855 000 tonnes en 2007. Deux années successives de forte croissance des exportations en provenance de l'Océanie, région qui assure plus de 80 pour cent des livraisons mondiales, ont entraîné une chute de près de 16 pour cent de l'indice des prix de la FAO pour l'agneau depuis la mi-2005. La faiblesse de ces prix dopera les importations sur de nombreux marchés importants, dont le Canada, la Chine, le Japon, le Mexique et les États-Unis. Parallèlement, une lente reconstitution des troupeaux et la contraction des disponibilités de l'Union européenne, premier importateur sur le marché mondial,

Figure 27. Les épizooties introduisent une forte volatilité dans les marchés de la viande



favorise la reprise des importations. Des exportateurs non traditionnels, tels que l'Argentine et l'Uruguay, assurent également des approvisionnements supplémentaires.

LAIT ET PRODUITS LAITIERS

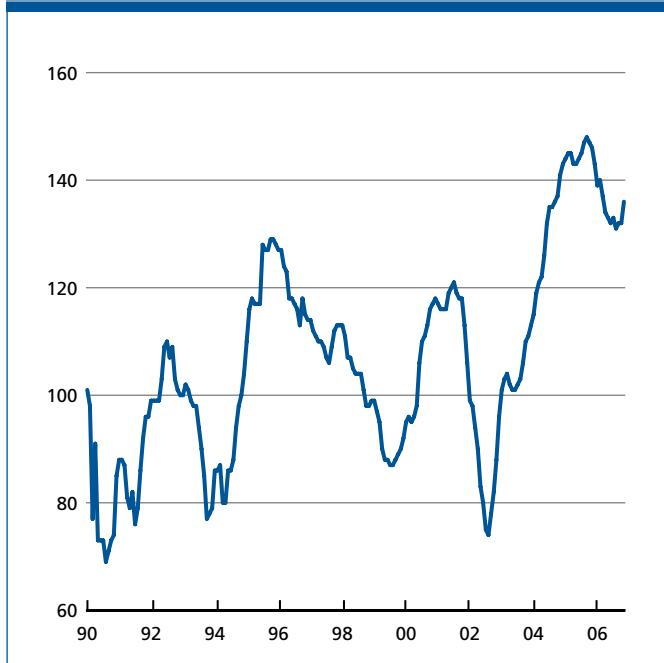
PRIX

L'amélioration récente de la conjoncture se poursuivra-t-elle?

Les cours internationaux des principaux produits laitiers commercialisés ont faibli presque tout au long de l'année 2006, l'Océanie et les pays fournisseurs émergents d'Amérique latine ayant augmenté leurs importations. Après avoir atteint 148 en septembre 2005, son plus haut niveau depuis 15 ans, l'indice FAO des cours internationaux des produits laitiers (1998-2000 = 100) est tombé à 132 en septembre 2006. En octobre, toutefois, l'indice est remonté de 4 points pour s'établir à 136 et devrait, selon les premiers rapports de novembre, enregistrer une nouvelle hausse. La poursuite de cette reprise dépendra en grande partie de la situation des exportations de l'Australie, victime de la sécheresse en 2006, et de celles de l'Union européenne. Les prix du lait entier en poudre, du fromage et du beurre ont baissé, respectivement, de 6, 9 et 21 pour cent par rapport à l'an dernier (octobre). En raison d'une contraction des disponibilités, les cours du lait écrémé en poudre ont progressé de un pour cent par rapport à 2005.

Le changement de conjoncture, en ce qui concerne

Figure 28. Indice mensuel des cours internationaux de certains produits laitiers (1998 - 2000 = 100)



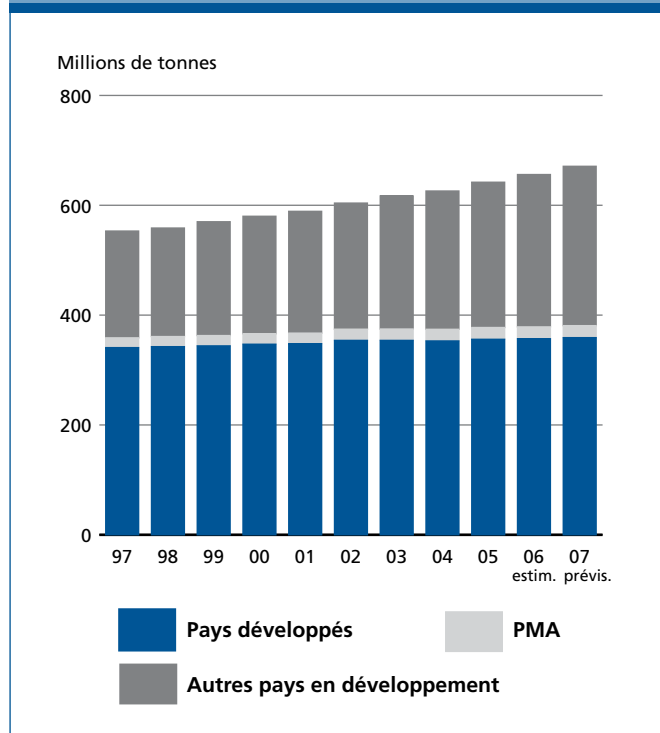
l'Union européenne, est mis en évidence par la situation des ristournes à l'exportation et des stocks d'intervention. Par rapport à la même époque en 2005, les stocks d'intervention ont baissé d'environ 30 pour cent pour l'ensemble des produits, à l'exception du lait écrémé en poudre dont le stock est épuisé depuis mai 2006. Les ristournes à l'exportation de l'Union européenne ont été réduites par rapport à 2005. Si le montant des restitutions reste important pour le lait entier en poudre (310 €/tonne), le beurre (985 €/tonne) et le fromage (cheddar) (435 €/tonne), il a diminué de 38 pour cent dans le cas du beurre et de 23 pour cent dans le cas du fromage; les remboursements pour le lait entier en poudre se sont maintenus aux niveaux de 2005. Les ristournes à l'exportation pour le lait écrémé en poudre sont supprimées depuis juin. Cette évolution de la situation des exportations représente une profonde transformation pour les marchés laitiers.

PRODUCTION

La forte croissance de la production mondiale de lait se poursuit

La production mondiale de lait en 2006 devrait atteindre 657 millions de tonnes, soit 2,2 pour cent de plus qu'en 2005; selon des estimations préliminaires, cette tendance se poursuivra en 2007. La majeure partie de l'expansion de la production mondiale proviendra des pays en développement, notamment la Chine, l'Inde, le Pakistan et les pays d'Amérique du Sud, où l'on enregistre une augmentation de 4 pour cent de la production. En revanche, la croissance

Figure 29. Production mondiale de lait



est presque nulle en 2006 dans les pays développés, où la production a fléchi en Australie et dans l'Union européenne, mais a progressé en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis. Les pays développés continuent de perdre des parts du marché. La hausse des prix constatée ces trois dernières années a stimulé la croissance parmi les nouveaux producteurs et exportateurs laitiers à faible coût. Reste à savoir quelle sera l'incidence de la hausse récente des prix des aliments pour animaux.

L'Asie, première région productrice de lait au monde

En 2006, l'Asie a pris la place de l'Europe en tant que première région productrice de lait au monde et assure aujourd'hui 34 pour cent de la production mondiale, contre 30 pour cent il y a cinq ans. Les taux de croissance annuelle de la production, de l'ordre de 5 pour cent, ont été suscités par la forte poussée de la demande de lait et de produits laitiers dans la région, conséquence d'une vigoureuse croissance économique. Au sein de l'Asie, la production laitière de la **Chine** a plus que doublé au cours des cinq dernières années, les taux de croissance dépassant 20 pour cent. Cette tendance devrait toutefois se ralentir. Les coûts des intrants nécessaires aux producteurs ont en effet augmenté, tandis que les prix du lait n'ont pas changé. Premier pays producteur mondial de lait, l'**Inde** continue de voir sa production progresser de plus de 3 pour cent par an, ce qui s'explique, sur le plan de la consommation, par le renforcement de la demande intérieure de produits laitiers à valeur ajoutée et, sur le plan de la production, par

la mise en œuvre d'importants projets de développement du secteur laitier. Au **Pakistan**, la production laitière continue d'augmenter de plus de 3 pour cent par an. Le secteur a un potentiel de croissance considérable et le gouvernement a lancé plusieurs mesures dans les domaines de la recherche, du développement des capacités et de l'amélioration du ramassage et du stockage du lait. En **République islamique d'Iran**, autre pays traditionnel de production laitière, on prévoit une progression de la production de plus de 5 pour cent, soutenue par les prix élevés du lait.

De nouveaux fournisseurs de produits laitiers émergent dans les pays d'Amérique latine

Parmi les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, le **Mexique** augmente à l'heure actuelle sa production d'environ 1,5 pour cent pour répondre à l'accroissement de la demande intérieure de lait de consommation émanant du LICONSA, organisme para-étatique chargé des programmes institutionnels sociaux d'alimentation. En Amérique du Sud, le **Brésil**, premier producteur de lait de la région avec une part de près de 50 pour cent, est devenu pour la première fois un exportateur net de produits laitiers, suite à la forte intensification de sa production en 2005. Selon les prévisions, la croissance de la production en 2006 devrait se ralentir et être ramenée à 3 pour cent, du fait du fléchissement de la demande intérieure et du renchérissement des fourrages. L'**Argentine** pourrait accroître sa production de près de 8 pour cent en 2006 afin de répondre à l'expansion escomptée de la demande des marchés, tant nationaux que d'exportation. Compte tenu de l'augmentation des coûts de production et des incertitudes quant aux décisions que prendra le gouvernement à l'égard des mesures relatives aux prix intérieurs et aux taxes à l'exportation, la croissance pourrait être freinée en 2007. Au **Venezuela**, après une décennie de production stable, les gains de production sont supérieurs à 5 pour cent depuis 2005, conséquence des efforts entrepris pour améliorer le cheptel laitier et faciliter l'accès des petits producteurs au crédit. Au **Chili**, l'amélioration des conditions météorologiques et l'augmentation de la productivité pourraient se traduire par une progression de la production de l'ordre de 2 pour cent en 2006. En réponse à la hausse des cours internationaux ces deux dernières années, l'**Uruguay** pourrait également intensifier sa production.

En 2006, la production laitière a fléchi en Afrique

L'Afrique représente moins de 5 pour cent de la production laitière mondiale. L'élevage dans la région se caractérise par un grand nombre de petites exploitations alimentant le marché non structuré et joue un rôle important sur le plan de la sécurité alimentaire. Il fournit en effet des aliments de base et offre aussi des possibilités d'emplois et de revenus à la population rurale. L'**Égypte**, qui assure à elle seule plus

de 50 pour cent de la production laitière de l'Afrique du Nord, a accusé une baisse de production de 5 pour cent en 2006, provoquée par l'émergence de la dermatose nodulaire et de la fièvre aphteuse. Ces maladies risquent également de compromettre la production en 2007 qui devrait, selon les prévisions, accuser un nouveau recul de 8 pour cent. En Afrique subsaharienne, la production a remonté au **Soudan** grâce à l'introduction de races productives adaptées au climat et aux pâturages extensifs du pays. Au **Kenya**, le cheptel laitier est le plus nombreux et le plus productif de la région. La production laitière risque toutefois de ne pas pouvoir couvrir, à court terme, l'augmentation de la demande nationale, estimée de 3 à 4 pour cent par an, car les producteurs laitiers doivent faire face à la concurrence des importations de lait en poudre moins cher. Le gouvernement a relevé les droits de douane sur les importations de produits laitiers en 2002, mais la production ne s'est pas intensifiée pour autant. La production laitière de 2006 a également souffert des sécheresses qui ont sévi en 2005 et au début 2006. En **Afrique du Sud**, la production de lait pour 2006 pourrait rester proche du volume de 2005, ou être légèrement inférieure, du fait d'une diminution des prix à la production et de mauvaises conditions météorologiques.

La production laitière ralentit aux États-Unis et décline au Canada

Après avoir profité d'une rentabilité élevée en 2004 et 2005, la production laitière aux **États-Unis** devrait augmenter d'environ 2,8 pour cent en 2006, même si ce chiffre a été légèrement revu à la baisse par rapport aux prévisions antérieures en raison des températures estivales exceptionnellement élevées constatées dans les principales régions productrices. La production intérieure de lait pourrait encore s'accroître en 2007, mais l'incidence de la hausse des prix des aliments pour le bétail risque de freiner la croissance. Au **Canada**, la production de lait devrait accuser un léger repli en 2006 par rapport à 2005, suite aux ajustements de contingents de production destinés à faire face à l'affaiblissement de la demande de produits laitiers fin 2005 et au renforcement des importations.

La production laitière diminue en l'Europe

En dépit du relèvement de 0,5 pour cent des contingents, la production de lait des 25 pays membres de l'**Union européenne** devrait se contracter de plus de un pour cent en 2006. Selon les prévisions, la croissance sera limitée en 2007, en raison principalement de la sécheresse qui a touché les régions méridionales d'Europe, la Pologne et le Royaume-Uni. Les producteurs, moins performants, limitent aussi leurs résultats en réaction aux récents changements de politique qui dissocient les paiements aux agriculteurs de la production. En outre, l'Allemagne, l'Italie et plusieurs nouveaux membres, tels que la République tchèque et la Pologne, ont ralenti la production pour éviter de s'acquitter

de redevances très élevées en cas de dépassement des contingents. Selon les prévisions, la production de lait en **Ukraine**, l'un des exportateurs émergents de l'Europe, fléchira de 4 pour cent en 2006 en raison des interdictions d'importation imposées par son principal marché, la **Fédération de Russie**. La production laitière, stimulée par des programmes nationaux visant à renforcer le développement du secteur de l'élevage, pourrait progresser de 1,8 pour cent en 2006 en **Fédération de Russie**. Même si les producteurs s'inquiètent des conséquences négatives des importations sur les prix du lait et des produits laitiers, cette tendance à la hausse devrait se poursuivre en 2007. La **Roumanie**, qui se profile comme l'un des nouveaux marchés laitiers européens, se prépare à entrer dans l'Union européenne en janvier 2007 et pourrait augmenter sa production de lait d'environ 2 pour cent en 2006. Le quota de production que lui a accordé l'Union européenne s'élève à plus de 3 millions de tonnes et le gouvernement a récemment proposé des mesures pour aider les producteurs laitiers à moderniser leurs installations afin de pouvoir répondre aux normes européennes.

L'Océanie perd des parts de production

Ensemble, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ne représentent que 4 pour cent de la production laitière mondiale, mais environ un tiers du total des échanges mondiaux. Dans ces deux pays, les fluctuations de l'offre ont en général un impact considérable sur les cours mondiaux des produits. Du fait, en partie, de la dégradation récente des conditions météorologiques, l'Océanie n'a pas maintenu le rythme d'expansion de la fin des années 90 et du début des années 2000, et a perdu des parts de production sur le marché mondial. En **Nouvelle-Zélande**, la production de la campagne laitière 2005/2006 a progressé d'environ 3 pour cent par rapport à la campagne précédente, ce qui reste toutefois inférieur à la moyenne des cinq dernières années. La production de lait pour la campagne 2006/2007 pourrait atteindre un nouveau record, le nombre du cheptel laitier devant s'accroître de un pour cent, et l'on s'attend à ce que les gains de productivité augmentent grâce à la modernisation des méthodes de gestion et aux améliorations génétiques. En **Australie**, où la campagne laitière s'est terminée en juin, la production a accusé un léger repli par rapport à la campagne précédente. Le manque de croissance s'explique partiellement par les mauvaises conditions météorologiques qui ont prévalu ces dernières années, mais aussi par la réforme des politiques amorcée en 2000.

COMMERCE

En **équivalent lait**, le total des échanges de lait devrait fléchir en 2006 et continuer à se situer en deçà des niveaux de 2004, même si les prévisions tablent sur une augmentation de l'ordre de 2 pour cent par rapport à 2005.

L'augmentation enregistrée en 2006 s'explique surtout par un accroissement des disponibilités en Océanie et par la hausse des exportations de certains pays d'Amérique latine. Le recul des exportations de **l'Union européenne** constitue toutefois l'un des principaux facteurs des marchés internationaux sous-tendant les cours des produits laitiers. La demande de produits laitiers demeure ferme, notamment dans les régions d'Asie caractérisées par une croissance rapide, et en certains endroits d'Afrique du Nord. Compte tenu de la hausse des prix internationaux, la production s'est intensifiée dans certains pays importateurs qui ont, par conséquent, réduit leurs importations. Le Brésil, jusqu'à maintenant gros importateur, réussit à peine à maintenir sa position d'exportateur net.

L'Union européenne et l'Océanie perdent des parts du marché

En termes de parts du commerce mondial (voir figure 32), **l'Union européenne** a réduit ses exportations et sa part du marché international du lait est passée à 29 pour cent en 2006. Ensemble, **l'Australie** et la **Nouvelle-Zélande** assurent 35 pour cent des exportations mondiales, ce qui représente une nette augmentation par rapport à la dernière décennie et s'explique par la faiblesse des coûts de production et par un taux de change avantageux. Toutefois, en raison de la dégradation récente des conditions météorologiques, de la hausse du taux de change et des réformes des politiques en Australie, les parts de marché ont diminué. La position des **États-Unis** s'est renforcée sur le marché mondial du lait écrémé en poudre sans qu'il ait été nécessaire de recourir à des subventions à l'exportation. De nouveaux exportateurs, originaires principalement d'Amérique latine et d'Europe de l'Est, gagnent des parts du marché au détriment des fournisseurs traditionnels.

Les échanges de lait entier en poudre progressent

Le lait entier en poudre est le produit laitier le plus échangé en termes de volume. Parmi les principaux importateurs, l'élévation de la demande en **Algérie** pourrait être en grande partie couverte par les importations. Les pays d'Asie du Sud-Est (**Indonésie, Malaisie, Mexique, Philippines** et **Thaïlande**) devraient également augmenter leurs importations. Les achats de lait au **Mexique** ont toutefois fléchi, le gouvernement encourageant les programmes publics d'alimentation à utiliser du lait frais de production locale. Historiquement, les grands fournisseurs de lait entier en poudre ont été les pays de **l'Océanie** et **l'Union européenne**. Si les exportations de l'Union européenne diminueront de 5 pour cent en 2006, celles de l'Océanie devraient croître, de 8 pour cent en **Nouvelle-Zélande** et de presque 20 pour cent en **Australie** par rapport à 2005. Parmi les nouveaux fournisseurs, **l'Argentine** gagne rapidement des parts du marché. Malgré l'imposition de

taxes d'exportation plus élevées durant le premier semestre de l'année, les exportations de lait entier en poudre devraient en effet progresser de 17 pour cent en 2006.

Les exportations de lait écrémé en poudre continuent de faiblir

Le commerce du lait écrémé en poudre a perdu du terrain sur celui du lait entier en poudre que préfèrent utiliser les importateurs pour la reconstitution du lait entier et d'autres produits. L'**Union européenne** pourrait comprimer les exportations de près de 50 pour cent en 2006, tombant au niveau le plus bas en trente ans. Selon les prévisions, la hausse des expéditions sera le fait des pays de l'Océanie, où la Nouvelle-Zélande pourrait augmenter ses ventes de plus de 10 pour cent.

Les exportations de fromage diminuent en raison de la précarité des disponibilités de l'Union européenne et de l'Océanie

En termes de valeur, le fromage continue à être l'un des produits laitiers les plus commercialisés, surtout entre pays développés (environ 62 pour cent), en raison des allocations de contingents tarifaires. À l'heure actuelle, le commerce se développe rapidement avec certains des pays en développement où les revenus augmentent. Pour 2006, les exportations de fromage effectuées par l'**Australie** devraient chuter de 11 pour cent par rapport à 2005, du fait d'une contraction de l'approvisionnement en lait. En **Nouvelle-Zélande**, le lait sert avant tout à la production de lait entier en poudre et de beurre, raison pour laquelle la production et les exportations de fromage n'ont pratiquement pas changé par rapport à l'an dernier. Dans l'**Union européenne**, l'offre de fromage sur le marché mondial devrait fléchir de presque 3 pour cent, le marché intérieur absorbant une plus grande quantité des produits. Parmi les exportateurs émergents, on prévoit que l'**Argentine** augmente ses exportations de fromage de plus de 5 pour cent. En Ukraine, les exportations de produits laitiers ont considérablement diminué en 2006 du fait de flambées de maladies animales qui ont amené la Fédération de Russie à interdire l'importation des produits laitiers ukrainiens. Tout en maintenant sa place de premier importateur mondial de fromage, on s'attend à ce que la **Fédération de Russie** réduise ses importations globales de fromage d'environ 8 pour cent en 2006. Les importations en provenance de l'Allemagne et de la Lituanie ont en partie couvert le déficit d'approvisionnement de l'Ukraine. Compte tenu du fléchissement attendu de sa monnaie, le **Japon**, deuxième importateur mondial de fromage, a réduit la demande prévisionnelle d'importations d'environ 6 pour cent en 2006. S'agissant d'autres pays développés, l'**Union européenne** et les **États-Unis** continuent à être de grands importateurs de fromage, même si le marché national répond de plus en plus à l'expansion de la demande.

Tableau 9. Exportations de produits laitiers (en milliers de tonnes)

	2004	2005	2006 estimations
	<i>thousand tonnes</i>		
LAIT ENTIER EN POUDRE			
Monde	1 780	1 640	1 716
Nouvelle-Zélande ¹	669	592	638
UE élargie à 25 ³	509	474	452
Argentine	177	162	190
Australie ²	117	105	126
LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE			
Monde	1 146	1 050	953
États-Unis	232	300	250
UE élargie à 25 ³	281	192	100
Nouvelle-Zélande ¹	250	181	201
Australie ²	155	141	134
BEURRE			
Monde	961	841	794
UE élargie à 25 ³	344	330	230
Nouvelle-Zélande ¹	365	288	337
Australie ²	83	69	70
Ukraine	42	24	18
FROMAGE			
Monde	1 550	1 552	1 462
UE élargie à 25 ³	573	536	520
Nouvelle-Zélande ¹	277	254	254
Australie ²	212	227	202
Ukraine	94	116	50

¹ Campagnes laitières finissant en mai de l'année indiquée.

² Campagnes laitières finissant en juin de l'année indiquée.

³ Les échanges entre les 25 pays membres de l'Union européenne ne sont pas compris.

La Nouvelle-Zélande prend la place de l'Union européenne en tant que premier fournisseur mondial de beurre

En **Océanie**, les exportations de beurre de 2006 devraient croître de 17 pour cent en **Nouvelle-Zélande**, alors que les livraisons de **Australie** n'enregistreront qu'une légère augmentation. L'**Union européenne**, où l'on prévoit un recul des exportations de beurre d'environ 30 pour cent en 2006, est sur le point de perdre sa place de premier exportateur mondial, malgré le montant élevé des ristournes à l'exportation. Le commerce du beurre a fléchi en 2005 en raison des prix élevés qui ont incité les importateurs traditionnels à diminuer leurs achats. Il est toutefois prévu qu'il augmente légèrement en réponse à une modeste progression de la demande de gros pays importateurs, tels que l'**Égypte** et le **Mexique**.

Figure 30. Exportations mondiales de produits laitiers

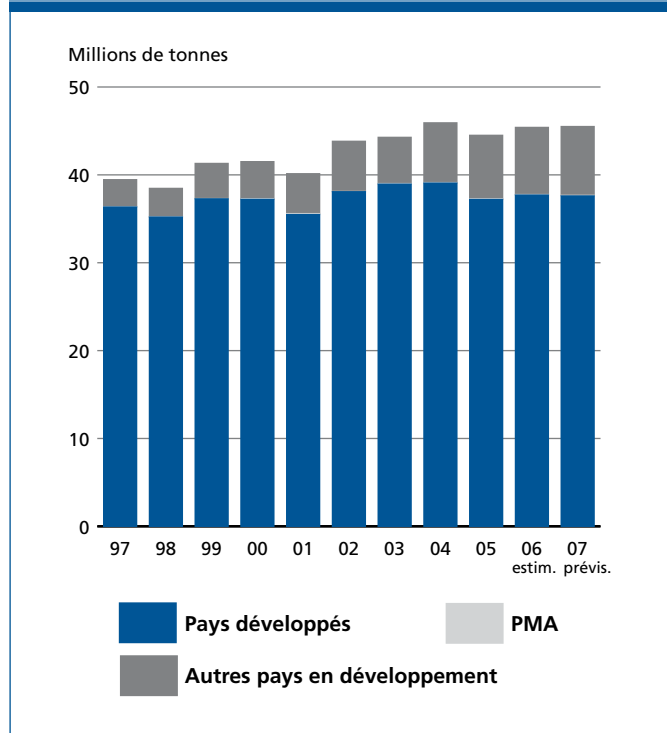


Figure 31. Importations mondiales de produits laitiers (en équivalent lait)

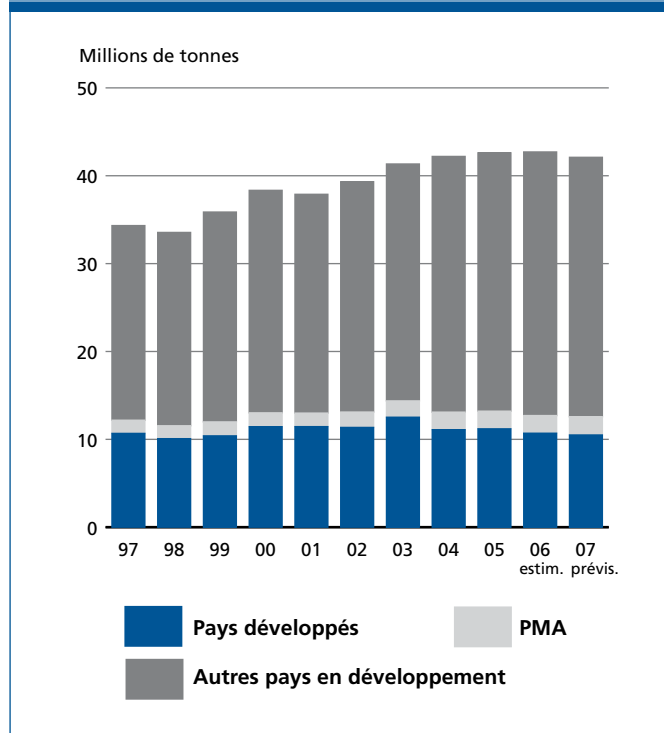
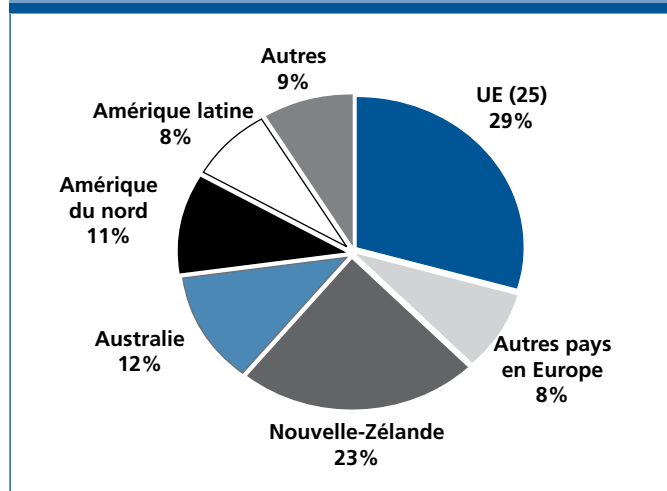


Figure 32. Part des exportations mondiales de produits laitiers (moyenne 2004-2006)



semaine d'octobre, reflétant les demandes persistantes émanant du Brésil et d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes. La Turquie est un grand acheteur en moment, mais la montée des cours pourrait la pousser à quitter le marché. Aux États-Unis, les prix de l'urée ont progressé, comme les prix du gaz, mais restent inférieurs à ceux qui prévalent dans le reste du monde. Les volumes considérables achetés par l'Inde ont certainement été un facteur clé de la demande sur le marché de l'urée pendant le troisième trimestre de l'année, malgré un faible volume d'importation aux États-Unis. L'Inde a également acheté des volumes très importants à livrer pendant le quatrième trimestre de l'année, que les négociants doivent encore se procurer auprès des producteurs. Les achats de l'Inde ont, par conséquent, continué de soutenir les prix ces derniers mois. La République islamique d'Iran a retiré son appel d'offres, mais, comme le Bangladesh et le Pakistan, elle devrait revenir sur le marché en décembre.

ENGRAIS

URÉE

Les prix de l'urée ont progressé en octobre, les exportateurs continuant d'acheter pour satisfaire à leurs engagements de vente. Plus de 75 000 tonnes d'urée ont été commercialisées à environ 214 dollars E.-U. la tonne, franco à bord (f.o.b.) Yuzhnyy, pour un chargement en novembre, tandis que les prix dans la mer Baltique ont augmenté et sont passés à 205-210 dollars E.-U. la tonne, f.o.b., pendant la seconde

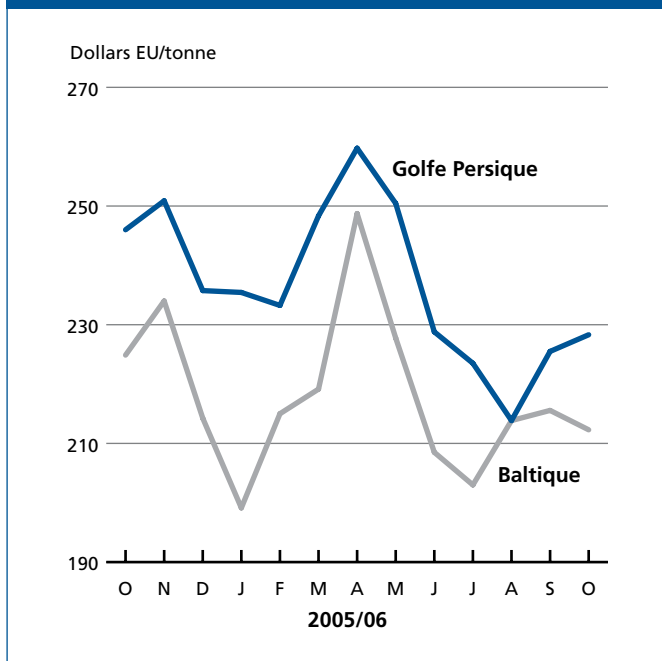
Phosphate diammonique (DAP)

La demande d'importation de phosphate diammonique (DAP) est désormais essentiellement limitée à la Chine, l'Éthiopie et la République islamique d'Iran. La demande intérieure est également peu élevée aux États-Unis, les prix dans ce pays subissant ainsi une pression. La demande des pays africains vacille aussi, un appel d'offres que l'Éthiopie aurait dû lancer en octobre ne s'étant jamais concrétisé. L'Inde semble avoir largement couvert ses besoins d'importation et ne reviendra probablement pas sur le marché pour acheter un gros volume avant début 2007. Les

importations du Pakistan, dont le gouvernement a confirmé qu'il avait octroyé une subvention de 250 roupies par sac de 50 kg de DAP fin septembre 2006, pourraient augmenter. Toutefois, la République islamique d'Iran, qui a déjà acheté du DAP à la Jordanie, à la Fédération de Russie et à la Turquie en octobre dernier, reste l'importateur potentiel le plus important, avec un nouvel appel d'offres déjà annoncé pour novembre. La Chine et, en particulier, l'Inde, semblent désormais être les marchés les plus prometteurs, ce qui

rend compte, dans le cas de la Chine, de l'assouplissement des droits de douane frappant les importations d'engrais. L'amélioration de l'accès au marché chinois devrait contribuer à combler le fossé existant entre les prix intérieurs (très élevés) et les prix mondiaux. Dans l'ensemble, en l'absence de perspectives de nouvelles transactions correspondant aux disponibilités exportables, les cours du DAP ont eu tendance à faiblir davantage pendant le dernier trimestre de 2006.

Figure 33. Urée



Chlorure de potassium (MOP)

Le marché du chlorure de potassium (MOP) est resté ferme dans l'ensemble pendant la deuxième moitié de l'année. Selon les rapports, les fournisseurs de potasse auraient contracté de gros engagements, avec d'importantes expéditions à destination de la Chine, de l'Inde et d'autres marchés. En Amérique du Nord, les réserves de potasse ont été réduites, mais leurs niveaux à la fin du troisième trimestre de 2006 restent supérieurs de un pour cent à la moyenne sur cinq ans. Le marché du MOP a été moins porteur en Europe, où les prix du MOP standard à livrer pendant la deuxième moitié de 2006 ont baissé. Une nouvelle transaction concernant d'importantes livraisons de potasse du Bélarus à destination de la Colombie et du Venezuela a été signée en septembre, ce qui a redynamisé le marché et neutralisé l'effet de la baisse des importations du Brésil. Par conséquent, les prix se sont nettement raffermis à la fin 2006. La Chine sera au centre de l'attention pendant les dernières semaines de l'année, ce pays devant bientôt commencer à négocier les prix des contrats à livrer en 2007.

Figure 34. DAP

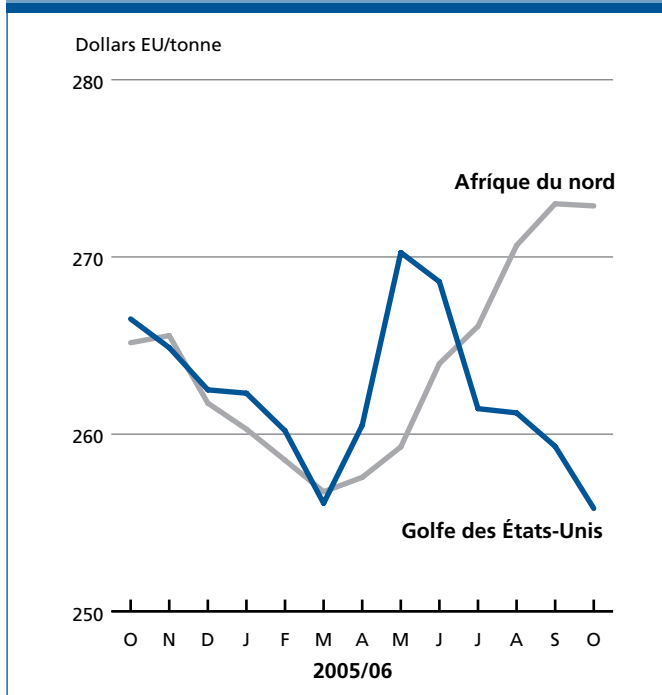
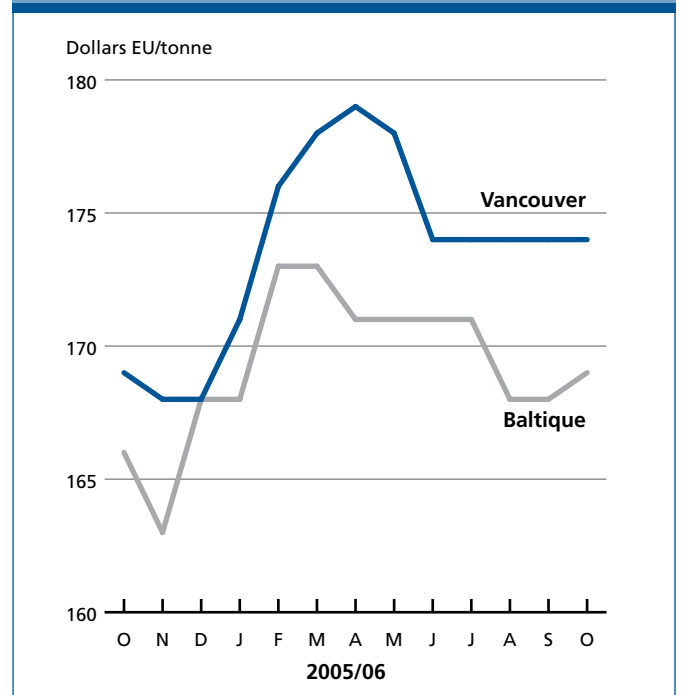


Figure 35. MOP



TAUX DE FRET MARITIME*

Marché du fret maritime (juin 2006 – octobre 2006)

Alors que l'on constate habituellement une baisse d'activité à cette époque, les taux de fret maritime n'ont cessé d'augmenter pendant l'été dans l'hémisphère Nord, sous l'effet de l'accroissement de la demande. Cette situation s'explique essentiellement par les achats importants de minerai de fer effectués par la Chine auprès du Brésil, par les réservations faites avant que la campagne d'exportation céréalière ne culmine aux États-Unis et par la demande croissante de charbon de l'Europe avant l'arrivée de l'hiver. La disponibilité de navires à date rapprochée reste tendue. Des retards dans les ports, notamment en Australie et dans le golfe Persique, ont empêché des volumes de pénétrer sur le marché, d'où un nouveau raffermissement des taux. Entre début juin et octobre, le Baltic Dry Index (BDI) a grimpé de deux tiers environ, pour atteindre plus de 4 000. L'indice record s'élevait à 6 200 en décembre 2004. Le recul ponctuel des taux en juillet, août et octobre a été dû à des ralentissements temporaires de la demande de minerai, à la disponibilité accrue de tonnage au comptant, en particulier dans le Pacifique et, plus récemment, à la baisse des prix du combustible de soute.

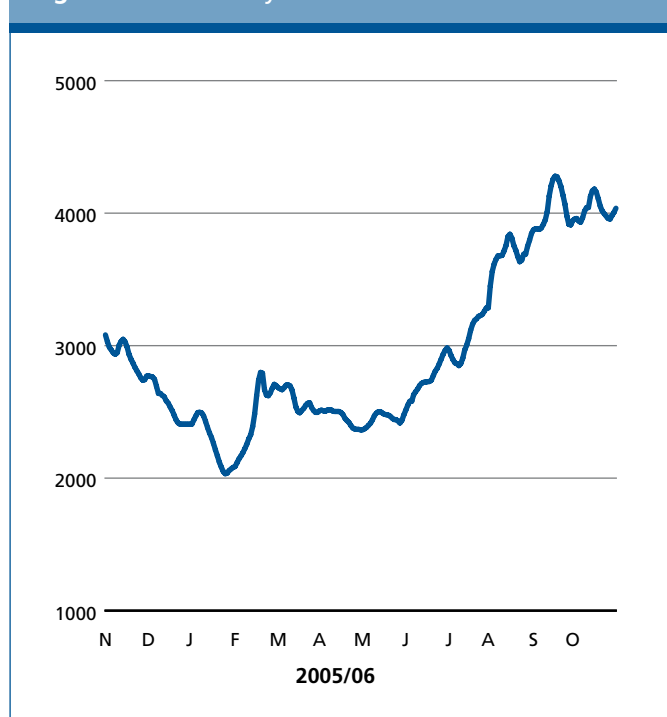
Sur le marché Panamax, les volumes commerciaux importants de céréales et de soja en provenance de l'Amérique du Sud, en particulier du Brésil, ont relancé les taux dans l'Atlantique. Les taux à court terme ont continué à guider les marchés au comptant, tandis que la répartition de cargaisons plus grandes dans des colis Panamax a soutenu

également le marché. Les taux d'affrètement au voyage sur les liaisons transatlantiques ont augmenté de 10 000 dollars E. U. environ, passant à 28 000 dollars E. U. par jour. Dans l'Atlantique, les taux à court terme ont enregistré une hausse de près de 9 000 dollars E. U., passant à 30 000 dollars E. U. par jour. Par rapport à début juin, le taux des céréales en provenance du golfe des États-Unis et à destination du Japon a progressé de 13,00 dollars E. U. (37 pour cent), pour atteindre 48,00 dollars E. U. la tonne environ, tandis que les taux d'affrètement au voyage sur ce trajet ont enregistré une augmentation de l'ordre de 11 000-12 000 dollars E. U., passant à près de 30 000 dollars E. U. par jour. Dans la mer Noire, la récente suspension des exportations de blé de l'Ukraine, due à la délivrance tardive des permis, a contraint les armateurs à déplacer ailleurs le tonnage sur lest. Dans le Pacifique, la forte demande de la Chine en minerai et les expéditions record de charbon de l'Australie ont fait grimper les taux de fret, stimulés également par les achats de blé de l'Inde. Les taux à court terme ont augmenté, passant à 34 000 dollars E. U. environ par jour, ce qui représente près du double de ceux enregistrés cinq mois plus tôt.

Les taux Capesize ont progressé du fait de la solide demande de minerais, en particulier depuis que la Chine a accepté une augmentation des prix du minerai de fer. Le marché a également été soutenu par l'augmentation de la demande de charbon en provenance de l'Australie, ainsi que par l'accroissement des expéditions de charbon à destination de l'Europe. Une montée en flèche des activités d'affrètement à temps a entraîné une hausse du marché au comptant. Dans l'Atlantique, le taux de référence du minerai de fer en provenance du Brésil et à destination de la Chine a augmenté, passant de 19,10 dollars E. U. fin mai à près de 29,00 dollars E. U. la tonne, tandis que pour le charbon en provenance d'Afrique du Sud et à destination de l'Europe (*Rotterdam*), ce taux a plus que doublé, passant à 23,25 dollars E. U. la tonne (contre 11,00 dollars E. U.).

Sur le marché Handysize, la demande est restée solide dans les deux bassins, soutenue par des échanges actifs de céréales et de sucre. Fin octobre, les taux à court terme dans l'Atlantique étaient cotés à près de 27 000 dollars E. U. (16 000 dollars E. U.) par jour, tandis que dans le Pacifique, ils avoisinaient 30 000 dollars E. U. (21 500 dollars E. U.). Dans l'Atlantique, le taux des céréales en provenance du Brésil et à destination de l'Union européenne (*Anvers-Hambourg*) a progressé d'un tiers, pour s'établir à 46 dollars E. U. la tonne (34,50 dollars E. U.). La fermeté de la demande d'acier et d'engrais a soutenu les taux des produits en provenance de la mer Noire, qui étaient cotés en octobre à environ 31 000–32 000 dollars E. U. par jour. En Europe, la chaleur estivale a provoqué une baisse des niveaux des fleuves, ce qui fait que les barges naviguant sur le Rhin n'ont pu utiliser que la moitié de leurs capacités pendant cette période.

Figure 36. Baltic dry index



* Contribution du Conseil international des céréales (<http://www.igc.org.uk>)

Dossiers spéciaux

L'ENTRÉE DE LA BULGARIE ET DE LA ROUMANIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Le prochain cycle de négociations sur l'élargissement de l'Union européenne, le sixième depuis 1957, s'approche rapidement. Le 1^{er} janvier 2007, la **Roumanie** et la **Bulgarie** en deviendront les 26^e et 27^e membres. L'Union européenne aura donc dorénavant une frontière avec la région stratégique de la mer Noire, s'agrandira d'une superficie correspondant à celle de l'Allemagne et couvrira 4,24 millions de km², soit 40 pour cent du continent européen. Après l'adhésion de ces deux pays, le nombre d'habitants de l'Union européenne augmentera d'environ 30 millions, ce qui le portera, au total, à 490 millions. La Roumanie et la Bulgarie se caractérisent par une croissance économique élevée de l'ordre, respectivement, de 5,5 et 6 pour cent par an au cours des cinq dernières années. La demande intérieure, stimulée par le renforcement de la consommation personnelle et la forte demande de biens d'équipement ont contribué à la croissance. Toutefois, en dépit de la hausse de la consommation ces dernières années, les deux pays sont parmi les plus pauvres de l'Europe. En 2005, le produit intérieur brut par habitant était de 3 347 dollars E.-U. en Bulgarie et de 3 600 dollars E.-U. en Roumanie, contre à 30 473 dollars E.-U. dans les 25 pays membres de l'Union européenne. La présente étude de marché porte sur l'agriculture en Roumanie et en Bulgarie.

Selon EUROSTAT, les **superficies agricoles** en Roumanie recouvrent 13,9 millions d'hectares, dont 8,8 millions d'hectares de terres arables. Les sols les plus fertiles se situent dans la province de Banat à l'ouest, dans les zones de Wallachie au sud et en République de Moldavie à l'est. En Bulgarie, la surface agricole occupe 2,9 millions d'hectares, dont 2,7 millions de terres arables. Les sols fertiles, de couleur noire, se trouvent dans le nord, à la frontière avec la Roumanie. La région du nord-est de la Bulgarie, aux alentours de Dobrich, est considérée comme le grenier à céréales du pays.

En Roumanie et en Bulgarie, les exploitations agricoles sont en général de petite taille. En **Roumanie**, une enquête réalisée par EUROSTAT en 2002 a recensé au moins 4,5 millions de fermes. La quasi-totalité du pays se caractérise par une économie de subsistance, la taille des exploitations étant inférieure à un hectare. Quarante pour cent des fermes cultivent des parcelles comprises entre un et cinq hectares et exploitent environ 30 pour cent des surfaces agricoles totales. Cette structure de petites propriétés agricoles résulte

en grande partie de la réforme foncière de 1991 dans le cadre de laquelle la terre a été restituée aux propriétaires enregistrés en tant que tels avant 1945 et distribuée aux paysans ayant travaillé au moins trois ans sur les anciennes fermes d'État. Aucun des anciens ou des nouveaux propriétaires ne s'est vu attribuer plus de 50 hectares et n'a été autorisé à acheter plus de 200 hectares supplémentaires. Ils ne peuvent ensuite étendre la superficie que par contrat de tenure à bail. La Bulgarie compte environ 665 000 fermes. La transformation de la structure des exploitations est similaire à celle des nouveaux États allemands. À l'heure actuelle, 79 pour cent du total des terres agricoles sont cultivées par des exploitations de plus de 50 hectares. Les principales cultures, tant en Roumanie qu'en Bulgarie, sont le blé, le maïs et le tournesol. La Roumanie cultive également du soja à grande échelle.

En **Roumanie**, la **production céréalière** (blé, orge, maïs, seigle et avoine) s'est élevée, en moyenne, à 12,3 millions de tonnes ces quatre dernières années. La culture la plus importante est le maïs, dont la production est en moyenne de 7,1 millions de tonnes, suivi du blé (3,9 millions de tonnes) et de l'orge (721 000 tonnes). Depuis 1991, les rendements à l'hectare ont à peine augmenté. Les rendements de maïs n'ont été que de 3 tonnes/ha, en moyenne, les quatre dernières années; ils se sont donc même révélés inférieurs à ceux de l'Ukraine et nettement en deçà de la moyenne de 7,7 tonnes/ha enregistrée dans les 25 pays membres de l'UE. L'**alimentation animale** se base d'abord sur le maïs, avec une utilisation d'environ 5,6 millions de tonnes par an, en moyenne, pour la période allant de 2003/2004 à 2005/2006, puis sur le blé, avec 850 000 tonnes. Au cours de la même période, les **exportations** se sont chiffrées, en moyenne, à 1,1 million de tonnes par an et se sont composées de 520 000 tonnes de maïs, de 333 000 tonnes de blé et de 216 000 tonnes d'orge.

En **Bulgarie**, la **production céréalière** s'est établie à 4,9 millions de tonnes ces quatre dernières années. Le blé, avec une production moyenne de 2,8 millions de tonnes, est la principale culture, suivi du maïs (1,4 million de tonnes) et de l'orge (605 000 tonnes). Les rendements sont aujourd'hui supérieurs à ceux de la Roumanie. Pour le maïs, par exemple, ils ont atteint 3,8 tonnes/ha, en moyenne, les quatre dernières années. En Bulgarie, le maïs, avec une utilisation de 800 000 tonnes par an, en moyenne, pour la période comprise entre 2003/2004 et 2005/2006, constitue également l'**aliment de base du bétail**, suivi du blé (610 000 tonnes). Au cours de la même période, 750 000 tonnes de blé, 349 000 tonnes de maïs et 210 000 tonnes d'orge par an, en moyenne, ont été exportées.

Dans les deux pays, le tournesol est le principal oléagineux. Les **superficies consacrées au tournesol** ont considérablement augmenté après la chute du rideau de fer en 1991. La production de graines de tournesol s'est élevée, en moyenne, à 1,2 million de tonnes ces quatre

* Ce dossier spécial est reproduit avec la permission de ALFRED C. TOEPFER INTERNATIONAL (www.acti.de). Les points de vue exprimés ne reflètent pas nécessairement ceux de la FAO.

dernières années alors qu'elle dépassait à peine 556 000 tonnes en 1991. Les superficies consacrées à la culture du colza en Roumanie ont également progressé de manière significative. Le colza se cultive surtout dans la région située le long de l'extrémité méridionale des Carpates. Bien que la **production de colza** se soit chiffrée, en moyenne, à 64 000 tonnes au cours des quatre dernières années, les agriculteurs roumains ont produit des excédents de 160 000 tonnes en 2005 et 2006. Ce résultat s'explique principalement par l'augmentation de l'utilisation d'huiles végétales dans les 25 pays membres de l'UE. La Roumanie est ainsi devenue un **grand exportateur** vers l'Union européenne. Les **exportations de graines de tournesol** ont atteint, en moyenne, 345 000 tonnes pour la période comprise entre 2003/2004 et 2005/2006. Selon nos estimations, les exportations de colza à destination de l'Union européenne ont presque doublé pour la campagne de commercialisation en cours par rapport à il y a deux ans. Le potentiel d'exportation du colza pourrait toutefois fléchir dans les prochaines années si les projets de construction d'usines de biodiesel se concrétisent. La capacité de production est estimée à 290 000 tonnes de biodiesel.

En **Bulgarie**, les graines de tournesol, avec une production moyenne de 721 000 tonnes par an, sont de loin le principal oléagineux depuis 2003. Il s'agit également d'un produit d'exportation important, dont le volume annuel s'est élevé à 418 000 tonnes, en moyenne, pour la période comprise entre 2003/2004 et 2005/2006.

Les **rendements de céréales et d'oléagineux** fluctuent considérablement dans les deux pays en raison du climat continental qui se caractérise par des hivers rigoureux, des inondations éventuelles le long du Danube, du risque particulièrement élevé de pertes de récoltes dues au gel (qui dévastent, en moyenne, de 9 à 12 pour cent environ des céréales d'hiver en Roumanie) et enfin, par une sécheresse marquée durant l'été. De plus, compte tenu généralement de la petite taille des exploitations, les agriculteurs n'ont ni les liquidités, ni les compétences de gestion nécessaires pour compenser un tant soit peu les variations extrêmes de rendements. Les deux pays disposent toutefois d'un potentiel de production considérable. Comme dans de nombreux anciens pays socialistes, les rendements ont fluctué après 1991, non seulement d'une région à l'autre, mais aussi au sein d'une région donnée et d'une exploitation à l'autre. Même si nombre des anciennes fermes d'État n'obtiennent que de faibles rendements, les investisseurs étrangers ont prouvé qu'il était possible de les faire augmenter. À condition d'utiliser des intrants adéquats et d'optimiser les méthodes de production (dans des conditions météorologiques normales), il est tout à fait possible d'obtenir des rendements de 6 tonnes de blé, de 7 tonnes de maïs et de 2 tonnes de graines de tournesol l'hectare.

La **production porcine** a régulièrement augmenté en **Roumanie** ces dernières années. Le taux de croissance est de

5,3 pour cent, en moyenne, depuis 2000 et devrait s'établir, selon le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA), à 490 000 tonnes en 2006. L'expansion de la production est stimulée par une vive **demande intérieure**. La consommation de porc, par habitant, progresse de 8,8 pour cent par an depuis 2001 et devrait se chiffrer à 14,3 kg en 2006. Dans les 25 pays membres de l'UE, la consommation est à 43,5 kg par habitant. Globalement, selon l'USDA, la demande de porc s'élèvera à 778 000 tonnes en 2006. Outre la croissance de la consommation, les **importations** ont été multipliées par neuf depuis 2000. L'USDA table ainsi sur des importations de porc d'un volume de 288 000 tonnes, contre 263 000 tonnes en 2005 et 32 000 tonnes en 2000. Compte tenu de la faiblesse des salaires, de l'accroissement de la demande de porc, du moindre coût des matières premières et du bas prix de la terre, les investisseurs étrangers reconnaissent le potentiel de croissance intéressant de la Roumanie. Malgré la hausse de la production, les stocks de porc sont restés relativement stables au cours des deux dernières années. Fin 2005, 5,2 millions de têtes de bétail ont été recensées, contre 5,1 millions en 2002. Des changements structurels commencent cependant à être manifestes: on constate ainsi que le cheptel diminue sur les anciennes fermes d'État et qu'il augmente sur d'autres types d'exploitations.

En **Bulgarie**, la **production porcine** a diminué de plus de moitié entre 2000 et 2006. Selon les estimations publiées par l'USDA, la production se chiffrera à 81 000 tonnes en 2006, contre 224 000 tonnes en 2000. Ce résultat provient du recul de la consommation de porc, estimée à 105 000 tonnes en 2006, contre 263 000 tonnes six ans auparavant. L'utilisation de la viande de porc s'est toutefois stabilisée à ce niveau au cours ces deux dernières années. Selon l'USDA, la consommation, par habitant, s'établira à 7,9 kg en 2006. Comme en Roumanie, les élevages porcins sont de très petite taille et ne comptent chacun, en moyenne, que cinq animaux, contre 322 en Allemagne en mai 2006. Le nombre de porcs recensés totalisait 943 000, fin 2005, ce qui est pour ainsi dire autant que celui de l'État allemand de la Saxe-Anhalt.

Le manque d'application des normes d'hygiène dans les deux pays pose un problème, comme le prouve la peste porcine classique qui sévit depuis relativement longtemps en Roumanie et en Bulgarie. Rien qu'en 2006, plus de 500 cas ont été signalés en Roumanie. Une campagne de vaccination d'urgence des porcs élevés dans de petites fermes est en cours depuis début novembre et cette mesure sera étendue à toutes les grandes exploitations à partir du 1^{er} janvier 2007. Pour le moment, ces pays ont donc interdiction d'exporter des porcs sur pied, de la viande de porc et certains produits dérivés vers les 25 pays membres de l'UE.

Le **secteur de la volaille** en **Roumanie** a été plus dynamique ces dernières années. Il est intéressant de noter qu'en Roumanie, dix exploitations avicoles assurent 50 pour

cent de la production intérieure totale. Les normes de qualité et d'hygiène, tout comme les méthodes de production mises en œuvre sur ces exploitations, sont les mêmes qu'à l'Ouest. La volaille est donc élevée, nourrie, abattue et transformée sur les fermes elles-mêmes. En conséquence, la production nationale a augmenté de 10,5 pour cent par an, en moyenne, depuis 2000 et atteindrait, selon les estimations de l'USDA, 220 000 tonnes en 2006. Cette expansion est stimulée par la croissance de la consommation par habitant qui, augmente de 9,8 pour cent par an en moyenne depuis 2001 et devrait s'établir, toujours selon l'USDA, à 8 kg par habitant en 2006. À l'instar de la production, les importations ont également progressé et sont estimées à 125 000 tonnes en 2006, contre 25 000 tonnes en 2000. La production d'œufs, quant à elle, a stagné au cours des dernières années à 6 millions. De nombreux observateurs du marché constatent globalement le fort potentiel de croissance de l'industrie avicole en Roumanie et l'on s'attend donc à ce que le pays, aujourd'hui importateur net, devienne un exportateur net.

Comme en Roumanie, le **secteur avicole en Bulgarie** est un marché en plein essor. La concentration du marché se poursuit. Dix-sept pourcent des exploitations élèvent ainsi 60 pour cent des poulets de chair. Le nord-est du pays se caractérise par une forte densité de volailles. C'est également le grenier à céréales du pays, ce qui lui permet de disposer d'aliments pour animaux. Selon les estimations de l'USDA, la production intérieure de viande de volaille a été de l'ordre de 70 000 à 80 000 tonnes en 2005, contre 60 000 tonnes l'année précédente. Cet accroissement est en grande partie attribuable au niveau de consommation par habitant (environ 14 kg par an) qui est proche de celui de l'Union européenne (15,9 kg). Les importations se sont également intensifiées ces dernières années: 44 000 tonnes en 2005, contre 42 000 tonnes en 2004. La demande n'a fléchi brièvement qu'en raison de la crise aviaire entre fin 2005 et début 2006. Depuis mai 2006, cependant, cette tendance s'est interrompue. L'une des conséquences de la grippe aviaire s'est portée sur les abattoirs dont un grand nombre, dans l'impossibilité de répondre aux normes d'hygiène rigoureuses, ont dû fermer. Onze des 59 usines nationales de transformation de la viande de volaille ont ainsi mis un terme à leurs activités durant la crise aviaire en Bulgarie.

La **production laitière en Roumanie** a presque atteint 5,9 millions de tonnes en 2005, ce qui correspond à peu près au volume produit par l'Espagne. La production a enregistré une hausse de 2,2 pour cent par an, en moyenne, depuis 2000. Les petites exploitations produisent 97 pour cent du lait qui est destiné avant tout à l'autoconsommation ou à la vente directe. Les deux tiers de la production sont utilisés par les exploitations elles-mêmes ou vendues directement. Il est donc logique que l'Union européenne ait accordé un faible contingent laitier à la Roumanie (3,1 millions de tonnes). Le quota de livraison aux exploitations laitières

est fixé à 1,1 million de tonnes et à 2 millions de tonnes pour la vente directe. À l'heure actuelle, le Ministère de l'agriculture roumain prévoit que le quota de lait sera réparti entre environ 600 000 fermiers. La faiblesse de la production laitière s'explique essentiellement par la petite échelle de la structure agricole. Quatre-vingt-quinze pour cent des 1,2 million de producteurs laitiers roumains ne possèdent qu'une ou deux vaches. Les coûts liés au ramassage, au transport et au stockage du lait sont extrêmement lourds pour les agriculteurs. La qualité du lait laisse également souvent à désirer, ce qui interdit toute transformation ultérieure dans la filière. Une augmentation du contingent des livraisons de lait aux exploitations laitières ne sera possible que si l'on procède à un remaniement structurel du secteur au sein de l'agriculture roumaine. Les problèmes existent non seulement au niveau des exploitations, mais aussi des unités de transformation de lait. Fin octobre, sur un peu moins de 600 unités officielles de transformation en Roumanie, seules 59 répondaient aux normes de qualité rigoureuses de l'Union européenne. Il est prévu que 198 autres seront prochainement en mesure de s'y conformer.

La **consommation de viande bovine en Roumanie** a augmenté de 0,8 pour cent par an depuis 2001 et devrait s'établir, selon les estimations de l'USDA, à 4,9 kg par habitant en 2006. La production bovine est passée, durant la même période, de 200 000 tonnes à 208 000 tonnes, et les importations, de 215 000 tonnes à 240 000 tonnes.

En **Bulgarie**, les prévisions de l'USDA indiquent que la production de **lait** a atteint le volume satisfaisant de 1,5 million de tonnes en 2005, ce qui est proche de celle de la Saxe. Contrairement à la Roumanie, les livraisons de lait aux unités de transformation sont plus importantes. Elles s'élèvent en effet à deux tiers de la production, la moitié de la quantité restante étant destinée à la consommation des producteurs et l'autre moitié, à la vente directe. Conformément au traité d'adhésion, le contingent de lait pour la Bulgarie est de 979 000 tonnes, dont 772 000 tonnes pour livraisons aux unités de transformation. La Bulgarie rencontre les mêmes obstacles structurels que la Roumanie, mais les problèmes sont moins prononcés. Deux tiers des exploitants laitiers bulgares ne possèdent qu'un seul animal et les grandes exploitations agricoles ne détiennent que 10 pour cent du cheptel laitier. Les unités de transformation en Bulgarie sont donc confrontées aux mêmes problèmes de ramassage du lait que celles de la Roumanie.

Selon les estimations de l'USDA, la **consommation de viande bovine en Bulgarie** s'établira à 92 000 tonnes (2005: 104 000 tonnes). La demande a été couverte par les importations, d'un volume de 53 000 (69 000) tonnes, plus que par la production intérieure, estimée 35 000 (39 000) tonnes. La consommation par habitant a été de 5 kg par an ces dernières années.

Depuis 2000, le **cheptel bovin dans les deux pays**,

qui se chiffre à 3,6 millions de têtes, est resté stable et ne représente donc qu'environ 4 pour cent de celui des 27 pays membres de l'UE. De moyen à long terme, on s'attend à ce qu'il diminue dans les deux pays, en raison surtout de l'augmentation prévue de la production laitière par animal. Étant donné que le nombre de vaches diminuera, moins de veaux seront envoyés à l'engraissement. Il ne faudra pas non plus sous-estimer l'amélioration de la conversion alimentaire, et donc la moindre utilisation d'aliments pour le bétail par unité de lait ou de viande produite.

Cependant, d'autres facteurs sont importants pour maintenir le développement de la production animale. En plus de l'**amélioration de l'infrastructure**, qui se traduira par des prix d'intrants plus intéressants et l'amélioration de la commercialisation du lait et du nombre de bovins vendus pour l'abattage, le renforcement des normes d'hygiène jouera un rôle déterminant. Ces coûts supplémentaires représenteront un obstacle de taille pour de nombreuses petites exploitations et accéléreront la transition structurelle, notamment dans le secteur de la production animale. Le rapport de suivi de la Commission de l'Union européenne publié en septembre 2006 a permis d'inciter les deux pays à renforcer les mesures correctives afin de respecter la mise en œuvre de normes d'hygiène indispensables, notamment en ce qui concerne le ramassage et le traitement de carcasses d'animaux afin de réduire l'incidence de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB).

La **production d'aliments composés pour animaux** en **Roumanie** est estimée à 1,90 million de tonnes en 2006, contre 1,91 million de tonnes en 2005. Les aliments composés sont d'abord destinés à l'alimentation de la volaille, avec au moins 1,10 (1,08) million de tonnes, puis aux porcins, avec 740 000 (750 000) tonnes. En **Bulgarie**, la **production d'aliments composés** devrait se chiffrer à 685 000 (669 000) tonnes en 2006, dont 410 000 (397 000) tonnes pour la volaille et 220 000 (217 000) tonnes pour les porcins. Ces chiffres traduisent la place importante du marché avicole dans les deux pays. Les prévisions tablent à l'avenir sur une forte augmentation de la production d'aliments composés pour les bovins qui, pour le moment, ne joue qu'un rôle insignifiant dans les deux pays.

Une fois entrés dans l'**Union européenne**, les deux pays accepteront l'"acquis communautaire", c'est-à-dire les droits et les obligations qui lient tous les États membres au titre de l'Union européenne. La Commission de l'Union européenne s'attend à ce que la mise en œuvre de la Politique agricole commune induise une nette amélioration de la structure de la production agricole et des conditions de vie de la population rurale. La Bulgarie et la Roumanie disposent d'une enveloppe budgétaire de 5,4 milliards d'euros pour l'agriculture, répartie à hauteur de 3,9 milliards d'euros pour la Roumanie et de 1,5 milliard d'euros pour la Bulgarie. L'aide directe versée aux producteurs est un point central de cette politique, même s'il est possible de choisir

entre un paiement unique par exploitation et un paiement versé de manière uniforme par région. Le concept sur lequel se fonde le calcul du paiement unique par exploitation est très compliqué. Il est donc probable que le système, plus simple, du paiement uniforme par région soit appliqué, ce qui est le cas dans la quasi-totalité de l'UE des dix. Toutes les demandes d'aide directe sur une base régionale et les chèques pour l'élevage ont été inclus dans un même budget. Les fonds disponibles seront versés en fonction de la superficie agricole du pays et le montant calculé sera réglé sous la forme d'une aide régionale par hectare de surface cultivée. Les ressortissants d'autres pays membres de l'Union européenne acquéreurs de terrains agricoles et forestiers ne sont pas soumis à l'obligation d'accepter les droits et les obligations communes, mais doivent toutefois se conformer aux réglementations nationales pendant sept ans. Une réglementation différente s'applique seulement aux agriculteurs des États membres qui ont pris des terres à bail en Roumanie et en Bulgarie avant l'adhésion.

La **Roumanie** et la **Bulgarie** ont un **immense potentiel de production**, tant céréalière qu'animale. Les deux pays contribuent déjà à la production de l'Union européenne à hauteur d'environ 6 pour cent pour les céréales, de 11 pour cent pour les oléagineux, de 3 pour cent pour la viande bovine, de plus de un pour cent pour la viande porcine et de 3 pour cent pour la viande de volaille. De nombreux investisseurs étrangers, conscients de ce potentiel, ont déjà placé des capitaux. L'Union européenne encourage également ce développement par des programmes de soutien spéciaux qui prévoient, par exemple, une aide atteignant jusqu'à 50 pour cent des coûts d'investissement. Les abords immédiats du Danube, stratégiquement situés pour assurer la logistique des exportations et des approvisionnements, constituent des zones de production privilégiées. On peut donc prévoir que la Roumanie et la Bulgarie occuperont une place importante dans l'agriculture au sein de l'Union européenne. Il ne faut toutefois pas compter que cela se produise du jour au lendemain, mais à plus long terme.

IMPACT DES FOYERS DE MALADIES ANIMALES SUR LES MARCHES DU BÉTAIL: ANALYSE DE LA FAO

S'il est vrai que les maladies animales peuvent avoir des répercussions importantes au niveau local, l'interdépendance croissante des marchés du bétail a amené une prise de conscience de leurs effets élargis, en termes de coûts, pour le secteur de l'élevage dans le monde entier. L'intensification des épizooties a certainement contribué à aggraver l'instabilité des marchés, les cas les plus récents étant une récurrence de la fièvre aphteuse en Amérique du Sud, l'identification de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) dans plusieurs grands pays exportateurs et, plus particulièrement, la propagation croissante et préoccupante de la grippe aviaire (variété H5N1 notamment) dans le monde entier. Ces flambées épizootiques ont mis à l'épreuve la résilience des marchés mondiaux du bétail qui, pendant ces dix dernières années, ont enregistré leur taux de croissance le plus faible. Les embargos commerciaux sur la viande n'ont jamais été aussi fréquents et les craintes des consommateurs quant à la sécurité sanitaire de ces produits les incitent de plus en plus souvent à orienter leur consommation vers d'autres protéines animales. Alors que les gouvernements expriment des inquiétudes croissantes quant à l'impact socioéconomique de la prévention et de la lutte contre les maladies animales, la nature zoonotique du virus H5N1 contribue à accroître le coût de ces mesures, dictées par la possibilité d'une pandémie frappant les populations humaines.

Face aux défis politiques majeurs que les maladies animales représentent pour les producteurs, les industries de transformation de la viande et les décideurs du monde entier, la présente analyse contient un examen de la situation des principales maladies animales qui retiennent actuellement sur les marchés et évalue ensuite certains résultats provisoires de trois vastes scénarios concernant des foyers de grippe aviaire, de fièvre aphteuse et d'ESB¹. L'examen de nouveaux modèles de simulation permet d'identifier et d'évaluer certains aspects critiques des répercussions des épizooties sur les marchés. Il permet en particulier d'obtenir des estimations générales de référence concernant les coûts de ces maladies, au niveau des marchés et des échanges commerciaux, selon les différents scénarios, et il établit un cadre pour l'évaluation de certains des facteurs et des politiques susceptibles

d'influer sur l'impact des divers types de maladies animales sur le marché.

Foyers épizootiques: le point sur la situation

L'évolution récente des marchés de la viande a pour toile de fond une instabilité induite par les maladies animales et caractérisée ces dernières années par des chocs sur la consommation, par la variabilité de l'offre à l'exportation et par la volatilité des prix. L'arrivée de la grippe aviaire en Asie (avec des flambées à la fin de 2003 et au début de 2004) a coïncidé avec la découverte de cas d'ESB en Amérique du Nord, région qui assure près d'un quart des exportations mondiales de viande. Les épizooties de fièvre aphteuse survenues en Argentine et au Brésil et en Argentine à la fin de 2005 ont contribué à exacerber l'instabilité des marchés.

Grippe aviaire

La détection de nouveaux foyers de grippe aviaire dans les principales régions consommatrices d'environ 40 pays importateurs de volaille en Europe occidentale, au Proche-Orient et en Afrique à fin 2005/début 2006, a causé des chocs importants sur la consommation et s'est traduite par un déplacement des courants commerciaux, par un effondrement des prix et par une réaction de l'offre dans les pays infectés et non infectés. Les estimations font état de plus de 220 millions de volatiles abattus depuis l'apparition de la maladie, un chiffre qui ne représente cependant que moins de 1 pour cent des 52 milliards d'abattages de volaille effectués chaque année. Les effets de la grippe aviaire sur les marchés et le commerce sont le plus souvent étroitement liés à la consommation et à l'imposition de restrictions commerciales. Toutefois, dans la plupart des pays les moins avancés, les abattages et la mortalité élevée des volailles ont certainement eu un retentissement sur les moyens d'existence des ménages qui sont tributaires de ces volatiles. Par ailleurs, l'immobilisation et l'improductivité forcées des élevages avicoles atteints ont eu un impact négatif sur la rentabilité du secteur et sur la stabilité des marchés, avec un effet d'entraînement plus général au niveau des marchés mondiaux, du fait du retentissement des chocs sur la consommation et le commerce sur les prix de la viande et des intrants industriels dans le monde entier.

En Europe, des foyers de grippe aviaire ont été confirmés dans 25 pays, avec l'imposition d'embargos commerciaux pour les neuf pays où la présence de la maladie a été décelée dans la filière avicole nationale. Environ 69 pays ont décrété un embargo sur les produits avicoles en provenance des pays membres atteints au sein de l'Europe des 25. Onze de ces pays n'avaient pas adopté un principe régional, étendant ainsi les interdictions à tous les produits de l'UE. En sus des embargos liés au virus H5N1, des restrictions commerciales ont également été appliquées aux produits provenant des Pays-Bas après l'identification en août d'une souche de grippe aviaire faiblement pathogène dans un seul élevage.

¹ Dans le cadre de son projet de modélisation Cosimo, mis en œuvre en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la FAO a mis en place une meilleure couverture des marchés mondiaux de la viande, y compris les marchés Pacifique et Atlantique de la viande de bœuf et de porc (zones indemnes et non indemnes de fièvre aphteuse) et du secteur mondial de la viande de volaille. Ce modèle tient compte des principales politiques nationales et commerciales qui conditionnent les réactions du marché mondial, et il facilite l'analyse multiproduits grâce à des liens avec les principaux marchés des céréales, des graines oléagineuses et des produits dérivés et avec les marchés du lait et des produits laitiers.

Par effet des chocs à court terme sur la consommation dans l'Europe des 25, avec un recul oscillant entre 70 pour cent pour l'Italie, 40 pour cent pour la France et 0-10 pour cent pour d'autres pays membres, dans l'UE, les prix de la volaille avaient fléchi globalement de 15 pour cent à la fin de 2005.

Fièvre aphteuse en Amérique du Sud

Brésil: En octobre 2005, des foyers de fièvre aphteuse dans le secteur bovin ont été signalés dans deux États brésiliens, le Mato Grosso do Sul et le Paraná, qui assuraient jusque-là 50 pour cent des exportations brésiliennes de viande de bœuf. Des embargos ont été imposés par plus de 50 pays, mais l'impact global sur les exportations a été atténué par le caractère régional des interdictions décrétées par l'Union européenne et par la Fédération de Russie, bénéficiaires de près de la moitié des exportations de viande de bœuf du Brésil, et limitées aux deux États atteints. Le gouvernement devrait bientôt transmettre à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) la documentation nécessaire en vue de la réintégration du statut sanitaire de zone indemne de fièvre aphteuse avec vaccination. La période d'attente de six mois à respecter après l'élimination des derniers animaux dans les élevages atteints s'achève à la fin du mois de septembre. Grâce à la régionalisation des embargos à l'exportation, le secteur du bœuf a pu maintenir un volume d'exportations proche du niveau des années précédentes, les abattoirs ayant remplacé le bœuf provenant des États atteints par la production des États totalement indemnes de fièvre aphteuse, comme le Goiás, le Mato Grosso et le Minas Gerais. Ce processus de substitution a été facilité par la diversification du marché de l'exportation au Brésil, dont les produits sont destinés à plus de 150 pays.

Au Brésil, le **secteur porcin** a ressenti les effets de l'épizootie de fièvre aphteuse plus fortement que le secteur bovin, pourtant directement concerné, et cela bien que le pourcentage de la production destiné à l'exportation, 21 pour cent, soit similaire à celui de la viande de bœuf. Le secteur porcin est fortement tributaire du marché russe, destinataire de 65 pour cent des exportations totales de porc du Brésil. Cette situation, à laquelle s'ajoute la décision prise par le Gouvernement russe d'étendre l'interdiction au Santa Catarina (le seul État brésilien ayant le statut de zone totalement indemne de fièvre aphteuse sans vaccination) et au Rio Grande do Sul, a eu de graves répercussions pour le secteur, avec une baisse de 30 pour cent des prix sur le marché intérieur brésilien, bien en dessous des coûts de production. Une soixantaine de pays ont imposé des restrictions à l'importation de porc en provenance du Brésil. Les exportations auraient chuté de plus de 25 pour cent au cours du premier semestre de l'année en cours, mais le rétablissement des échanges entre le Rio Grande do Sul et la fédération de Russie à mi-année devrait entraîner une certaine reprise des exportations. Des tentatives de diversification des marchés vers des zones à fièvre aphteuse,

notamment Singapour, Hong Kong et d'autres marchés mineurs d'Afrique et d'Asie, ont été faites cette année.

Argentine: au début de février 2006, la fièvre aphteuse a été détectée dans la province de Corrientes. Depuis, l'Argentine a perdu son statut de zone indemne de fièvre aphteuse avec vaccination, une suspension qui pourrait durer 6 à 8 mois, le pays ayant réagi par l'abattage sanitaire d'environ 5 000 têtes de bétail (bovins principalement). L'impact sur les échanges a été réduit au minimum parce que, mis à part le Chili, la plupart des principaux marchés n'ont interdit que les importations en provenance de Corrientes, une province qui assure à peine 2 pour cent des exportations argentines de bœuf.

Encéphalopathie spongiforme bovine en Amérique du Nord

En 2003, des vaches atteintes d'ESB ont été détectées en Amérique du Nord, une région qui fournit près d'un quart des exportations mondiales de bœuf (pour une valeur de 4 milliards de dollars E.-U.). Depuis lors, les disponibilités exportables nettes de bœuf de la région ont sensiblement diminué, reculant d'environ 1 million de tonnes. Ce n'est que 30 mois environ après la détection de l'ESB au Canada (en mai 2003), puis aux États-Unis (en décembre 2003), que les plus importants marchés asiatiques du bœuf ont commencé à rétablir l'accès pour les coupes de bœuf en provenance de ces deux pays. L'impact économique de cet embargo prolongé sur les produits du bœuf d'Amérique du Nord est allé au-delà des effets immédiats sur les deux marchés touchés (voir plus loin), la diminution des disponibilités exportables ayant contribué à faire augmenter de près de 20 pour cent les prix du bœuf sur les marchés de la zone Pacifique (soutenus également par la hausse des cours de la volaille due à la grippe aviaire).

Les pertes de marché attribuables à l'ESB au Canada et aux États-Unis ont été inégales selon le niveau de dépendance de ces deux pays à l'égard des exportations et leur position commerciale nette. Par exemple, l'industrie bovine canadienne avait exporté 12 pour cent de ses animaux sur pied et près de 50 pour cent de sa production totale de viande de bœuf avant la détection d'un animal atteint d'ESB en mai 2003. Après plus de deux ans, et à hauteur d'un coût total estimatif de plus de 4 milliards de dollars E.-U., les exportations de viande sont progressivement en reprise. Les ventes à l'exportation d'animaux sur pied languissent car les exportations de vaches sont encore interdites; en revanche, les exportations de jeunes bovins rebondissent. Pendant la seule année 2003, la valeur des exportations canadiennes de bœuf et de bovins a fléchi de plus de 1 milliard de dollars E.-U. (400 millions de dollars E.-U. pour le bœuf et 700 millions de dollars E.-U. pour les bovins sur pied). Les États-Unis sont un pays importateur net de bœuf et de bovins sur pied et, bien qu'il s'agisse de l'un des principaux exportateurs mondiaux de viande

Normes de l'OIE concernant la reconnaissance des pays/zones indemnes de certaines maladies

Fièvre aphteuse:

Pour être reconnu comme étant indemne de fièvre aphteuse sans vaccination, un pays doit déclarer l'absence de tout foyer de fièvre aphteuse et de vaccination contre la maladie depuis 12 mois. Lorsqu'un foyer de fièvre aphteuse survient dans une zone indemne de la maladie où la vaccination n'est pas pratiquée, l'une des périodes d'attente suivantes est exigée:

- 3 mois après le dernier cas d'abattage sanitaire
- 3 mois après l'abattage de tous les animaux vaccinés, là où l'abattage sanitaire est imposé
- 6 mois après le dernier cas ou la dernière vaccination, là où l'abattage sanitaire n'a pas été appliqué.

En cas de survenue d'un foyer de fièvre aphteuse dans une zone indemne de la maladie où est pratiquée la vaccination, l'une des périodes d'attente suivantes est exigée:

- 6 mois après le dernier cas, là où l'abattage sanitaire est appliqué
- 18 mois après le dernier cas, là où l'abattage sanitaire n'est pas appliqué.

Grippe aviaire:

Pour être considérés comme un pays, une zone ou un compartiment indemnes de grippe aviaire, aucune infection ne doit y avoir été décelée dans les 12 derniers mois. Si une infection survient dans une zone précédemment reconnue indemne, le statut de zone indemne peut être recouvré 3 mois après l'achèvement des opérations d'abattage sanitaire. Les volailles infectées par des virus faiblement pathogènes peuvent être gardées en vue de leur abattage à des fins de consommation ou d'un abattage sanitaire, et le statut de zone indemne peut alors être recouvré au terme d'une période d'attente de 3 mois après la désinfection de toutes les exploitations atteintes.

Encéphalopathie spongiforme bovine:

Le statut de la population bovine d'un pays, d'une zone ou d'un compartiment au regard du risque d'ESB est déterminé sur la base d'une appréciation du risque, qui est effectuée chaque année et qui identifie tous les facteurs potentiels d'apparition de l'ESB, ainsi que l'historique de chacun d'eux. Ces facteurs sont notamment le régime alimentaire, les déplacements d'animaux sur pied et l'importation de produits dérivés du bœuf. Si l'existence d'un risque d'ESB est établie, une documentation complète prouvant la destruction totale de tous les bovins concernés doit alors être fournie. Toute allégation de risque négligeable ou maîtrisé doit être justifiée.

Zonage, régionalisation et compartimentation:

La régionalisation (ou le zonage) et la compartimentation sont des procédures mises en œuvre par un pays en vue de préserver le statut zoosanitaire distinct d'une zone géographique ou d'une sous-population (dans le cas d'une compartimentation) spécifique aux fins des échanges internationaux. Le pays exportateur définit cette zone ou ce compartiment au regard de la maladie considérée et des mesures recommandées par l'OIE avec le pays importateur reconnaissant ce statut.

de bœuf, leurs exportations ne représentent que 10 pour cent de la production. À la suite de la détection de deux vaches atteintes d'ESB, la valeur des exportations de viande de bœuf des États-Unis a fléchi de 2,6 milliards de dollars E.-U. en 2004, tandis que l'absence du bœuf américain sur les marchés mondiaux a contribué à faire augmenter les cours internationaux. Les prix intérieurs sont toutefois restés relativement élevés du fait de l'ajustement des importations. Cette situation contraste avec les effets ressentis au Canada dont la plus forte dépendance à l'égard du marché international des exportations, comme indiqué plus haut, s'est immédiatement traduite par une chute d'environ 50 pour cent du prix des bovins, et par un fléchissement de 33 pour cent en 2003 des recettes tirées des gros bovins et des veaux par rapport au niveau de l'année précédente (Statistique Canada, 2004).

Scénarios d'épizooties: quelques résultats des modèles appliqués

Il n'existe pas de cadre conceptuel établi pour l'analyse du coût global des maladies animales; toutefois, les pertes de marché occasionnées aux producteurs, selon les divers scénarios de foyers épizootiques, peuvent être estimées par simulation de modèles. Les résultats pourraient être utilisés par les gouvernements membres et les organisations internationales pour l'évaluation des interventions stratégiques visant à réduire le coût global.

La présente section fournit une estimation provisoire des effets des foyers de maladies animales sur la production, la consommation, les échanges internationaux et les prix en ce qui concerne la grippe aviaire en Europe, la fièvre aphteuse au Brésil et l'ESB en Amérique du Nord. L'analyse porte sur les points suivants: 1) le rôle des caractéristiques

du marché dans la détermination des pertes de marché pour chaque pays; 2) l'incidence des politiques de régionalisation sur le coût de ces maladies; 3) la nature des réactions des consommateurs quant à leur influence sur les pertes de marché; et 4) les effets différenciés de certaines maladies animales sur le marché.

Le caractère hétérogène des produits carnés et des marchés de la viande complique la modélisation du secteur et l'interprétation des résultats doit en tenir compte. Par exemple, les marchés mondiaux de la viande de bœuf et de porc sont considérés comme étant constitués d'au moins trois segments. Ces marchés, à savoir le marché Pacifique, le marché Atlantique et le marché des pays à fièvre aphteuse endémique, ont été établis au fil du temps, généralement en fonction du statut sanitaire des divers pays au regard de la fièvre aphteuse, mais aussi sur la base de courants et d'accords commerciaux^{2/3}.

Scénarios de grippe aviaire

Divers scénarios concernant les effets de la grippe aviaire sur les marchés et sur les échanges commerciaux ont été analysés:

- Variation de la demande mondiale sous l'effet de la grippe aviaire, avec une perte de 10 pour cent de la consommation mondiale de volaille au profit d'autres viandes⁴.
- Foyers de grippe aviaire dans l'UE: deux scénarios prévoyant des pertes à l'exportation sur une période de six mois⁵, sans incidence sur la consommation dans le premier cas, et entraînant un recul de 10 pour cent de la consommation dans l'UE dans le second cas.
- Foyers de grippe aviaire au Brésil: des pertes à l'exportation pendant six mois, sans incidence sur la consommation.

² En 2004-05, les marchés de la zone Pacifique représentaient quelque 46 pour cent des exportations mondiales de viande de bœuf et 68 pour cent de celles de viande de porc, tandis que les marchés de la zone Atlantique ont assuré 51 pour cent des exportations mondiales de viande de bœuf et 29 pour cent de celles de viande de porc, la part résiduelle revenant aux marchés peu importants des pays à fièvre aphteuse endémique.

³ En général, le marché de la zone Pacifique pour le bœuf comprend l'Amérique du Nord et l'Amérique centrale, l'Océanie, le Japon, la Corée du Sud, la Thaïlande et une partie des marchés chinois et indonésien; ce marché est identique pour la viande de porc, mais comprend aussi les Philippines et les pièces de qualité supérieure de l'Union européenne. Le marché de la zone Atlantique pour le bœuf comprend l'Amérique du Sud, la Malaisie, le Viet Nam, divers pays d'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, l'Europe de l'est et la partie restante des marchés chinois et indonésien; pour la viande de porc, on inclut également les pièces de qualité inférieure de l'Union européenne. Le marché des pays à fièvre aphteuse endémique constitue le marché résiduel.

⁴ Cette « variation » est interprétée comme une modification du barème de demande telle qu'à égalité de prix et de revenus pour les consommateurs, la consommation de viande de volaille est réduite de 10 pour cent.

⁵ Moyenne annuelle équivalente d'un embargo total à l'exportation d'une durée de 6 mois.

- Foyers de grippe aviaire aux États-Unis: des pertes à l'exportation pendant six mois, sans incidence sur la consommation.

Les résultats sont analysés par rapport aux projections de référence pour 2006 et présentés dans les tableaux 1 à 4.

Impact de la grippe aviaire sur la consommation mondiale

L'impact sur les marchés mondiaux et les échanges commerciaux de l'évolution des préférences des consommateurs au détriment de la viande de volaille dans tous les pays est mis en évidence dans le scénario 1 qui simule l'effet d'une baisse de 10 pour cent de la consommation mondiale de volailles au profit des autres viandes (voir tableau 1) en 2006. Au cours de la première année, les échanges de produits avicoles reculent de 13 pour cent et les cours mondiaux de près de 7 pour cent. La production et la consommation mondiales de viande de volaille ralentissent d'environ 6 pour cent. Considérant la réaction tardive de l'offre d'autres viandes, les prix augmentent considérablement, avec une hausse de 10 à 20 pour cent des cours de la viande de bœuf et de porc sur les marchés Atlantique et Pacifique. Les prix des aliments pour animaux fléchissent à la suite de la contraction de la production avicole, tandis que la production des autres viandes demeure pratiquement stable pendant la première année. Toutefois, lorsqu'il est projeté aux années suivantes, le modèle montre la capacité de réaction des marchés mondiaux aux perturbations, avec un rebond de la demande d'aliments pour animaux par effet de l'augmentation de la production des autres viandes. Il apparaît clairement que des variations de la consommation de viande aussi fortes que celles qui sont enregistrées actuellement sur les marchés mondiaux de la volaille ont des répercussions sur l'ensemble de l'économie agricole au sens large.

Foyers de grippe aviaire dans l'Union européenne

Dans le scénario 2a, une diminution simulée des exportations européennes de volaille, écoulées à court terme sur le marché intérieur, comporte un fléchissement de près de 4 pour cent des prix de la volaille dans l'union européenne. À la suite d'un recul de 7 pour cent de la production, la pénurie de viande blanche de volaille donne lieu à un renforcement des importations. Alors que les concurrents entrent en action pour pallier une offre mondiale insuffisante, les prix de la volaille sur le marché international augmentent de près de 2 pour cent, tandis que les effets de substitution entraînent une hausse des prix de la viande de bœuf et de porc. Le scénario 2b ne se distingue du précédent que par l'hypothèse d'une contraction de 10 pour cent de la consommation dans l'Union européenne (c'est-à-dire d'une modification du barème de demande) répartie proportionnellement aux autres viandes. Selon ce scénario, les prix de la volaille reculent de plus de 6 pour cent, la production avicole de

Tableau 1. Scénario 1 – Baisse de 10 pour cent de la consommation mondiale de volaille

	Monde	Pays développés	Pays les moins avancés	Autres pays en développement
VOLAILLE				
Production	-5.8	-4.7	-5.5	-6.7
Consommation	-5.8	-5.5	-6.2	-6.0
Importations		-16.2	-8.0	-12.3
Exportations	-13.3	-7.7	n.a.	-18.9
COURS MONDIAUX:				
Volaille	-6.7			
Viande de porc, zone Atlantique	14.9			
Viande de porc, zone Pacifique	18.8			
Viande de boeuf, zone Atlantique	15.8			
Viande de boeuf, zone Pacifique	10.7			
Mais	-3.2			
Farine d' oléagineux	-3.3			

Notes: Dans ce scénario, la baisse de 10 pour cent de la consommation de volaille est compensée par une augmentation proportionnelle de celle des autres viandes sur la base des parts de consommation mondiales de 2004/2005. L'indication «ind» signifie que des chiffres ne sont pas disponibles pour les pays les moins avancés en raison du volume, particulièrement réduit de leurs exportations.

près de 12 pour cent et la consommation de 7 pour cent environ. La variation de la consommation affecte le marché intérieur de la viande de porc et, compte tenu du retard physiologique qui limite la réaction de l'offre au cours de la première année, les prix augmentent de près de 12 pour cent. Les prix de la viande de porc sur le marché Pacifique, qui est la principale destination du porc l'Union européenne, ne progressent que de 1 pour cent, compte tenu des disponibilités réduites de l'Union européenne pour ce marché. Dans le secteur du bœuf, l'augmentation de la consommation renforce les importations du marché Atlantique, déterminant une hausse de 3,5 pour cent du prix du bœuf sur ce marché. Les effets d'une variation sensible des modèles de consommation de viande en Europe sur les prix et sur les échanges commerciaux favorisent un accroissement des exportations de volaille du Brésil et des États-Unis. Enfin, alors que dans le premier scénario les recettes commerciales des producteurs (calculées sur la base des variations des prix et de la production) fléchissent d'environ 11 pour cent (soit quelque 1,2 milliard d'euros), elles reculent en revanche de près de 18 pour cent (soit près de 2,1 milliards d'euros) lorsque la consommation de viande de volaille diminue.

Foyers hypothétiques de grippe aviaire au Brésil et aux États-Unis

Les scénarios 3 et 4 évaluent des flambées hypothétiques de grippe aviaire au Brésil et aux États-Unis (voir les tableaux 3 et 4). Sans surprise, considérant la part importante de ces pays dans les échanges mondiaux, les implications de ces scénarios pour les marchés internationaux de la volaille ont été plus fortes que dans le cas de l'Union européenne, qui

n'assure que 10 pour cent du commerce mondial. Ces deux exemples montrent comment les perturbations du marché diffèrent d'un pays à l'autre selon leurs liens relatifs avec les marchés internationaux. Une réduction de 50 pour cent des exportations du Brésil, qui vend à l'extérieur environ 30 pour cent de sa production, entraîne une diminution de 10 pour cent du prix des volailles sur le marché intérieur. D'autre part, considérant que le degré de dépendance du secteur à l'égard des exportations est inférieur aux États-Unis, où les exportations (constituées presque exclusivement de viande brune de volaille à bas prix) ne représentent que 15 pour cent de la production intérieure, la même perte proportionnelle de marchés d'exportation devrait faire reculer la production et les prix de quelque 7 pour cent. La leçon évidente de ces scénarios est qu'une plus forte participation d'un pays aux marchés internationaux expose celui-ci à un « risque d'accès aux marchés » proportionnellement plus élevé; par exemple, le risque prix/ventes qui est associé à une plus forte dépendance à l'égard des exportations. Selon ces deux scénarios, les pertes de recettes commerciales, compte tenu d'une interdiction d'exporter d'une durée de six mois, sont de 20 pour cent pour le Brésil, contre environ 14 pour cent pour les États-Unis. Les répercussions sur les marchés internationaux sont bien entendu fonction des parts de marché respectives, de l'importance du commerce extérieur par rapport à l'industrie globale et de la destination des courants commerciaux.

Tableau 2. Effets de foyers de grippe aviaire dans l'Union européenne sur les marchés et les échanges commerciaux**SCÉNARIO 2A – FOYERS DE GRIPPE AVIAIRES DANS L'UE: AUCUNE VARIATION DES PRÉFÉRENCES DE CONSOMMATION**

	Monde	UE	Brésil	Etats Unis	Pays développés	Pays les moins avancés	Autres pays en développement
<i>Variation en pourcentage</i>							
VOLAILLE							
Production	-0.2	-7.0	2.1	0.4	-2.0	1.0	1.3
Consommation	-0.2	0.8	-1.3	0.0	0.3	-0.8	-0.6
Importations		37.1	0.0	0.0	9.3	-3.9	-8.6
Exportations	-0.6	-50	10.2	2.5	-12.2	n.a.	10.9
PRIX:							
Volaille	1.6	-3.8	2.1	0.3			
Viande de porc	0.0	-1.2	0.4	0.0			
Viande de boeuf	0.0	-0.6	0.0	0.1			

SCÉNARIO 2B FOYERS DE GRIPPE AVIAIRE DANS L' UE: DIMINUTION DE 10 POUR CENT DE LA CONSOMMATION DE VIANDE DE VOLAILLE

	Monde	UE	Brésil	Etats Unis	Pays développés	Pays les moins avancés	Autres pays en développement
<i>% change</i>							
VOLAILLE							
Production	-1.0	-11.9	1.5	0.6	-3.4	0.9	1.0
Consommation	-1.0	-6.6	-0.3	0.2	-1.7	-0.9	-0.4
Importations		-0.4	0.0	0.0	3.0	-4.5	-8.5
Exportations	-3.2	-50	5.8	3.0	-12.3	n.a.	5.8
PRIX:							
Volaille	1.2	-6.2	1.5	0.5			
Viande de porc	1.5	11.8	-0.1	1.5			
Viande de boeuf	3.6	4.7	3.6	0.6			

Notes: Application aux projections de référence pour 2006. Hypothèse d'embargos commerciaux d'une durée de six mois. Résultats en données annuelles. Pour l'Union européenne, les prix mondiaux de référence utilisés sont ceux de la viande de porc sur le marché Pacifique et ceux de la viande de bœuf sur le marché Atlantique.

Tableau 3. Scénario 3 – Foyers hypothétiques de grippe aviaire au Brésil: aucune diminution de la consommation

	Monde	UE	Brésil	Etats Unis	Pays développés	Pays les moins avancés	Autres pays en développement
<i>% change</i>							
VOLAILLE							
Production	-0.1	-1.8	-9.8	0.2	0.6	1.4	-0.6
Consommation	-0.1	-0.6	5.7	-0.1	-0.2	-0.9	0.0
Importations		25.0	0.0	0.0	-2.5	-3.3	-9.7
Exportations	-6.3	8	-50	1.5	3.9	n.a.	16.7
PRIX:							
Volaille	3.4	2.7	-9.7	0.4			
Viande de porc, zone Atlantique		-3.0	0.8	-3.0	0.0		
Viande de boeuf	-1.7	0.4	-1.7	0.1			

Notes: Application aux projections de référence pour 2006. Hypothèse d'embargo commercial d'une durée de six mois. Résultats en données annuelles.

Tableau 4. Scénario 4 – Foyers hypothétiques de grippe aviaire aux États-Unis: Aucune diminution de la consommation

	Monde	UE	Brésil	Etats Unis	Pays développés	Pays les moins avancés	Autres pays en développement
	<i>% change</i>						
VOAILLE							
Production	0.0	3.5	3.2	-6.6	-2.2	2.2	1.7
Consommation	0.1	-0.4	-1.7	1.3	0.4	-2.3	-0.1
Importations		-20.2	0.0	0.0	-3.3	-11.6	-5.6
Exportations	-6.2	23	15.0	-50	-25.3	n.a.	12.8
RIX:							
Volaille	2.3	1.8	3.0	-6.8			
Viande de porc	0.7	0.5	0.7	-1.4			
Viande de boeuf	0.9	0.3	0.9	-2.1			

Notes: Application aux projections de référence pour 2006. Hypothèse d'embargo commercial d'une durée de six mois. Résultats en données annuelles.

Scénarios de fièvre aphteuse: l'impact de la régionalisation

Les effets d'une épizootie de fièvre aphteuse au Brésil sur le marché et sur les échanges ont été évalués pour la période biennale 2006-2007. Les scénarios 5a et 5b mettent en lumière l'impact différentiel possible d'un foyer épidémique selon que, en application d'un principe de régionalisation reconnu par l'OIE, l'embargo sur la viande de bœuf imposé par les pays importateurs ne concerne que les produits en provenance des régions atteintes, ou bien au contraire que le scénario ne reconnaisse pas ce principe et comporte donc un embargo total aux importations provenant de l'ensemble du pays, et non pas de la seule région atteinte (tableau 5). Dans le cas du Brésil, qui est le principal exportateur mondial de bœuf, la différence prévue dans le volume des exportations par effet de la régionalisation, telle qu'elle apparaît pour l'année 2006, est notable; dans un marché régionalisé, les exportations de viande de bœuf et de porc marquent une contraction d'environ 9 et 60 pour cent respectivement, contre un fléchissement de 100 pour cent des exportations pour les deux produits concernés, dans une hypothèse de non-régionalisation.

Selon le scénario de régionalisation⁶ (voir les résultats au tableau 5), le recul d'environ 10 pour cent des exportations de viande de bœuf en 2006 s'accompagne d'une baisse de 16 pour cent des prix du marché lors de la première année. La production intérieure diminue de moins de 1 pour cent la première année, grâce à un déplacement des produits vers le marché national; toutefois, la perte totale de recettes commerciales est estimée à 16-17 pour cent des rentrées de la première année. Le recul de la production au cours

de l'année suivante détermine un redressement des prix intérieurs aux niveaux précédemment prévus, avec des pertes de recettes limitées à 2,5 pour cent. Les prix de la viande de bœuf sur les marchés de la zone Atlantique, sur la base des prix argentins à l'exportation, augmentent de près de 7 pour cent, par effet de la contraction de l'offre à l'exportation pour ce marché la première année, avec un raffermissement de 2 pour cent seulement l'année suivante. Les effets au niveau du marché s'atténuent progressivement, à mesure que l'accès au marché se rétablit du fait de la levée des interdictions. Concernant le secteur de la viande de porc, une contraction de près de 60 pour cent des exportations entraîne un recul de 26 pour cent des prix intérieurs la première année. Les producteurs répondent à cette chute des prix par une réduction de 9,5 pour cent de la production l'année suivante, en 2007. Considérant la part importante du Brésil sur le marché Atlantique de la viande de porc, les prix de ce produit dans cette zone augmentent de plus de 60 pour cent la première année, marquant une progression plus modérée l'année suivante.

Dans une hypothèse de non-régionalisation, l'impact d'une épizootie de fièvre aphteuse au Brésil serait considérable. Un embargo total simulé sur les exportations en 2006 détermine une chute de plus de 50 pour cent des prix intérieurs de la viande de bœuf et de porc, du fait de l'écoulement de toutes les exportations sur le marché local. Les recettes commerciales tirées de la viande de bœuf fléchissent de près de 60 pour cent la première année, puis de 22 pour cent l'année suivante, par rapport aux projections de référence. La situation est plus grave en ce qui concerne la viande de porc, avec des pertes de recettes estimées à 56 pour cent la première année, et à 28 pour cent l'année suivante. Les prix réagissent vivement au recul considérable de l'offre sur les marchés de la viande de bœuf et de la

⁶ Embargo sur les exportations des deux États touchés par la maladie.

Tableau 5. Foyers de fièvre aphteuse: l'impact de la régionalisation sur les échanges commerciaux – le cas du Brésil

	Scenario 5a: avec régionalisation:				Scenario 5b: sans régionalisation:			
	Monde		Brésil		Monde		Brésil	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007
IMPACT SUR LE SECTEUR DE LA VIANDE DE BOEUF								
Production	0.0	-0.2		-2.7	0.2	-0.4	-4.0	-13.4
Consommation	0.0	-0.2	1.8	-0.7	0.2	-0.4	24.9	12.6
Importations			0.0	0.0			0.0	0.0
Exportations	-1.3	-0.9	-9.6	-9.0	-8.7	-6.6	-100	-100
IMPACT SUR LE SECTEUR DE LA VIANDE DE PORC								
Production	0.0	0.2	0.0	-9.5	0.0	0.3	0.0	-20.2
Consommation	0.0	0.1	14.3	2.2	0.0	0.2	23.9	-1.6
Importations			0.0	0.0			0.0	0.0
Exportations	0.4	-2.8	059.7	-59.6	-0.1	0.7	-100	-100
PRIX								
Viande de porc	62.8	2.6	-26.4	-3.8	83.0	61.1	-50.1	-8.6
Volaille	-0.5	0.1	-0.6	0.1	-1.8	-0.5	-2.3	-0.7
Viande de boeuf	6.5	2.1	-15.6	0.3	76.1	50.0	-56.0	-27.5
Aliments pour animaux	0.0	0.8	0.0	0.3	-0.1	1.4	0.0	0.5

Scénario 5a: Embargos régionaux sur trois États: diminution de 200 000 tonnes des exportations de viande de bœuf et recul de 60 pour cent des exportations de viande de porc.

Scénario 5b: Embargo total sur la viande de bœuf brésilienne: diminution de 100 pour cent des exportations de viande de bœuf et de viande de porc.

viande de porc de la zone Atlantique, enregistrant une hausse d'environ 80 pour cent sur chacun de ces marchés. Le colmatage des écarts de prix entre les segments de marché donne lieu à des changements importants dans la structure des échanges internationaux, les participants aux marchés haut de gamme de la zone Pacifique exportant également vers les marchés Atlantique à mesure que les prix augmentent dans cette zone. Ce scénario met en relief le rôle crucial que jouent les politiques de régionalisation, non seulement en stabilisant le marché intérieur d'un grand pays exportateur, mais aussi en limitant l'instabilité des prix sur les marchés internationaux. Bien entendu, les avantages qui découlent de l'application du principe de régionalisation par les pays partenaires sont d'autant plus grands que la dépendance du pays touché par l'épizootie à l'égard des exportations et la part du marché mondial qu'il détient sont importantes.

L'ESB en Amérique du Nord: réadaptation aux marchés internationaux

Les effets de l'ESB au Canada et aux États-Unis ont fait l'objet de plusieurs études d'évaluation. La principale conséquence de cette épizootie a été une réduction annuelle d'un million de tonnes environ de l'offre de viande de

bœuf à l'exportation de ces pays sur le marché Pacifique. Le fléchissement considérable des prix intérieurs sous l'effet d'une offre excédentaire au niveau local, au Canada principalement, mais aussi aux États-Unis, a entraîné une contraction du secteur. Avec la levée des embargos, tout d'abord entre ces deux pays dont le commerce bilatéral est important, puis de la part des importateurs des marchés Pacifique, le secteur nord-américain de la viande de bœuf retourne peu à peu à la situation antérieure, préalable à la crise de l'ESB. L'enjeu réside bien entendu dans les effets à long terme d'embargos commerciaux prolongés, dans la capacité des secteurs touchés à se rétablir et à retrouver leurs parts du marché mondial, ainsi que dans des incitations plus générales pour des investissements à long terme dans le secteur.

Pour évaluer les effets d'un rétablissement des parts de marché, les projections de référence qui prévoyaient la levée des embargos commerciaux sont confrontées à la simulation d'un prolongement de ces interdictions pour une durée indéterminée. La différence entre ces deux scénarios offre une évaluation de l'impact de l'épizootie d'ESB en Amérique du Nord sur les marchés mondiaux du bœuf et une mesure des temps d'adaptation des marchés à la levée des embargos.

La figure 1 illustre la réponse du secteur, aux États-Unis et au Canada, à l'horizon 2015, une fois les interdictions levées, par rapport à une situation de maintien des embargos. Ce scénario met en lumière la réactivité de la production nord-américaine de bœuf à une hausse des prix intérieurs associée au relâchement de l'embargo. En effet, les temps d'ajustement de la production sont très lents et vont au-delà des dix années considérées. La production n'est supérieure que de 6 pour cent au niveau qui aurait été atteint en cas de maintien des embargos commerciaux. La reprise du secteur lui permet de fournir au marché Pacifique le million de tonnes perdu par effet des interdictions. Cela favorise une hausse de 5 à 10 pour cent des prix intérieurs sur le marché nord-américain pendant la période considérée, tandis que les cours fléchissent de 15 à 20 pour cent sur le marché Pacifique, par rapport à une situation de maintien des interdictions.

Conclusions

Le présent document a examiné la situation des trois principales maladies épizootiques, à savoir la grippe aviaire, la fièvre aphteuse et l'ESB, qui ont été des causes majeures d'instabilité des marchés de la viande et des échanges commerciaux ces trois dernières années. En s'appuyant sur un nouveau cadre de modélisation, le document présente les résultats de trois grands scénarios d'épizooties et tire des leçons concernant les facteurs qui influent de manière

déterminante sur les pertes de marché dues aux maladies animales et leur impact sur les marchés mondiaux.

Les conclusions préliminaires de l'étude sont notamment les suivantes:

- Les réactions du marché international aux foyers épizootiques sont essentiellement liées au type de maladie, à l'attitude des consommateurs, aux dimensions du marché concerné et aux liens commerciaux. Bien entendu, le retentissement des maladies animales en termes de pertes de marché est plus fort pour les pays dans lesquels le foyer survient, et il est proportionnel à la dépendance du pays à l'égard des exportations. La prévalence de la segmentation du marché selon les maladies animales, comme celle qui existe pour le bœuf et pour la viande de porc, contribue à renforcer l'impact international des épizooties pour ces segments de marché.
- Les réactions des consommateurs jouent un rôle important dans la détermination de l'ampleur des pertes de marché associées aux épizooties, avec des effets négatifs considérables sur les pays exportateurs non atteints par la maladie. Des politiques gouvernementales visant à soutenir la confiance des consommateurs pourraient permettre de réduire les pertes de marché, limitant ainsi les répercussions sur les marchés, dans les pays et au niveau mondial.

Figure 1. Scénario d'ESB: Effets de la levée des embargos sur les échanges commerciaux

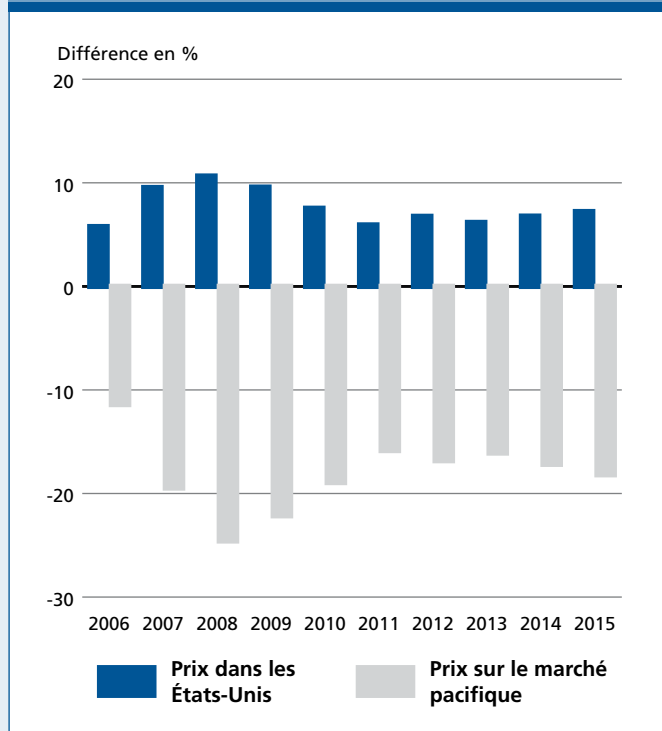
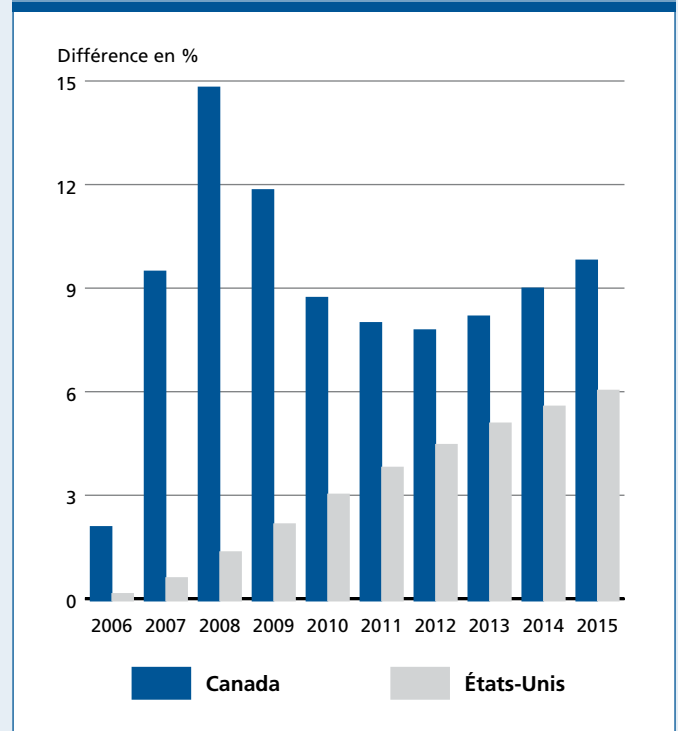


Figure 2. Scénario d'ESB: Réaction de la production à la suite de la levée des embargos



Notes: les diagrammes montrent la différence en pourcentage entre une situation de base dans laquelle les embargos à l'égard de l'Amérique du Nord sont maintenus et un scénario prévoyant la levée de ces interdictions.

- La régionalisation constitue un instrument très efficace pour limiter les pertes de marché des pays qui connaissent une flambée épizootique, et pour stabiliser les marchés internationaux. Cela a été le cas pour le Brésil et l'Argentine, où les effets potentiels des foyers de fièvre aphteuse sur les marchés auraient pu être extrêmement graves si les pays importateurs n'avaient reconnu les zones atteintes au sein de ces pays.
- Le rétablissement de l'équilibre des marchés à la suite d'un important foyer épizootique varie selon la maladie et le produit carné. Les marchés avicoles rebondissent très rapidement, grâce à une prompt réponse du secteur au niveau de l'offre, contrairement aux marchés du bœuf qui peuvent avoir besoin d'une décennie pour retrouver leur équilibre.

Statistical appendix

Tableau A1	Statistiques sur le blé	56
Tableau A2	Statistiques sur les céréales secondaires	57
Tableau A3	Statistiques sur le maïs	58
Tableau A4	Statistiques sur l'orge	59
Tableau A5	Statistiques sur le sorgho	60
Tableau A6	Statistiques sur d'autres céréales secondaires	60
Tableau A7	Statistiques sur le riz	61
Tableau A8	Disponibilités et utilisation de céréales dans les principaux pays exportateurs	62
Tableau A9	Statistiques globales sur les cultures oléagineuses	63
Tableau A10	Statistiques globales sur les huiles et matières grasses	64
Tableau A11	Statistiques globales sur les farines et tourteaux	65
Tableau A12	Statistiques sur la viande bovine	66
Tableau A13	Statistiques sur la viande ovine	67
Tableau A14	Statistiques sur la viande porcine	68
Tableau A15	Statistiques sur la viande de volaille	69
Tableau A16	Statistiques globales sur la viande	70
Tableau A17	Statistiques sur le lait et les produits laitiers	71
Tableau A18	Statistiques sur le sucre	72
Tableau A19	Sélection de cours internationaux du blé et des céréales secondaires	73
Tableau A20	Prix à terme du blé et du maïs	73
Tableau A21	Sélection de cours internationaux du riz et indices des prix	74
Tableau A22	Sélection de cours internationaux des produits oléagineux et indices des prix	74
Tableau A23	Sélection de cours internationaux du lait et des produits laitiers et indices des prix	75
Tableau A24	Sélection de cours internationaux de la viande	75
Tableau A25	Sélection de cours internationaux de la viande et indices FAO des prix	76
Tableau A26	Sélection de cours internationaux de produits	76
Tableau A27	Taux de fret maritime pour le blé	77
Tableau A.28	Fourchette des prix au comptant des engrais	77

NOTES SUR LES STATISTIQUES

Généralités

- Les estimations et prévisions de la FAO sont fondées sur des sources officielles et non officielles.
- Dans tous les tableaux qui figurent en appendice, les colonnes en ombré représentent les prévisions de la FAO, et les autres les estimations de la FAO.
- Les estimations concernant les importations mondiales ne correspondent pas toujours à celles des exportations mondiales, principalement du fait que les expéditions et les livraisons ne sont pas nécessairement effectuées pendant la même campagne commerciale.
- Les tonnes sont exprimées dans le système métrique.
- Tous les totaux sont calculés à partir de chiffres non arrondis.
- Les totaux régionaux peuvent inclure des estimations pour des pays qui ne figurent pas dans la liste.
- Les estimations concernant la Chine comprennent également celles pour la Province de Taïwan, sauf indication contraire.
- ‘-’ signifie nul ou négligeable.

Production

- Céréales: Les chiffres portent sur l'année civile pendant laquelle a lieu la récolte ou l'essentiel de la récolte.
- Sucre: Les chiffres se rapportent au sucre centrifugé provenant de la canne ou de la betterave à sucre et sont exprimés en équivalent brut. Les données correspondent à la campagne octobre/septembre.

Utilisation

- Céréales: Les données concernent les campagnes commerciales de chaque pays pris individuellement.
- Sucre: Les chiffres se rapportent au sucre centrifugé provenant de la canne ou de la betterave à sucre et sont exprimés en équivalent brut. Les données correspondent à la campagne octobre/septembre.

Commerce

- Blé: Les chiffres relatifs au commerce comprennent la farine en équivalent grain. La période de référence est juillet/juin, sauf indication contraire.
- Céréales secondaires: La période de référence est juillet/juin, sauf indication contraire.
- Riz, sucre, produits laitiers et produits carnés: La période de référence est janvier/décembre.
- Graines oléagineuses, huiles et matières grasses et farines: La période de référence est octobre/septembre, sauf indication contraire.

Stocks

- Céréales: Les données se rapportent aux stocks de report à la clôture des campagnes agricoles nationales pour l'année mentionnée.

Indices des prix du CRB

- L'indice des prix du marché au comptant du Commodity Research Bureau (CRB) mesure les mouvements des prix au comptant de vingt-deux produits de base qui sont supposés vulnérables aux variations des conditions économiques mondiales. Ces produits sont répartis dans deux grandes catégories: les matières premières et les denrées alimentaires. La première catégorie comprend la toile de jute, les déchets de cuivre, le coton, les peaux, les déchets de plomb, l'indienne, la résine le caoutchouc, les riblons, le suif, l'étain, la laine peignée et le zinc. La deuxième catégorie comprend le beurre, les fèves de cacao, le maïs, l'huile de coton, les porcs, le saindoux, les bouillons, le sucre et le blé. L'indice est établi à partir de la moyenne géométrique non pondérée du prix relatif de chaque produit, à savoir le rapport entre le prix actuel et celui enregistré pendant la période de base. Pour plus d'informations, voir le site: www.crbtrader.com.
- Le sous-indice Reuters-CRB de l'énergie mesure la moyenne arithmétique non pondérée des mouvements de prix des contrats à terme pour le pétrole brut, le mazout domestique et le gaz naturel, qui parviennent à échéance à la fin du sixième mois civil, ou avant cette date, qui suit la date à laquelle l'indice est établi. Pour plus d'informations, voir le site: www.crbtrader.com.

CLASSIFICATION DES PAYS

Dans la présentation des données statistiques, les pays sont répartis en fonction de leur situation géographique et des deux groupements économiques suivants: "Pays développés" (ce qui comprend les pays développés à économie de marché et les marchés en transition) et "Pays en développement" (ce qui comprend les pays en développement à économie de marché et les pays d'Asie à économie centralement planifiée). Les expressions "**Pays développés**" et "**Pays en développement**" sont utilisées pour des raisons de commodité statistique et n'expriment pas nécessairement un jugement sur le degré de développement atteint par tel pays ou telle région.

Des groupements spéciaux de pays sont également mentionnés: **Pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV)**, **Pays les moins avancés (PMA)**, **Pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (NFIDC)**. Les PFRDV incluent 82 pays qui sont importateurs nets de denrées alimentaires de base et ont un revenu par habitant inférieur au niveau fixé par la Banque mondiale pour accéder à l'aide de l'IDA (1 415 dollars E.-U. en 2002). Les PMA et les NFIDC sont notamment ceux figurant sur la liste arrêtée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui sont visés par la Décision de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Le groupe des PMA comprend actuellement 50 pays caractérisés par un faible revenu, un développement insuffisant des ressources humaines et un faible degré de diversification économique. La liste est revue tous les trois ans par le Conseil économique et social des Nations Unies. Le groupe des NFIDC comprend 24 pays en développement membres de l'OMC qui ont demandé à être recensés en tant que tels et ont soumis des données statistiques montrant leur statut d'importateurs nets de produits alimentaires de base sur une période représentative. Cette liste est revue annuellement par le Comité de l'agriculture de l'OMC.

Tableau A1. Statistiques sur le blé (millions de tonnes)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation totale		Stocks à la clôture	
	2005 <i>estim.</i>	2006 <i>prévisions</i>	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>
ASIE	263,2	270,8	45,0	47,8	10,0	12,3	304,5	306,2	84,1	84,2
Arabie saoudite	2,4	2,4	0,1	0,1	-	-	2,5	2,6	0,8	0,6
Bangladesh	1,1	1,0	2,3	2,4	-	-	3,5	3,5	0,3	0,2
Chine	97,4	103,0	2,8	2,1	0,5	1,4	103,6	103,6	46,3	46,5
dont Province de Taïwan	-	-	1,2	1,1	-	-	1,1	1,1	0,4	0,4
Corée, République de	-	-	3,8	3,5	0,1	0,1	3,7	3,5	0,3	0,4
Inde	68,6	69,5	0,5	6,5	0,7	0,3	72,1	73,7	12,5	14,5
Indonésie	-	-	4,8	4,8	-	-	4,7	4,8	1,7	1,7
Iran, République islamique d'	14,5	14,5	1,2	0,9	-	-	15,3	15,4	2,4	2,4
Iraq	1,6	1,6	4,6	3,0	0,1	0,1	5,0	5,1	2,6	2,1
Japon	0,9	0,9	5,3	5,3	0,4	0,4	5,9	5,9	0,7	0,6
Kazakhstan	11,5	13,1	-	-	3,6	5,0	8,0	8,2	3,5	3,5
Pakistan	21,6	22,0	0,9	0,4	0,1	0,5	21,3	21,7	2,4	2,6
Philippines	-	-	2,9	2,8	-	-	2,9	2,8	0,3	0,3
Thaïlande	-	-	1,2	1,2	-	-	1,1	1,2	0,3	0,2
Turquie	20,5	20,5	0,2	0,6	2,4	2,0	19,7	19,5	0,9	0,5
AFRIQUE	21,0	24,9	31,5	26,9	0,8	0,9	50,5	51,4	14,8	14,6
Afrique du Sud	1,9	2,2	1,1	1,1	0,1	0,2	2,9	2,9	0,5	0,7
Algérie	2,4	2,7	5,7	4,6	-	-	7,3	7,5	3,6	3,7
Égypte	8,2	8,3	7,6	7,0	-	-	14,8	15,4	3,0	2,9
Éthiopie	2,4	2,5	0,4	0,3	-	-	2,8	2,8	0,2	0,2
Maroc	3,0	6,3	2,8	1,0	0,2	0,4	6,4	6,9	2,3	2,4
Nigéria	0,1	0,1	3,8	3,5	0,2	0,1	3,7	3,5	0,6	0,6
Tunisie	1,6	1,3	1,1	1,1	0,1	0,1	2,5	2,5	1,0	0,8
AMÉRIQUE CENTRALE	3,0	3,2	7,3	7,3	0,5	0,6	9,8	9,9	1,1	1,1
Cuba	-	-	0,9	1,0	-	-	0,9	1,0	-	-
Mexique	3,0	3,2	3,5	3,5	0,4	0,5	6,1	6,2	0,7	0,7
AMÉRIQUE DU SUD	20,7	18,7	11,9	14,0	8,6	9,0	24,8	24,6	2,5	1,7
Argentine	12,6	13,5	-	-	7,5	8,7	5,5	5,3	0,5	0,3
Brésil	4,7	2,3	5,6	7,8	0,8	-	10,5	10,4	0,8	0,4
Chili	1,9	1,4	0,8	0,8	-	-	2,3	2,3	0,2	0,1
Colombie	-	-	1,3	1,3	-	-	1,3	1,3	0,1	0,1
Pérou	0,2	0,2	1,7	1,6	-	-	1,8	1,8	0,3	0,3
Venezuela	-	-	1,6	1,6	-	-	1,5	1,6	0,2	0,2
AMÉRIQUE DU NORD	84,1	75,6	1,8	2,6	42,6	46,5	40,2	39,6	25,3	18,5
Canada	26,8	26,3	-	-	15,5	20,5	9,2	8,7	9,7	7,3
États-Unis d'Amérique	57,3	49,3	1,8	2,6	27,1	26,0	31,0	30,9	15,5	11,2
EUROPE	207,2	188,7	11,2	10,8	32,5	27,2	186,9	182,9	34,4	23,5
Bulgarie	3,5	3,2	-	-	0,8	0,8	2,6	2,6	0,5	0,3
Fédération de Russie	47,7	43,1	1,2	1,0	10,3	6,9	38,6	37,7	7,0	6,5
Roumanie	7,3	5,3	0,2	0,3	0,5	0,6	6,5	6,2	2,7	1,5
Ukraine	18,7	13,8	0,1	0,1	6,5	3,1	11,2	12,0	2,6	1,5
Union européenne	123,6	117,6	7,6	7,0	14,1	15,5	119,6	116,2	20,0	12,5
OCÉANIE	25,4	9,9	0,6	0,6	15,1	13,5	6,4	7,1	12,5	3,4
Australie	25,1	9,5	-	-	15,1	13,5	5,5	6,1	12,3	3,2
MONDE	624,5	591,8	109,3	110,0	110,1	110,0	623,2	621,7	174,7	147,0
Pays en développement	281,5	289,5	85,5	86,4	15,4	16,7	357,4	360,3	94,0	93,5
Pays développés	342,9	302,2	23,8	23,7	94,7	93,2	265,8	261,4	80,7	53,5
PFRDV	229,2	239,0	49,6	49,7	3,1	4,5	280,8	283,5	83,8	84,7
PMA	10,1	9,1	10,9	10,6	0,1	0,1	20,9	20,7	3,9	2,9
NFIDC	35,0	38,5	20,7	17,6	0,5	1,1	53,6	55,2	10,8	10,7

Tableau A2. Statistiques sur les céréales secondaires (millions de tonnes)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation totale		Stocks à la clôture	
	2005	2006	2005/06	2006/07	2005/06	2006/07	2005/06	2006/07	2006	2007
	<i>estim.</i>	<i>prévisions</i>	<i>estim.</i>	<i>prévisions</i>	<i>estim.</i>	<i>prévisions</i>	<i>estim.</i>	<i>prévisions</i>	<i>estim.</i>	<i>prévisions</i>
ASIE	246,6	249,7	57,7	57,1	8,0	4,9	294,9	301,1	68,3	69,2
Arabie saoudite	0,4	0,4	7,9	7,3	-	-	8,3	8,2	2,9	2,4
Chine	150,4	153,0	7,5	7,6	6,0	3,0	150,7	155,6	49,2	51,0
dont Province de Taïwan	0,1	0,1	5,0	5,2	-	-	5,1	5,1	0,9	0,9
Corée, République de	0,4	0,4	9,3	9,2	-	-	9,4	9,5	1,5	1,6
Corée, RPD	2,2	2,1	-	0,1	-	-	2,2	2,2	0,2	0,2
Inde	34,6	34,3	0,2	0,1	0,3	0,3	34,4	34,1	1,6	1,5
Indonésie	12,5	12,1	0,5	1,0	0,1	0,1	12,7	12,8	1,0	1,3
Iran, République islamique d'	4,4	5,2	3,3	2,9	-	-	7,7	8,1	0,3	0,3
Japon	0,2	0,2	19,8	19,6	-	-	20,2	20,2	2,5	2,1
Malaisie	0,1	0,1	2,4	2,4	-	-	2,5	2,5	0,3	0,3
Pakistan	3,8	3,8	-	-	-	-	3,5	3,8	0,6	0,7
Philippines	5,3	6,1	0,4	0,1	0,1	0,1	5,5	5,8	0,5	0,7
Thaïlande	3,7	4,0	0,2	0,1	0,2	0,2	3,7	3,9	0,1	0,1
Turquie	13,4	12,5	0,1	0,2	0,3	0,1	13,7	13,1	3,7	3,3
Viet Nam	3,8	3,8	0,1	0,1	-	-	3,6	3,8	0,7	0,8
AFRIQUE	97,8	97,8	15,9	14,9	4,2	3,5	107,5	110,0	13,1	12,5
Afrique du Sud	12,3	7,0	0,7	0,7	1,9	0,9	10,5	9,0	3,5	1,6
Algérie	1,1	1,4	2,2	2,2	-	-	3,3	3,4	0,9	1,0
Égypte	8,7	8,0	4,4	5,0	-	-	13,0	13,2	0,6	0,4
Éthiopie	9,3	9,3	0,1	-	0,2	0,1	8,6	9,0	0,9	1,1
Kenya	3,0	3,1	0,4	0,7	-	-	3,6	3,7	0,2	0,2
Maroc	1,3	2,7	2,0	1,6	-	-	4,1	4,3	0,7	0,6
Nigéria	22,4	24,1	0,1	0,1	0,2	0,2	22,0	23,6	0,4	0,8
Soudan	5,0	4,8	0,2	0,2	0,2	0,3	4,6	4,6	0,9	1,1
Tanzanie, Rép-Unie de	4,3	4,3	0,2	0,1	0,4	0,4	3,8	3,9	1,5	1,6
AMÉRIQUE CENTRALE	30,2	32,8	14,2	14,0	0,1	0,1	45,8	47,2	3,5	3,2
Mexique	26,2	28,8	9,6	9,5	-	-	37,4	38,6	2,8	2,5
AMÉRIQUE DU SUD	72,9	73,6	7,4	7,6	13,7	13,7	66,3	66,5	5,4	4,9
Argentine	24,5	18,1	-	-	11,9	10,5	8,8	8,0	1,8	1,0
Brésil	37,5	44,3	0,7	0,9	1,2	2,6	41,2	41,6	1,8	2,1
Chili	2,0	2,0	1,3	1,2	-	-	2,9	3,1	0,2	0,2
Colombie	1,7	1,5	3,0	3,3	-	-	4,4	4,5	0,4	0,4
Pérou	1,5	1,5	1,5	1,4	-	-	2,8	2,9	0,6	0,6
Venezuela	2,5	2,6	0,3	0,3	-	-	2,9	2,9	0,2	0,1
AMÉRIQUE DU NORD	325,4	308,9	3,8	5,7	61,0	64,7	267,5	278,6	61,4	31,5
Canada	26,3	23,4	1,8	3,3	4,1	3,8	22,8	23,7	6,5	4,1
États-Unis d'Amérique	299,1	285,5	2,1	2,4	56,9	60,9	244,7	255,0	54,9	27,4
EUROPE	214,4	210,2	5,4	5,6	14,2	14,5	207,8	206,0	33,4	28,7
Fédération de Russie	28,3	29,5	0,6	0,8	1,8	2,3	26,9	28,2	2,3	2,0
Roumanie	11,5	9,9	0,1	0,1	0,7	0,7	11,5	10,1	2,3	1,4
Ukraine	18,6	20,3	0,1	0,1	6,6	6,3	12,6	13,9	2,3	2,6
Union européenne	134,3	130,3	3,4	3,4	3,9	3,9	135,3	133,3	23,3	19,8
Yougoslavie, Rép. Féd. de	7,5	6,2	-	-	0,3	0,3	7,1	6,2	1,1	0,8
Océanie	15,0	8,3	0,1	0,1	5,1	3,4	8,7	8,1	3,8	1,3
Australie	14,5	7,7	-	-	5,1	3,4	8,1	7,4	3,7	1,2
MONDE	1002,3	981,2	104,6	105,0	106,4	105,0	998,7	1017,4	189,0	151,2
Pays en développement	430,8	441,9	73,2	71,5	23,8	21,0	478,2	489,4	83,7	85,3
Pays développés	571,5	539,3	31,4	33,4	82,5	83,9	520,5	528,0	105,3	65,9
PFRDV	309,0	316,1	23,4	22,9	9,2	6,5	320,0	329,2	64,9	68,1
PMA	49,2	51,0	2,7	2,3	2,3	2,6	47,6	49,5	6,5	7,5
NFIDC	23,1	23,9	13,7	14,0	0,1	0,1	37,2	38,0	3,8	3,5

Tableau A3. Statistiques sur le maïs (millions de tonnes)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation totale		Stocks à la clôture	
	2005 <i>estim.</i>	2006 <i>prévisions</i>	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>
ASIE	195,8	198,6	42,0	42,5	7,2	4,3	228,8	234,8	57,2	59,3
Chine	139,4	142,0	5,0	5,6	5,9	3,0	137,5	142,5	47,3	49,3
dont Province de Taïwan	-	-	4,8	5,0	-	-	4,9	4,9	0,9	0,9
Corée, République de	0,1	0,1	9,1	9,0	-	-	8,9	9,1	1,4	1,5
Corée, RPD	2,1	1,9	-	0,1	-	-	2,1	2,0	0,2	0,2
Inde	14,9	14,5	0,1	0,1	0,3	0,3	14,6	14,4	1,3	1,2
Indonésie	12,5	12,1	0,5	1,0	0,1	0,1	12,7	12,8	1,0	1,3
Iran, République islamique d'	1,5	1,7	2,2	2,0	-	-	3,7	3,8	0,2	0,1
Japon	-	-	16,6	16,4	-	-	16,7	16,7	1,6	1,3
Malaisie	0,1	0,1	2,4	2,4	-	-	2,5	2,5	0,3	0,3
Pakistan	3,3	3,3	-	-	-	-	3,0	3,2	0,6	0,7
Philippines	5,3	6,1	0,3	0,1	0,1	0,1	5,4	5,8	0,5	0,7
Thaïlande	3,4	3,7	0,2	0,1	0,2	0,2	3,4	3,6	0,1	0,1
Turquie	3,7	3,2	0,1	0,1	0,1	-	3,9	3,4	0,4	0,3
Viet Nam	3,8	3,8	0,1	0,1	-	-	3,6	3,8	0,7	0,8
AFRIQUE	49,0	46,1	13,2	12,7	3,5	2,7	57,9	57,4	7,7	6,8
Afrique du Sud	11,7	6,6	0,6	0,6	1,9	0,9	9,9	8,4	3,2	1,4
Algérie	-	-	2,0	2,1	-	-	2,0	2,1	0,2	0,2
Égypte	7,7	6,8	4,4	5,0	-	-	12,0	12,0	0,6	0,4
Éthiopie	2,9	3,0	0,1	-	0,1	0,1	2,8	2,9	0,2	0,2
Kenya	2,8	2,9	0,4	0,7	-	-	3,4	3,5	0,1	0,2
Maroc	0,1	0,1	1,4	1,3	-	-	1,5	1,5	0,3	0,2
Nigéria	6,0	6,4	0,1	0,1	0,1	0,1	5,9	6,0	0,1	0,5
Tanzanie, Rép.-Unie de	3,3	3,4	0,2	0,1	0,4	0,4	2,9	2,9	1,1	1,2
AMÉRIQUE CENTRALE	23,3	25,5	10,5	10,7	0,1	0,1	34,6	36,1	2,9	2,8
Mexique	19,8	22,0	5,9	6,2	-	-	26,7	28,1	2,1	2,1
AMÉRIQUE DU SUD	64,4	65,3	6,6	6,7	13,0	13,1	57,6	57,6	4,5	4,3
Argentine	20,5	14,5	-	-	11,3	10,0	5,5	4,6	1,3	0,7
Bésil	35,1	42,1	0,5	0,5	1,2	2,6	38,3	39,0	1,5	2,0
Chili	1,5	1,4	1,3	1,2	-	-	2,4	2,4	0,2	0,1
Colombie	1,4	1,3	2,8	3,0	-	-	3,9	4,0	0,4	0,4
Pérou	1,2	1,2	1,4	1,3	-	-	2,5	2,6	0,6	0,6
Venezuela	2,1	2,1	0,2	0,3	-	-	2,5	2,4	0,2	0,1
AMÉRIQUE DU NORD	291,7	281,2	2,0	3,4	51,5	56,2	242,4	254,9	52,1	25,2
Canada	9,5	8,8	1,7	3,2	0,3	0,2	10,9	11,8	2,0	1,4
États-Unis d'Amérique	282,3	272,4	0,3	0,2	51,2	56,0	231,6	243,1	50,1	23,8
EUROPE	85,1	77,0	4,0	3,9	4,1	3,6	84,6	78,8	13,0	11,6
Fédération de Russie	3,2	3,3	0,3	0,3	0,1	0,2	3,4	3,5	0,8	0,8
Roumanie	9,9	8,7	-	-	0,5	0,6	10,0	8,8	2,0	1,3
Ukraine	7,2	6,0	-	-	2,6	1,8	4,5	4,4	0,7	0,5
Union européenne	50,9	46,4	2,9	2,8	0,1	0,2	52,9	49,2	7,2	7,0
Yougoslavie, Rép. féd. de	7,1	5,7	-	-	0,3	0,3	6,6	5,7	1,0	0,7
Océanie	0,6	0,6	-	-	-	-	0,6	0,6	-	-
MONDE	710,0	694,2	78,3	80,0	79,5	80,0	706,6	720,1	137,4	109,8
Pays en développement	319,3	327,1	54,0	54,5	22,0	19,3	349,6	357,9	67,3	70,2
Pays développés	390,7	367,1	24,3	25,5	57,5	60,7	357,0	362,2	70,1	39,6
PFRDV	222,8	227,3	18,5	18,9	8,1	5,4	231,3	237,8	57,1	60,2
PMA	21,5	23,3	2,1	1,8	1,6	1,9	21,8	22,7	3,3	3,9
NFIDC	18,8	18,1	11,8	12,5	0,1	0,1	30,2	30,6	2,8	2,7

Tableau A4. Statistiques sur l'orge (millions de tonnes)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation totale		Stocks à la clôture	
	2005 <i>estim.</i>	2006 <i>prévisions</i>	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>
ASIE	21,8	22,1	13,2	12,3	0,6	0,6	34,6	35,0	9,7	8,6
Arabie saoudite	0,1	0,1	6,4	5,8	-	-	6,5	6,4	2,8	2,3
Chine	3,4	3,4	2,2	1,9	-	-	5,5	5,4	1,2	1,1
Inde	1,2	1,3	-	-	-	-	1,2	1,3	-	-
Iran, République islamique d'	2,9	3,5	1,1	0,9	-	-	4,0	4,3	0,1	0,2
Iraq	0,8	0,8	0,2	0,2	0,1	0,1	0,9	0,9	0,1	0,1
Japon	0,2	0,2	1,4	1,4	-	-	1,6	1,7	0,7	0,6
Kazakhstan	1,5	1,8	-	-	0,2	0,3	1,3	1,6	0,5	0,5
Syrie	0,8	0,7	0,6	0,7	0,1	0,1	1,4	1,4	0,8	0,6
Turquie	9,2	8,8	-	0,1	0,2	0,1	9,2	9,1	3,2	2,9
AFRIQUE	4,7	6,3	2,0	1,5	-	-	7,4	7,7	1,8	1,9
Algérie	1,1	1,3	0,2	0,1	-	-	1,3	1,2	0,7	0,8
Éthiopie	1,5	1,5	-	-	-	-	1,4	1,5	0,3	0,3
Libye	0,1	0,1	0,6	0,6	-	-	0,6	0,6	-	-
Maroc	1,1	2,5	0,6	0,3	-	-	2,6	2,8	0,4	0,4
AMÉRIQUE CENTRALE	0,8	0,9	0,3	0,2	-	-	1,2	1,1	0,2	0,2
Mexique	0,8	0,9	0,3	0,2	-	-	1,2	1,1	0,2	0,2
AMÉRIQUE DU SUD	1,7	1,8	0,6	0,6	0,4	0,3	2,0	2,2	0,3	0,3
Argentine	0,8	0,8	-	-	0,3	0,2	0,6	0,6	0,2	0,2
AMÉRIQUE DU NORD	17,1	13,9	0,1	0,3	2,8	2,0	14,2	13,7	5,6	3,5
Canada	12,5	10,0	-	-	2,2	1,5	9,7	9,4	3,3	1,6
États-Unis d'Amérique	4,6	3,9	0,1	0,3	0,6	0,5	4,5	4,2	2,4	1,9
EUROPE	83,0	90,1	0,8	1,0	9,3	10,1	76,6	82,2	12,0	10,7
Bélarus	1,8	1,8	-	0,1	-	-	1,8	1,9	0,2	0,2
Bulgarie	0,7	0,5	-	-	0,3	0,2	0,6	0,4	0,1	0,1
Fédération de Russie	15,8	17,5	0,2	0,2	1,7	2,2	14,3	15,7	0,9	0,8
Roumanie	1,2	0,8	-	0,1	0,2	0,1	1,1	0,9	0,3	0,1
Ukraine	9,0	12,0	0,1	0,1	3,9	4,5	5,4	7,0	0,9	1,5
Union européenne	52,8	55,6	0,3	0,4	3,2	3,0	51,6	54,6	9,4	7,8
Océanie	10,2	3,9	-	-	4,4	3,0	4,0	4,1	3,4	0,9
Australie	9,9	3,6	-	-	4,4	3,0	3,7	3,7	3,4	0,9
MONDE	139,3	139,1	17,1	16,0	17,5	16,0	140,1	146,0	33,0	26,0
Pays en développement	26,4	28,2	14,2	12,6	0,8	0,6	40,8	41,2	10,6	9,6
Pays développés	112,9	110,9	2,9	3,3	16,7	15,4	99,2	104,7	22,4	16,4
PFRDV	12,2	13,6	3,7	3,2	0,2	0,2	16,4	16,8	3,1	2,9
PMA	1,9	1,8	-	-	-	-	1,8	1,8	0,3	0,4
NFIDC	2,1	3,5	1,7	1,4	-	-	4,7	5,0	0,8	0,7

Tableau A5. Statistiques sur le sorgho (millions de tonnes)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation totale		Stocks à la clôture	
	2005	2006	2005/06	2006/07	2005/06	2006/07	2005/06	2006/07	2006	2007
	<i>estim.</i>	<i>prévisions</i>	<i>estim.</i>	<i>prévisions</i>	<i>estim.</i>	<i>prévisions</i>	<i>estim.</i>	<i>prévisions</i>	<i>estim.</i>	<i>prévisions</i>
ASIE	11,2	11,1	1,6	1,6	-	-	12,7	12,6	0,6	0,6
Chine	2,6	2,5	0,1	0,1	-	-	2,6	2,5	0,2	0,2
Inde	7,6	7,6	-	-	-	-	7,6	7,6	0,2	0,2
Japon	-	-	1,4	1,4	-	-	1,4	1,3	0,1	0,2
AFRIQUE	24,4	24,9	0,7	0,6	0,6	0,6	23,7	25,0	2,1	2,1
Burkina Faso	1,6	1,6	-	-	0,1	0,1	1,5	1,5	0,1	0,1
Éthiopie	2,1	2,0	-	-	0,1	-	1,9	2,0	0,2	0,3
Nigéria	9,2	9,9	-	-	0,1	0,1	9,1	9,8	0,1	0,1
Soudan	4,3	4,1	0,2	0,2	0,2	0,3	3,9	3,9	0,6	0,6
AMÉRIQUE CENTRALE	6,0	6,3	3,2	3,0	-	-	9,8	9,8	0,5	0,3
Mexique	5,6	5,8	3,2	3,0	-	-	9,2	9,2	0,5	0,3
AMÉRIQUE DU SUD	5,4	4,9	0,2	0,2	0,3	0,3	5,3	5,1	0,5	0,3
Argentine	2,9	2,3	-	-	0,3	0,3	2,4	2,3	0,3	0,1
Brésil	1,5	1,5	0,1	0,1	-	-	1,8	1,7	0,2	0,1
Venezuela	0,4	0,5	0,1	-	-	-	0,5	0,5	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	10,0	7,3	-	-	5,0	4,3	4,8	3,8	1,7	1,0
États-Unis d'Amérique	10,0	7,3	-	-	5,0	4,3	4,8	3,8	1,7	1,0
EUROPE	0,6	0,6	0,1	0,1	-	-	0,7	0,7	-	-
Union européenne	0,5	0,5	0,1	0,1	-	-	0,7	0,6	-	-
OCÉANIE	2,0	2,0	0,1	0,1	0,3	0,3	2,0	1,8	0,1	-
Australie	2,0	2,0	-	-	0,3	0,3	2,0	1,8	0,1	-
MONDE	59,6	57,0	5,8	5,5	6,2	5,5	59,1	58,7	5,6	4,3
Pays en développement	46,7	47,1	4,3	3,9	0,9	0,9	49,8	50,9	3,5	3,1
Pays développés	12,8	10,0	1,6	1,6	5,3	4,6	9,3	7,9	2,1	1,2
PFRDV	35,1	35,7	0,8	0,7	0,6	0,6	34,4	35,7	2,4	2,5
PMA	13,3	13,2	0,6	0,5	0,4	0,5	12,6	13,0	1,7	1,9
NFIDC	1,7	1,9	0,2	0,1	-	-	1,8	2,0	0,1	0,1

Tableau A6. Statistiques sur d'autres céréales secondaires - mil, seigle, avoine et autres céréales (millions de tonnes)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation totale		Stocks à la clôture	
	2005	2006	2005/06	2006/07	2005/06	2006/07	2005/06	2006/07	2006	2007
	<i>estim.</i>	<i>prévisions</i>	<i>estim.</i>	<i>prévisions</i>	<i>estim.</i>	<i>prévisions</i>	<i>estim.</i>	<i>prévisions</i>	<i>estim.</i>	<i>prévisions</i>
ASIE	17,8	17,9	0,9	0,8	0,1	0,1	18,8	18,7	0,8	0,7
AFRIQUE	19,6	20,5	0,1	0,1	0,2	0,2	18,6	19,9	1,5	1,7
AMÉRIQUE CENTRALE	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	0,3	0,2	-	-
AMÉRIQUE DU SUD	1,3	1,5	0,1	0,1	-	-	1,4	1,6	0,1	0,1
AMÉRIQUE DU NORD	6,6	6,5	1,7	1,9	1,8	2,2	6,0	6,2	2,0	1,9
EUROPE	45,8	42,6	0,4	0,6	0,8	0,8	45,9	44,3	8,4	6,4
OCÉANIE	2,2	1,8	0,1	0,1	0,4	0,1	2,0	1,6	0,3	0,3
MONDE	93,5	90,8	3,4	3,5	3,2	3,5	93,0	92,6	13,0	11,1

Tableau A7. Statistiques sur le riz (millions de tonnes, en équivalent usiné)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation totale		Stocks à la clôture	
	2005 <i>estim.</i>	2006 <i>prévisions</i>	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>
ASIE	381,3	380,8	13,4	13,1	21,4	22,7	367,1	370,7	97,7	98,1
Arabie saoudite	-	-	1,1	1,1	-	-	1,1	1,1	0,2	0,2
Bangladesh	26,6	27,3	0,8	0,6	-	-	27,4	28,0	3,8	3,7
Chine	124,8	124,9	1,3	1,3	1,1	1,1	123,6	123,6	57,3	58,7
dont Province de Taïwan	1,1	1,1	0,2	0,2	-	-	1,3	1,2	0,1	0,1
Corée, République de	4,8	4,6	0,3	0,3	0,2	0,2	4,8	4,7	1,1	1,0
Corée, RPD	1,7	1,5	0,4	0,5	-	-	2,1	2,0	0,1	0,1
Inde	91,0	90,0	0,1	0,1	3,5	3,2	85,1	86,8	11,5	11,6
Indonésie	34,1	34,4	0,8	0,8	-	-	35,6	35,7	2,5	2,0
Iran, République islamique d'	2,1	2,3	1,2	0,8	-	-	3,1	3,2	0,5	0,4
Iraq	0,2	0,2	1,2	1,2	-	-	1,3	1,4	0,3	0,3
Japon	8,2	7,5	0,7	0,8	0,3	0,2	8,4	8,3	1,6	1,5
Malaisie	1,4	1,3	0,9	0,9	-	-	2,2	2,2	0,1	0,1
Myanmar	15,8	15,9	-	-	0,1	0,3	15,1	15,5	4,1	4,3
Pakistan	5,5	5,6	-	-	3,5	3,5	2,0	2,1	0,2	0,2
Philippines	9,9	10,0	1,7	1,5	-	-	11,2	11,6	2,0	1,9
Sri Lanka	2,2	2,2	-	-	-	0,1	2,2	2,2	0,1	0,2
Thaïlande	19,9	19,7	-	-	7,5	8,8	11,0	11,1	5,2	5,0
Viet Nam	23,9	24,1	-	-	4,9	4,8	19,3	19,6	4,4	4,2
AFRIQUE	13,6	14,4	9,3	9,4	1,0	1,1	22,2	22,7	2,4	2,4
Afrique du Sud	-	-	0,7	0,8	-	-	0,8	0,7	0,1	0,1
Côte d'Ivoire	0,7	0,7	0,9	0,9	-	-	1,6	1,6	0,1	0,1
Égypte	4,2	4,5	-	-	1,0	1,1	3,4	3,4	0,6	0,6
Madagascar	2,3	2,3	0,2	0,2	-	-	2,4	2,5	0,1	0,2
Nigéria	2,5	2,9	1,8	1,7	-	-	4,4	4,5	0,3	0,4
Sénégal	0,2	0,2	0,8	0,9	-	-	1,0	1,0	0,2	0,2
Tanzanie, Rép.-Unie	0,7	0,8	0,1	0,2	-	-	0,8	0,9	0,1	0,1
AMÉRIQUE CENTRALE	1,5	1,6	2,3	2,3	-	-	3,9	4,0	0,6	0,5
Cuba	0,2	0,3	0,7	0,7	-	-	1,0	1,0	0,1	0,1
Mexique	0,2	0,2	0,5	0,5	-	-	0,7	0,7	-	-
AMÉRIQUE DU SUD	15,9	14,9	0,8	1,0	1,9	1,8	14,5	14,6	2,5	1,9
Argentine	0,7	0,8	-	-	0,4	0,4	0,4	0,4	0,1	0,1
Bésil	8,9	7,8	0,6	0,7	0,3	0,3	8,7	8,7	1,4	0,8
Pérou	1,7	1,6	0,1	0,1	-	-	1,6	1,7	0,3	0,3
Uruguay	0,9	0,9	-	-	0,8	0,8	0,1	0,1	0,2	0,2
AMÉRIQUE DU NORD	7,1	6,1	0,9	1,0	3,7	3,0	4,2	4,4	1,4	1,1
Canada	-	-	0,3	0,3	-	-	0,3	0,3	0,1	0,1
États-Unis d'Amérique	7,1	6,1	0,6	0,6	3,7	3,0	3,8	4,0	1,4	1,1
EUROPE	2,4	2,3	1,6	1,6	0,2	0,2	3,9	3,8	0,6	0,5
Fédération de Russie	0,4	0,4	0,3	0,3	-	-	0,7	0,7	-	-
Union européenne	1,9	1,8	0,8	0,9	0,2	0,2	2,6	2,6	0,5	0,5
Océanie	0,2	0,7	0,4	0,4	0,4	-	0,6	0,7	0,1	0,1
Australie	0,2	0,7	0,1	0,2	0,4	-	0,3	0,4	0,1	0,1
MONDE	421,9	420,9	28,6	28,9	28,6	28,9	416,4	420,8	105,3	104,7
Pays en développement	403,6	403,7	24,3	24,3	24,0	25,5	398,2	402,5	101,5	101,4
Pays développés	18,3	17,2	4,3	4,6	4,6	3,4	18,3	18,4	3,8	3,3
PFRDV	319,3	320,3	16,2	16,2	9,5	9,6	322,4	325,8	82,5	83,5
PMA	56,7	57,8	6,1	6,2	0,4	0,9	61,5	62,9	11,3	11,5
NFIDC	15,8	16,2	2,5	2,5	4,6	4,7	13,7	14,0	1,8	1,8

Tableau A8. Disponibilités et utilisation de céréales dans les principaux pays exportateurs (millions de tonnes)

	Blé ¹			Céréales secondaires ²			Riz (en équivalent usiné)		
	2004/05	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2004/05	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2004/05	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>
	ÉTATS-UNIS (juin/mai)			ÉTATS-UNIS			ÉTATS-UNIS (août/juillet)		
Stocks d'ouverture	14,9	14,7	15,5	28,8	58,8	54,9	0,8	1,2	1,4
Production	58,7	57,3	49,3	319,9	299,1	285,5	7,5	7,1	6,1
Importations	1,5	1,7	2,9	2,2	2,0	2,5	0,4	0,5	0,6
Disponibilités totales	75,1	73,7	67,7	350,8	359,9	342,9	8,6	8,9	8,1
Utilisation intérieure	31,6	31,0	30,9	240,6	244,7	255,0	3,9	3,8	3,9
Exportations	28,8	27,2	25,6	51,5	60,3	60,6	3,5	3,7	3,1
Stocks de clôture	14,7	15,5	11,2	58,8	54,9	27,4	1,2	1,4	1,1
	CANADA (août/juillet)			CANADA			THAÏLANDE (nov./oct.)³		
Stocks d'ouverture	6,1	7,9	9,7	4,2	6,5	6,5	3,2	3,8	5,2
Production	25,9	26,8	26,3	26,7	26,3	23,4	18,9	19,9	19,7
Importations	0,1	0,0	0,0	2,5	2,0	2,7	0,0	0,0	0,0
Disponibilités totales	32,0	34,7	36,1	33,5	34,8	32,6	22,1	23,7	24,9
Utilisation intérieure	9,3	9,2	8,7	22,9	22,8	23,7	10,8	11,0	11,1
Exportations	14,8	15,8	20,1	4,1	5,4	4,8	7,5	7,5	8,8
Stocks de clôture	7,9	9,7	7,3	6,5	6,5	4,1	3,8	5,2	5,0
	ARGENTINE (déc./nov.)			ARGENTINE			INDE (oct./sept.)³		
Stocks d'ouverture	2,0	0,9	0,5	1,2	0,9	1,8	13,0	9,0	11,5
Production	16,0	12,6	13,5	18,7	24,5	18,1	83,1	91,0	90,0
Importations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Disponibilités totales	18,0	13,5	14,0	19,9	25,4	20,0	96,2	100,1	101,6
Utilisation intérieure	6,2	5,5	5,3	8,0	8,8	8,0	82,1	85,1	86,8
Exportations	10,9	7,5	8,4	11,0	14,8	11,0	5,0	3,5	3,2
Stocks de clôture	0,9	0,5	0,3	0,9	1,8	1,0	9,0	11,5	11,6
	AUSTRALIE (oct./sept.)			AUSTRALIE			PAKISTAN (nov./oct.)³		
Stocks d'ouverture	6,1	8,0	12,3	3,1	3,0	3,7	0,7	0,2	0,2
Production	21,9	25,1	9,5	12,1	14,5	7,7	5,0	5,5	5,6
Importations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Disponibilités totales	28,0	33,1	21,8	15,2	17,4	11,4	5,7	5,7	5,8
Utilisation intérieure	5,3	5,5	6,1	7,2	8,1	7,4	2,0	2,0	2,1
Exportations	14,7	15,4	12,5	5,0	5,7	2,8	3,5	3,5	3,5
Stocks de clôture	8,0	12,3	3,2	3,0	3,7	1,2	0,2	0,2	0,2
	UE (juillet/juin)			UE			VIET NAM (nov./oct.)³		
Stocks d'ouverture	9,5	23,5	20,0	11,3	24,7	23,3	4,9	4,7	4,4
Production	137,5	123,6	117,6	152,1	134,3	130,3	24,1	23,9	24,1
Importations	7,2	7,6	7,0	2,8	3,4	3,4	0,0	0,0	0,0
Disponibilités totales	154,2	154,7	144,6	166,2	162,5	157,0	29,0	28,6	28,6
Utilisation intérieure	118,0	119,6	116,2	140,5	135,3	133,3	19,1	19,3	19,6
Exportations	13,7	15,1	15,9	4,0	3,9	3,9	5,2	4,9	4,8
Stocks de clôture	23,5	20,0	12,5	24,7	23,3	19,8	4,7	4,4	4,2
	TOTAL			TOTAL			TOTAL		
Stocks d'ouverture	38,5	55,0	58,0	48,5	93,8	90,2	22,5	18,9	22,7
Production	260,0	245,3	216,2	529,5	498,7	465,1	138,6	147,5	145,5
Importations	8,7	9,4	9,9	7,6	7,4	8,6	0,5	0,6	0,6
Disponibilités totales	307,2	309,7	284,2	585,6	599,9	564,0	161,6	167,0	168,9
Utilisation intérieure	170,4	170,8	167,2	419,2	419,6	427,4	118,0	121,3	123,4
Exportations	82,8	80,9	82,5	75,6	90,1	83,0	24,7	23,0	23,4
Stocks de clôture	55,0	58,0	34,5	93,8	90,2	53,5	18,9	22,7	22,1

¹ Les chiffres relatifs au commerce comprennent la farine de blé en équivalent grain. Pour l'Union européenne la semoule est comprise.

² Argentine (décembre/novembre) pour seigle, orge et avoine, (mars/février) pour maïs et sorgho; Australie (novembre/octobre) pour seigle, orge et avoine, (mars/février) pour maïs et sorgho; Canada (août/juillet); Union européenne (juillet/juin); États-Unis (juin/mai) pour seigle, orge et avoine, (septembre/août) pour maïs et sorgho.

³ Les chiffres concernant le commerce du riz se rapportent à l'année civile, deuxième année mentionnée.

Tableau A9. Statistiques globales sur les cultures oléagineuses (millions de tonnes)

	Production ¹			Importations			Exportations		
	2004/05	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2004/05	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2004/05	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>
ASIE	120,5	122,0	121,2	46,1	48,9	53,4	2,4	2,4	2,5
Chine	60,0	58,4	58,0	28,4	31,3	35,2	1,3	1,3	1,4
dont Province de Taïwan	0,0	0,0	0,0	2,2	2,4	2,5	0,0	0,0	0,0
Corée, République de	0,2	0,3	0,2	1,5	1,4	1,5	0,0	0,0	0,0
Inde	30,3	33,4	32,7	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5
Indonésie	6,7	7,0	7,0	1,3	1,3	1,4	0,1	0,1	0,1
Iran, République islamique d'	0,4	0,4	0,4	0,7	0,8	0,8	0,0	0,0	0,0
Japon	0,2	0,3	0,3	7,0	6,8	6,9	0,0	0,0	0,0
Malaisie	4,1	4,3	4,5	0,7	0,7	0,8	0,1	0,0	0,1
Pakistan	5,6	4,9	4,9	0,7	0,9	1,2	0,0	0,0	0,0
Thaïlande	0,7	0,7	0,7	1,6	1,5	1,6	0,0	0,0	0,0
Turquie	2,2	2,2	2,4	1,7	1,5	1,4	0,0	0,0	0,0
AFRIQUE	16,0	16,1	16,0	1,4	1,6	1,6	0,7	0,7	0,7
Nigéria	4,3	4,4	4,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
AMÉRIQUE CENTRALE	1,1	1,1	1,1	5,9	6,4	6,4	0,1	0,1	0,1
Mexique	0,7	0,8	0,8	5,4	5,8	5,8	0,0	0,0	0,0
AMÉRIQUE DU SUD	107,9	110,1	112,4	2,0	1,4	1,8	34,1	37,1	35,9
Argentine	44,4	45,3	47,3	0,6	0,4	0,3	10,0	7,6	6,2
Brésil	56,1	57,7	56,6	0,5	0,1	0,6	20,3	26,0	25,3
Paraguay	4,2	3,9	4,9	0,0	0,0	0,0	3,0	2,5	3,3
AMÉRIQUE DU NORD	108,1	110,0	110,4	1,5	1,8	1,6	36,0	34,5	39,9
Canada	11,6	14,2	13,0	0,7	0,8	0,5	5,4	7,6	7,8
États-Unis d'Amérique	96,5	95,8	97,4	0,8	1,0	1,1	30,6	26,9	32,1
EUROPE	34,1	37,8	39,6	19,1	18,3	17,9	1,9	2,6	3,1
Fédération de Russie	5,7	7,3	7,8	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5	0,6
Ukraine	3,6	5,8	6,4	0,0	0,0	0,0	0,2	0,8	1,1
Union européenne ²	21,2	21,2	21,5	18,1	17,4	17,0	0,5	0,3	0,3
OCÉANIE	2,9	3,0	2,1	0,1	0,1	0,1	1,3	1,2	0,8
Australie	2,6	2,6	1,7	0,1	0,0	0,0	1,2	1,2	0,7
MONDE	390,6	400,1	402,8	76,1	78,5	82,8	76,5	78,6	83,0
Pays en développement	241,2	244,7	246,2	47,6	50,7	55,5	37,3	40,1	39,1
Pays développés	149,4	155,4	156,6	28,5	27,8	27,3	39,2	38,5	43,9
PFRDV	125,1	126,4	125,2	32,8	36,4	40,4	2,9	2,8	2,9
PMA	10,1	10,3	10,2	0,2	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4
NFIDC	7,4	6,6	6,7	2,2	2,6	2,9	0,1	0,1	0,1

¹ Les années fractionnées englobent les récoltes annuelles effectuées à la fin de la première année indiquée pour l'hémisphère nord et les récoltes annuelles effectuées au début de la deuxième année indiquée pour l'hémisphère sud. Pour les cultures arbustives, qui sont produites tout au long de l'année, on utilise la production de l'année civile de la seconde année indiquée.

² Non compris les échanges entre les vingt-cinq États membres de l'Union européenne.

Note: Total calculé à partir de chiffres non arrondis.

Tableau A10. Statistiques globales sur les huiles et matières grasses (millions de tonnes)¹

	Importations			Exportations			Utilisation		
	2004/05	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2004/05	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2004/05	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>
ASIE	28,2	29,9	31,9	31,1	33,1	35,6	68,2	71,2	74,0
Bangladesh	1,1	1,1	1,2	0,0	0,0	0,0	1,3	1,3	1,4
Chine	7,5	7,9	8,5	0,2	0,3	0,2	25,7	26,9	27,0
dont Province de Taïwan	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,8	0,9	0,9
Corée, République de	0,8	0,8	0,8	0,0	0,0	0,0	1,1	1,1	1,1
Inde	5,6	5,1	5,8	0,6	0,6	0,6	14,2	14,4	14,8
Indonésie	0,1	0,1	0,1	11,7	13,4	15,2	4,2	4,4	4,6
Iran	1,3	1,3	1,4	0,1	0,1	0,1	1,5	1,6	1,6
Japon	1,1	1,1	1,2	0,0	0,0	0,0	3,2	3,2	3,2
Malaisie	0,9	1,4	1,3	14,7	14,8	15,5	3,1	3,6	4,1
Pakistan	1,9	1,9	2,0	0,2	0,2	0,2	3,2	3,3	3,5
Philippines	0,2	0,3	0,3	1,0	1,2	1,2	0,7	0,7	0,8
Singapour	0,6	0,6	0,6	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3
Turquie	1,1	1,6	1,7	0,2	0,4	0,4	2,1	2,3	2,5
AFRIQUE	5,9	6,0	6,3	0,8	0,8	0,8	11,1	11,1	11,3
Afrique du Sud	0,6	0,6	0,7	0,1	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0
Algérie	0,6	0,6	0,7	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,7
Égypte	1,3	1,3	1,4	0,0	0,0	0,0	1,6	1,5	1,6
Nigéria	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	1,8	1,8	1,9
AMÉRIQUE CENTRALE	2,2	2,3	2,3	0,4	0,4	0,4	4,3	4,4	4,5
Mexique	1,1	1,1	1,2	0,0	0,0	0,0	2,8	2,9	2,9
AMÉRIQUE DU SUD	1,6	1,7	1,8	10,0	10,7	11,7	8,4	8,4	8,6
Argentine	0,0	0,0	0,0	6,2	7,1	8,0	0,7	0,7	0,7
Brésil	0,2	0,2	0,2	2,5	2,6	2,5	4,7	4,6	4,7
AMÉRIQUE DU NORD	2,5	3,0	3,3	4,4	4,5	4,7	16,4	17,2	18,2
Canada	0,4	0,4	0,4	1,6	1,7	1,8	1,0	1,0	1,0
États-Unis d'Amérique	2,1	2,6	2,9	2,8	2,8	2,9	15,4	16,2	17,2
EUROPE	10,7	11,9	13,0	3,4	4,3	4,4	29,0	31,6	32,9
Fédération de Russie	1,2	1,0	1,0	0,2	0,6	0,6	3,1	3,0	3,1
Ukraine	0,3	0,3	0,3	0,7	1,6	1,5	0,7	0,7	0,8
Union européenne ²	8,5	9,8	10,8	2,0	1,8	1,8	23,4	26,0	27,1
Océanie	0,5	0,5	0,5	1,6	1,6	1,6	0,9	0,9	0,9
Australie	0,2	0,2	0,3	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5
MONDE	51,6	55,3	59,1	51,7	55,6	59,2	138,3	144,8	150,4
Pays en développement	35,9	37,8	40,1	42,8	45,6	49,1	87,0	90,1	93,2
Pays développés	15,7	17,5	19,0	8,9	10,0	10,2	51,3	54,7	57,2
PFRDV	23,0	23,5	25,3	15,1	17,2	18,9	62,0	64,1	66,1
PMA	3,6	3,8	3,9	0,4	0,4	0,4	6,4	6,5	6,6
NFIDC	6,1	6,3	6,6	1,2	1,1	1,2	8,7	8,9	9,2

¹ Comprend les huiles et les matières grasses d'origine végétale et animale.

² Non compris les échanges entre les vingt-cinq États membres de l'Union européenne.

Note: Total calculé à partir de chiffres non arrondis.

Tableau A11. Statistiques globales sur les farines et tourteaux (millions de tonnes) ¹

	Importations			Exportations			Utilisation		
	2004/05	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2004/05	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2004/05	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>
ASIE	19,8	21,8	23,8	9,3	11,1	10,7	92,6	97,5	102,4
Arabie saoudite	0,7	0,7	0,7	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,7
Chine	2,4	2,7	3,2	1,0	0,7	0,6	46,4	49,6	52,8
dont Province de Taïwan	0,6	0,6	0,6	0,0	0,0	0,0	2,5	2,5	2,5
Corée, République de	2,8	3,0	3,2	0,0	0,0	0,0	3,9	4,0	4,2
Inde	0,2	0,2	0,2	2,8	4,7	4,1	11,1	11,4	11,6
Indonésie	2,0	2,2	2,3	1,9	2,1	2,1	2,2	2,3	2,5
Japon	2,1	2,3	2,3	0,0	0,0	0,0	7,3	7,3	7,4
Malaisie	0,8	1,1	1,3	2,2	2,1	2,2	1,6	1,9	2,0
Pakistan	0,2	0,2	0,3	0,0	0,1	0,1	2,7	2,7	2,9
Philippines	1,5	1,5	1,6	0,4	0,5	0,5	2,0	2,0	2,1
Thaïlande	2,0	2,3	2,5	0,1	0,1	0,1	4,0	4,1	4,2
Turquie	0,8	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	2,7	2,9	2,9
Viet Nam	1,3	1,3	1,5	0,1	0,1	0,1	1,4	1,5	1,6
AFRIQUE	2,7	3,1	3,5	0,7	0,8	0,8	7,7	8,1	8,4
Afrique du Sud	0,7	0,8	0,8	0,0	0,0	0,0	1,3	1,4	1,4
Égypte	0,7	0,9	1,0	0,0	0,0	0,0	1,4	1,5	1,6
AMÉRIQUE CENTRALE	2,7	2,9	3,2	0,1	0,1	0,1	7,3	7,8	7,9
Mexique	1,2	1,5	1,7	0,0	0,0	0,0	5,4	5,9	5,9
AMÉRIQUE DU SUD	3,5	3,7	3,9	40,9	42,1	45,9	16,9	16,6	17,1
Argentine	0,0	0,0	0,0	22,0	25,4	29,2	2,0	2,2	2,0
Bolivie	0,0	0,0	0,0	1,0	1,1	1,0	0,2	0,2	0,1
Bésil	0,2	0,2	0,2	14,3	12,5	12,5	10,1	9,4	10,0
Chili	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	1,2	1,2	1,3
Paraguay	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,7	0,2	0,2	0,2
Pérou	0,7	0,8	0,9	2,2	1,5	1,7	0,9	1,0	1,0
Venezuela	0,7	0,8	0,8	0,0	0,0	0,0	0,8	0,8	0,9
AMÉRIQUE DU NORD	2,9	3,2	3,5	9,2	10,0	10,5	37,7	38,2	38,5
Canada	1,2	1,4	1,6	2,1	2,2	2,3	2,4	2,4	2,5
États-Unis d'Amérique	1,7	1,8	1,9	7,1	7,8	8,2	35,3	35,8	36,0
EUROPE	31,3	32,3	32,7	3,4	3,9	3,9	56,9	58,4	59,6
Fédération de Russie	0,5	0,4	0,5	0,7	0,9	0,8	1,9	1,9	2,2
Ukraine	0,1	0,1	0,2	0,9	1,3	1,2	0,2	0,2	0,3
Union européenne ²	29,4	30,3	30,7	0,8	1,0	1,1	52,6	53,7	54,5
OCÉANIE	0,7	0,7	0,9	0,2	0,2	0,2	1,2	1,3	1,4
Australie	0,4	0,4	0,5	0,0	0,0	0,0	0,9	0,9	1,0
MONDE	63,6	67,7	71,5	63,8	68,2	72,1	220,3	227,9	235,3
Pays en développement	25,6	28,2	31,0	50,9	54,0	57,4	114,4	119,7	125,4
Pays développés	38,0	39,5	40,5	12,9	14,2	14,7	105,9	108,2	109,9
PFRDV	9,4	10,5	11,5	7,2	9,2	8,5	74,1	78,3	82,5
PMA	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	3,2	3,3	3,3
NFIDC	4,0	4,4	4,9	2,5	1,8	2,0	8,3	8,6	9,1

¹ Ces farines comprennent toutes les farines et les tourteaux dérivés des cultures oléagineuses ainsi que la farine de poisson.

² Non compris les échanges entre les vingt-cinq États membres de l'Union européenne.

Note: Total calculé à partir de chiffres non arrondis.

Tableau A12. Statistiques sur la viande bovine (millions de tonnes, équivalent poids carcasse)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation	
	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>
ASIE	17,0	17,8	2,1	2,4	0,6	0,6	18,6	19,5
Chine	7,5	7,9	0,2	0,2	0,1	0,1	7,6	8,1
Corée, République de	0,2	0,3	0,2	0,3	-	-	0,5	0,5
Inde	3,3	3,5	-	-	0,5	0,5	2,8	3,0
Iran, République islamique d'	0,3	0,3	0,1	0,1	-	-	0,4	0,5
Israël	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	0,2	0,2
Japon	0,5	0,5	0,6	0,7	-	-	1,1	1,2
Malaisie	-	-	0,2	0,2	-	-	0,2	0,2
Pakistan	1,0	1,1	-	-	-	-	1,0	1,0
AFRIQUE	4,7	4,8	0,6	0,6	0,1	0,1	5,2	5,3
Afrique du Sud	0,7	0,7	-	-	-	-	0,7	0,7
Algérie	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	0,2	0,2
Angola	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	0,2	0,2
Égypte	0,6	0,6	0,2	0,3	-	-	0,8	0,8
AMÉRIQUE CENTRALE	2,2	2,3	0,4	0,5	0,1	0,1	2,6	2,6
Mexique	1,6	1,6	0,4	0,4	-	-	1,9	2,0
AMÉRIQUE DU SUD	14,4	14,9	0,3	0,3	2,8	3,1	11,8	12,1
Argentine	2,8	2,9	-	-	0,4	0,5	2,4	2,3
Brésil	8,8	9,1	-	-	1,7	1,9	7,1	7,3
Chili	0,2	0,3	0,2	0,2	-	-	0,4	0,4
Colombie	0,8	0,8	-	-	-	-	0,7	0,8
Uruguay	0,6	0,6	-	-	0,5	0,5	0,1	0,2
Venezuela	0,4	0,5	0,1	0,1	-	-	0,5	0,5
AMÉRIQUE DU NORD	13,3	13,6	1,5	1,6	1,0	1,1	13,8	14,1
Canada	1,4	1,3	0,2	0,2	0,5	0,4	1,1	1,1
États-Unis d'Amérique	11,9	12,3	1,3	1,4	0,5	0,7	12,7	13,0
EUROPE	11,2	11,2	1,5	1,7	0,3	0,3	12,5	12,6
Fédération de Russie	1,7	1,6	0,8	0,8	-	-	2,4	2,4
Ukraine	0,5	0,5	0,1	0,1	-	-	0,5	0,5
Union européenne	8,0	8,0	0,5	0,5	0,2	0,2	8,3	8,3
OCÉANIE	2,9	3,1	-	-	1,8	1,9	1,2	1,2
Australie	2,2	2,4	-	-	1,3	1,4	1,0	1,0
Nouvelle-Zélande	0,7	0,7	-	-	0,5	0,5	0,2	0,2
MONDE	65,7	67,5	6,5	7,1	6,6	7,2	65,7	67,5
Pays en développement	35,9	37,2	2,7	2,9	3,6	3,9	35,0	36,2
Pays développés	29,8	30,3	3,9	4,2	3,0	3,2	30,6	31,2
PFRDV	18,8	19,5	1,0	1,1	0,6	0,7	19,2	20,0
PMA	3,0	3,1	0,1	0,1	-	-	3,1	3,2
NFDC	3,2	3,2	0,4	0,5	-	-	3,6	3,7

Tableau A13. Statistiques sur la viande ovine (millions de tonnes, équivalent poids carcasse)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation	
	2006 estim.	2007 prévisions	2006 estim.	2007 prévisions	2006 estim.	2007 prévisions	2006 estim.	2007 prévisions
ASIE	8,1	8,4	0,3	0,3	-	0,1	8,3	8,6
Arabie saoudite	0,1	0,1	-	-	-	-	0,1	0,1
Bangladesh	0,1	0,1	-	-	-	-	0,1	0,1
Chine	4,5	4,7	0,1	0,1	-	-	4,5	4,7
Inde	0,7	0,7	-	-	-	-	0,7	0,7
Iran, République islamique d'	0,5	0,6	-	-	-	-	0,5	0,6
Pakistan	0,6	0,6	-	-	-	-	0,5	0,6
Syrie	0,2	0,2	-	-	-	-	0,2	0,2
Turquie	0,3	0,3	-	-	-	-	0,3	0,3
AFRIQUE	2,1	2,2	0,1	0,1	-	-	2,2	2,2
Afrique du Sud	0,2	0,2	-	-	-	-	0,2	0,2
Algérie	0,2	0,2	-	-	-	-	0,2	0,2
Nigéria	0,3	0,3	-	-	-	-	0,3	0,3
Soudan	0,3	0,3	-	-	-	-	0,3	0,3
AMÉRIQUE CENTRALE	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	0,2	0,2
Mexique	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	0,1	0,2
AMÉRIQUE DU SUD	0,3	0,4	-	-	-	-	0,3	0,3
Brésil	0,1	0,1	-	-	-	-	0,1	0,1
AMÉRIQUE DU NORD	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	0,2	0,2
États-Unis d'Amérique	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	0,2	0,2
EUROPE	1,4	1,4	0,2	0,3	-	-	1,6	1,6
Fédération de Russie	0,1	0,1	-	-	-	-	0,1	0,2
Union européenne	1,0	1,0	0,2	0,2	-	-	1,3	1,2
OCÉANIE	1,2	1,3	0,1	0,1	0,7	0,7	0,6	0,6
Australie	0,7	0,7	-	-	0,3	0,3	0,4	0,4
Nouvelle-Zélande	0,5	0,5	-	-	0,4	0,4	0,2	0,2
MONDE	13,5	13,8	0,8	0,9	0,8	0,9	13,5	13,8
Pays en développement	10,1	10,5	0,4	0,4	0,1	0,1	10,5	10,8
Pays développés	3,3	3,4	0,4	0,4	0,7	0,8	3,0	3,0
PFRDV	8,6	8,8	0,1	0,1	0,1	0,1	8,6	8,9
PMA	1,4	1,4	-	-	-	-	1,4	1,4
NFIDC	1,0	1,0	-	-	-	-	1,0	1,1

Tableau A14. Statistiques sur la viande porcine (millions de tonnes, équivalent poids carcasse)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation	
	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>
ASIE	63,1	66,2	2,2	2,2	0,6	0,6	64,8	67,9
Chine	54,1	56,9	0,4	0,4	0,5	0,5	54,0	56,8
dont Hong-Kong, Région admin. spéciale	0,2	0,2	0,3	0,3	-	-	0,4	0,5
Corée, République de	1,0	1,1	0,3	0,2	-	-	1,3	1,3
Corée, RPD	0,2	0,2	0,1	0,1	-	-	0,3	0,3
Inde	0,5	0,5	-	-	-	-	0,5	0,5
Indonésie	0,6	0,6	-	-	-	-	0,6	0,6
Japon	1,2	1,2	1,2	1,1	-	-	2,4	2,4
Philippines	1,5	1,5	-	-	-	-	1,5	1,5
Singapour	-	-	0,1	0,1	-	-	0,1	0,2
Thaïlande	0,7	0,7	-	-	-	-	0,7	0,7
Viet Nam	2,4	2,6	-	-	-	-	2,4	2,6
AFRIQUE	0,9	0,9	0,1	0,1	-	-	1,0	1,0
Afrique du Sud	0,1	0,2	-	-	-	-	0,2	0,2
Madagascar	0,1	0,1	-	-	-	-	0,1	0,1
Nigéria	0,2	0,2	-	-	-	-	0,2	0,2
Ouganda	0,1	0,1	-	-	-	-	0,1	0,1
AMÉRIQUE CENTRALE	1,5	1,5	0,5	0,5	0,1	0,1	1,9	2,0
Cuba	0,1	0,1	-	-	-	-	0,1	0,1
Mexique	1,1	1,2	0,4	0,4	0,1	0,1	1,4	1,5
AMÉRIQUE DU SUD	4,5	4,8	0,1	0,1	0,7	0,8	3,9	4,1
Argentine	0,2	0,2	-	-	-	-	0,2	0,2
Brésil	3,1	3,3	-	-	0,6	0,7	2,5	2,6
Chili	0,5	0,6	-	-	0,1	0,1	0,4	0,5
Colombie	0,1	0,1	-	-	-	-	0,1	0,1
AMÉRIQUE DU NORD	11,4	11,7	0,6	0,6	2,1	2,2	9,9	10,1
Canada	1,9	1,9	0,1	0,1	1,0	1,0	1,0	1,0
États-Unis d'Amérique	9,5	9,8	0,5	0,5	1,1	1,2	8,9	9,1
EUROPE	26,1	26,4	1,2	1,3	1,3	1,3	26,0	26,4
Bélarus	0,4	0,4	-	0,1	0,1	0,1	0,3	0,4
Fédération de Russie	1,8	1,9	0,6	0,7	-	-	2,4	2,5
Roumanie	0,5	0,5	0,2	0,2	-	-	0,7	0,7
Ukraine	0,7	0,7	0,1	0,1	-	-	0,7	0,8
Union européenne	21,6	21,6	-	-	1,2	1,2	20,4	20,4
Yougoslavie, Rép. féd. de	0,6	0,6	-	-	-	-	0,6	0,6
OCÉANIE	0,5	0,5	0,1	0,1	-	-	0,6	0,6
Australie	0,4	0,4	0,1	0,1	-	-	0,4	0,4
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,1	0,1	-	-	-	-	0,1	0,1
MONDE	108,0	112,0	4,8	5,0	4,8	5,0	108,1	112,0
Pays en développement	68,4	71,9	1,7	1,7	1,3	1,5	68,8	72,1
Pays développés	39,7	40,2	3,1	3,2	3,5	3,6	39,4	39,9
PFRDV	58,3	61,2	0,8	0,8	0,5	0,5	58,6	61,5
PMA	0,8	0,8	0,1	0,1	-	-	0,8	0,8
NFIDC	0,5	0,5	0,1	0,1	-	-	0,5	0,6

Tableau A15. Statistiques sur la viande de volaille (millions de tonnes, équivalent poids carcasse)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation	
	2006 estim.	2007 prévisions	2006 estim.	2007 prévisions	2006 estim.	2007 prévisions	2006 estim.	2007 prévisions
ASIE	27,1	27,6	3,5	3,9	1,2	1,3	29,4	30,1
Arabie saoudite	0,6	0,6	0,4	0,5	-	-	1,0	1,0
Chine	14,5	14,7	1,2	1,3	0,6	0,6	15,1	15,4
dont Hong-Kong, Région admin spéciale	-	-	0,5	0,5	0,2	0,2	0,4	0,4
Corée, République de	0,6	0,6	0,1	0,1	-	-	0,7	0,7
Inde	2,0	2,2	-	-	-	-	2,0	2,2
Indonésie	1,0	1,1	-	-	-	-	1,0	1,1
Iran, République islamique d'	0,8	0,9	-	-	-	-	0,8	0,9
Japon	1,3	1,3	0,9	0,9	-	-	2,2	2,2
Koweït	-	-	0,1	0,1	-	0,1	0,1	0,1
Malaisie	1,0	1,0	-	-	-	-	1,0	1,0
Singapour	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	0,2	0,2
Thaïlande	1,1	1,1	-	-	0,4	0,5	0,6	0,6
Turquie	0,9	1,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,9	1,0
Yémen	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	0,2	0,2
AFRIQUE	3,4	3,5	0,7	0,8	-	-	4,0	4,2
Afrique du Sud	0,9	1,0	0,3	0,3	-	-	1,2	1,2
Angola	-	-	0,1	0,1	-	-	0,1	0,1
AMÉRIQUE CENTRALE	3,6	3,8	0,9	1,0	-	-	4,5	4,7
Cuba	-	-	0,1	0,1	-	-	0,1	0,2
Mexique	2,5	2,6	0,6	0,6	-	-	3,1	3,2
AMÉRIQUE DU SUD	14,2	14,8	0,3	0,3	3,0	3,2	11,5	11,9
Brésil	9,9	10,4	-	-	2,8	3,0	7,1	7,4
Venezuela	0,8	0,8	0,2	0,2	-	-	1,0	1,0
AMÉRIQUE DU NORD	20,1	20,5	0,2	0,2	3,1	3,2	17,4	17,5
Canada	1,2	1,2	0,2	0,2	0,1	0,1	1,2	1,2
États-Unis d'Amérique	19,0	19,3	0,1	0,1	3,0	3,0	16,2	16,2
EUROPE	13,7	14,3	2,5	2,5	0,8	0,9	15,4	15,9
Fédération de Russie	1,6	1,9	1,3	1,2	-	-	2,9	3,1
Roumanie	0,4	0,4	0,2	0,1	-	-	0,5	0,5
Ukraine	0,6	0,7	0,1	0,1	-	-	0,7	0,8
Union européenne	10,7	10,8	0,7	0,7	0,8	0,9	10,5	10,6
OCÉANIE	1,0	1,0	-	-	-	-	1,0	1,0
Australie	0,8	0,9	-	-	-	-	0,8	0,8
Nouvelle-Zélande	0,1	0,1	-	-	-	-	0,1	0,1
MONDE	83,1	85,5	8,2	8,7	8,2	8,7	83,2	85,4
Pays en développement	45,4	46,9	4,1	4,6	4,2	4,5	45,4	47,0
Pays développés	37,7	38,7	4,0	4,0	4,0	4,2	37,8	38,5
PFRDV	21,9	22,4	2,2	2,4	0,6	0,7	23,4	24,2
PMA	1,1	1,2	0,4	0,4	-	-	1,5	1,6
NFIDC	3,6	3,8	0,4	0,5	-	-	4,0	4,3

Tableau A16. Statistiques globales sur la viande ¹ (millions de tonnes, équivalent poids carcasse)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation	
	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>
ASIE	117,2	121,9	8,1	8,8	2,5	2,7	122,9	128,0
Arabie saoudite	0,7	0,7	0,6	0,7	-	-	1,3	1,4
Chine	82,0	85,6	1,9	2,0	1,2	1,3	82,6	86,3
dont Hong-Kong, Région admin. spéciale	0,2	0,2	0,9	1,0	0,2	0,2	1,0	1,0
Corée, République de	1,9	1,9	0,6	0,6	-	-	2,5	2,5
Inde	6,7	7,0	-	-	0,5	0,5	6,2	6,5
Iran, République islamique d'	1,7	1,8	0,1	0,1	-	-	1,8	1,9
Japon	3,1	3,1	2,7	2,7	-	-	5,8	5,8
Malaisie	1,2	1,2	0,2	0,3	-	-	1,4	1,5
Pakistan	2,0	2,0	-	-	-	-	2,0	2,0
Philippines	2,4	2,4	0,2	0,2	-	-	2,6	2,6
Singapour	0,1	0,1	0,3	0,3	-	-	0,4	0,4
Thaïlande	2,0	2,0	-	-	0,5	0,5	1,6	1,6
Turquie	1,6	1,6	0,1	0,1	0,1	0,1	1,6	1,6
Viet Nam	3,1	3,3	-	-	-	-	3,1	3,3
AFRIQUE	12,4	12,7	1,5	1,6	0,1	0,1	13,8	14,2
Afrique du Sud	1,9	1,9	0,3	0,3	-	-	2,2	2,3
Algérie	0,6	0,6	0,1	0,1	-	-	0,7	0,7
Égypte	1,3	1,4	0,3	0,3	-	-	1,6	1,7
Nigéria	1,1	1,1	-	-	-	-	1,1	1,1
AMÉRIQUE CENTRALE	7,6	7,8	1,9	2,1	0,2	0,2	9,3	9,7
Cuba	0,2	0,2	0,2	0,2	-	-	0,4	0,4
Mexique	5,4	5,6	1,4	1,5	0,1	0,1	6,7	6,9
AMÉRIQUE DU SUD	33,7	35,1	0,6	0,7	6,6	7,2	27,7	28,6
Argentine	4,3	4,4	-	-	0,6	0,7	3,7	3,8
Brésil	21,9	22,9	-	-	5,0	5,5	16,9	17,4
Chili	1,3	1,4	0,2	0,2	0,2	0,3	1,2	1,4
Colombie	1,6	1,7	-	-	-	-	1,6	1,7
Uruguay	0,7	0,7	-	-	0,5	0,5	0,2	0,3
AMÉRIQUE DU NORD	45,2	46,1	2,5	2,6	6,3	6,5	41,4	42,1
Canada	4,5	4,4	0,5	0,5	1,6	1,6	3,3	3,3
États-Unis d'Amérique	40,7	41,6	2,0	2,0	4,7	4,9	38,0	38,7
EUROPE	53,6	54,4	5,7	5,9	2,5	2,6	56,8	57,7
Bélarus	0,8	0,8	0,1	0,1	0,1	0,2	0,7	0,8
Fédération de Russie	5,3	5,6	2,7	2,8	-	-	8,0	8,3
Roumanie	1,2	1,2	0,4	0,4	-	-	1,6	1,6
Ukraine	1,8	2,0	0,2	0,2	-	-	2,0	2,1
Union européenne	42,2	42,4	1,5	1,6	2,2	2,3	41,5	41,7
OCÉANIE	6,0	6,3	0,2	0,3	2,6	2,7	3,7	3,9
Australie	4,2	4,4	0,1	0,1	1,7	1,8	2,6	2,7
Nouvelle-Zélande	1,4	1,5	-	-	0,9	0,9	0,5	0,6
MONDE	275,7	284,3	20,6	21,9	20,7	22,0	275,6	284,2
Pays en développement	163,7	170,3	8,9	9,8	9,3	10,1	163,3	169,9
Pays développés	112,1	114,2	11,6	12,1	11,4	11,9	112,3	114,3
PFRDV	110,8	115,2	4,1	4,5	1,8	2,0	113,0	117,8
PMA	7,0	7,1	0,6	0,7	-	-	7,5	7,8
NFIDC	8,6	8,9	0,9	1,1	-	-	9,5	9,9

¹ Comprend «d'autres viandes».

Tableau A17. Statistiques sur le lait et les produits laitiers (millions de tonnes, en équivalent lait)

	Production			Importations			Exportations		
	2005	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>	2005	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>	2005	2006 <i>estim.</i>	2007 <i>prévisions</i>
ASIE	214,9	226,2	238,1	21,3	21,7	21,8	3,5	3,6	3,6
Arabie saoudite	1,2	1,2	1,2	1,9	1,9	1,9	0,2	0,2	0,2
Chine	32,4	38,8	45,3	3,1	3,2	3,2	0,2	0,2	0,2
Corée, République de	2,2	2,2	2,2	0,6	0,6	0,6	-	-	-
Inde ¹	95,1	98,4	101,9	0,1	0,1	0,1	0,4	0,6	0,6
Indonésie	0,7	0,7	0,7	1,7	1,8	1,9	0,2	0,2	0,2
Iran, République islamique d'	7,1	7,5	8,0	0,3	0,3	0,3	-	-	-
Japon	8,3	8,2	8,2	1,5	1,5	1,6	-	-	-
Malaisie	-	-	-	1,5	1,6	1,6	0,2	0,2	0,2
Pakistan	29,5	30,4	31,3	0,1	0,1	0,1	-	-	-
Philippines	-	-	-	1,6	1,7	1,7	0,2	0,2	0,2
Singapour	-	-	-	1,2	1,2	1,2	0,5	0,5	0,5
Thaïlande	0,9	1,0	1,0	1,3	1,4	1,4	0,4	0,4	0,4
Turquie	10,5	10,5	10,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
AFRIQUE	31,2	31,0	31,0	6,2	6,2	6,3	0,4	0,4	0,4
Afrique du Sud	2,9	2,9	2,9	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Algérie	1,7	1,8	1,8	2,2	2,2	2,2	-	-	-
Égypte	5,5	5,1	4,7	0,6	0,6	0,7	-	-	-
Kenya	3,0	2,9	3,0	-	-	-	-	-	-
Soudan	5,1	5,1	5,1	0,1	0,1	0,1	-	-	-
Tunisie	1,0	1,0	1,0	0,1	0,1	0,1	-	-	-
AMÉRIQUE CENTRALE	15,9	16,0	16,3	4,5	4,5	4,5	0,3	0,3	0,3
Costa Rica	0,8	0,8	0,9	-	-	-	0,1	0,1	0,1
Mexique	10,0	10,1	10,2	2,9	2,9	2,9	0,1	0,1	0,1
AMÉRIQUE DU SUD	51,4	53,2	54,6	1,7	1,7	1,8	3,3	3,6	3,7
Argentine	10,1	10,9	11,5	0,1	0,1	0,1	1,8	2,0	2,1
Brésil	24,7	25,5	26,1	0,4	0,4	0,5	0,3	0,4	0,4
Colombie	6,8	6,8	6,9	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Uruguay	1,6	1,7	1,7	-	-	-	0,6	0,6	0,6
Venezuela	1,3	1,3	1,3	0,7	0,7	0,7	-	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	88,2	90,6	90,9	3,0	3,0	2,9	5,0	4,7	4,6
Canada	8,1	8,0	7,9	0,8	0,8	0,8	0,4	0,4	0,4
États-Unis d'Amérique	80,3	82,5	83,0	2,2	2,2	2,2	4,7	4,3	4,2
EUROPE	215,9	214,5	215,4	5,3	4,9	4,9	16,8	16,3	16,2
Fédération de Russie	31,0	31,6	32,0	2,4	2,3	2,3	0,2	0,2	0,3
Roumanie	6,2	6,1	6,2	0,1	0,1	0,1	-	-	-
Ukraine	13,8	13,3	13,5	-	-	-	1,3	1,1	1,1
Union européenne	146,9	144,9	145,1	2,0	1,8	1,8	13,7	12,8	12,6
OCÉANIE	24,7	25,2	25,6	0,7	0,7	0,7	15,1	16,4	16,5
Australie ²	10,1	10,1	10,0	0,5	0,5	0,5	5,6	5,8	5,7
Nouvelle-Zélande ³	14,5	15,0	15,5	0,1	0,1	0,1	9,5	10,6	10,8
MONDE	642,2	656,6	671,6	42,7	42,7	42,1	44,5	45,4	45,5
Pays en développement	286,4	299,2	312,6	31,5	32,0	31,6	7,3	7,7	7,9
Pays développés	355,8	357,4	359,0	11,2	10,7	10,5	37,2	37,7	37,6
PFRDV	209,5	219,9	231,2	13,0	13,4	13,2	1,6	1,8	1,8
PMA	21,5	21,6	21,8	2,0	2,0	2,1	0,1	0,1	0,1
NFIDC	46,3	47,3	48,2	3,6	3,8	3,7	0,3	0,3	0,3

¹ Années laitières débutant en avril de l'année mentionnée.

² Années laitières se terminant en juin de l'année mentionnée.

³ Années laitières se terminant en mai de l'année mentionnée.

Note: la méthode du contenu solide est utilisée pour calculer les équivalents en lait. Les facteurs multiplicateurs utilisés sont les suivants: 6,60 pour le beurre, 4,40 pour le fromage (lait de vache entier); 2 pour le fromage (lait de vache écrémé); 7,60 pour le lait en poudre. S'agissant des hypothèses et des approximations, ainsi que du calcul

Tableau A18. Statistiques sur le sucre (millions de tonnes, valeur sucre brut)

	Production		Utilisation	
	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>	2005/06 <i>estim.</i>	2006/07 <i>prévisions</i>
ASIE	50,4	57,5	66,2	67,6
Chine	9,8	11,3	12,7	13,0
Inde	21,0	24,0	20,5	20,9
Indonésie	2,3	2,5	4,1	4,1
Japon	0,9	0,9	2,3	2,4
Pakistan	3,2	3,2	4,3	4,4
Thaïlande	5,3	6,9	2,5	2,5
Turquie	2,2	2,2	2,0	2,1
AFRIQUE	10,4	10,6	14,8	15,0
Afrique du Sud	2,6	2,4	1,6	1,6
Égypte	1,7	1,8	2,7	2,8
Kenya	0,6	0,6	0,8	0,8
Maurice	0,6	0,6	0,8	0,8
Soudan	0,8	0,9	0,8	0,8
Swaziland	0,7	0,7	0,2	0,2
AMÉRIQUE CENTRALE	11,7	12,4	9,2	9,3
Cuba	1,3	1,4	0,7	0,7
Guatemala	2,0	2,2	0,7	0,7
Mexique	5,5	5,8	5,6	5,6
République dominicaine	0,5	0,6	0,4	0,4
AMÉRIQUE DU SUD	36,8	38,9	18,2	18,4
Brésil	29,0	31,0	11,1	11,3
AMÉRIQUE DU NORD	6,8	7,7	10,5	10,7
États-Unis d'Amérique	6,7	7,6	9,1	9,3
EUROPE	27,4	23,0	29,5	29,6
Fédération de Russie	2,7	3,1	6,5	6,6
Ukraine	2,0	2,1	2,3	2,3
Union européenne	21,4	16,5	17,8	17,8
OCÉANIE	5,6	5,3	1,5	1,6
Australie	5,2	4,9	1,2	1,2
Fidji	0,3	0,4	0,1	0,1
MONDE	149,1	155,5	149,9	152,1
Pays en développement	106,1	116,4	102,4	104,3
Pays développés	43,0	39,1	47,5	47,9

Tableau A19. Sélection de cours internationaux du blé et des céréales secondaires

Période	Cours internationaux (dollars E.-U. la tonne)					
	Blé			Maïs		Sorgho
	États-Unis No 2 Hard Red Winter Ord, Prot. ¹	États-Unis No 2 Soft Red Winter ²	Argentin Trigo Pan ³	États-Unis No 2 jaune	Argentin ³	États-Unis No 2 jaune ²
Année (juillet/juin)						
2002/2003	161	138	145	107	102	112
2003/2004	161	149	154	115	109	118
2004/2005	154	138	123	97	90	99
2005/2006	175	138	138	104	101	108
Mois						
2005 – novembre	167	133	134	97	91	94
2005 – décembre	168	138	130	103	95	104
2006 – janvier	171	143	133	103	103	107
2006 – février	183	150	137	107	105	110
2006 – mars	179	142	135	105	99	109
2006 – avril	187	141	135	108	106	114
2006 – mai	201	149	146	111	112	123
2005 – juin	203	139	156	109	107	118
2006 – juillet	213	146	159	114	114	129
2006 – août	201	145	160	113	111	121
2006 – septembre	208	165	167	119	114	128
2006 – octobre	218	196	191	141	135	154
2006 – novembre	219	192	185	166	171	169

¹ Livré f.o.b. Golfe des Etats-Unis.² Livré Golfe des Etats-Unis.³ Livré f.o.b. Up River.

Sources: Conseil international des céréales et Département de l'agriculture des Etats-Unis.

Tableau A20. Prix à terme du blé et du maïs (dollars E.-U. la tonne)

	Décembre		Mars		Mai		Juillet	
	Décembre 2006	Décembre 2005	Mars 2007	Mars 2006	Mai 2007	Mai 2006	Juillet 2007	Juillet 2006
Blé								
24 octobre	192	119	198	124	188	127	172	130
31 octobre	177	116	185	122	178	125	168	128
7 novembre	183	114	191	120	186	123	176	126
14 novembre	179	115	186	121	185	124	174	127
21 novembre	176	110	184	115	185	119	174	122
28 novembre	179	109	187	115	188	119	181	122
Maïs								
24 octobre	128	79	132	84	135	87	137	90
31 octobre	126	77	132	83	134	86	137	89
7 novembre	138	77	144	82	147	86	149	88
14 novembre	141	77	146	83	148	86	149	89
21 novembre	142	75	149	81	150	84	150	87
28 novembre	145	74	151	79	154	83	155	86

Source: Chicago Board of Trade

Tableau A21. Sélection de cours internationaux du riz et indices des prix

Période	Cours internationaux (dollars E.-U. la tonne)					Indices FAO (1998-2000=100)			
	Thai 100% B ¹	Thai brisures ²	Américain grain long	Pakistan Basmati ⁴	Total	Indica		Japonica	Aromatique
						Qualité supérieure	Qualité inférieure		
Année (janvier/décembre)									
2002	197	151	207	366	72	73	75	67	74
2003	201	151	284	357	82	79	81	82	91
2004	244	207	372	468	104	101	110	104	96
2005	291	219	319	473	103	104	115	92	94
Mois									
2005 – novembre	283	211	324	488	101	103	111	92	92
2005 – décembre	286	206	327	500	101	103	109	94	92
2006 – janvier	303	212	346	500	103	106	110	96	94
2006 – février	307	212	370	500	105	108	110	101	96
2006 – mars	308	212	373	500	106	109	110	102	96
2006 – avril	309	215	373	500	106	109	111	101	98
2006 – mai	316	215	375	513	108	111	113	102	101
2006 – juin	318	213	379	525	108	112	112	101	102
2006 – juillet	321	216	379	525	109	114	115	100	105
2006 – août	318	220	415	525	110	116	116	100	106
2006 – septembre	314	222	423	525	111	119	117	101	105
2006 – octobre	306	221	424	525	111	120	115	102	103
2006 – novembre	302	217	430	525	113	121	118	103	102

¹ Riz blanc, 100% deuxième qualité, f.o.b. Bangkok, prix marchand indicatif; ² A1 super, f.o.b. Bangkok, prix marchand indicatif; ³ États-Unis No.2, 4% de brisures f.o.b.; ⁴ Basmati: ordinaire, f.o.b. Karachi.

Note: L'indice FAO des prix du riz est calculé sur la base de 16 prix à l'exportation. On entend par « qualité » le pourcentage de brisures, le riz de qualité supérieure ne contenant pas plus de 20 pour cent de brisures (celui de qualité inférieure contenant 20 pour cent ou plus de brisures). Le sous-indice pour le riz aromatique reflète l'évolution des prix du riz basmati et du riz parfumé.

Sources: FAO pour les indices. Prix du riz: Jackson Son & Co. (Londres) Ltd. et autres sources publiques.

Tableau A22. Sélection de cours internationaux des produits oléagineux et indices des prix

Période	Cours internationaux (dollars E.-U. la tonne)					Indices FAO (1998-2000=100)		
	Fèves de soja ¹	Huile de soja ²	Huile de palme ³	Tourteau de soja ⁴	Tourteau de colza ⁵	Graines oléagineuses	Huiles et matières grasses alimentaires/ saponifiables	Tourteaux d'oléagineux/ farines
Année (octobre/septembre)								
2001/02	201	411	357	175	129	95	84	111
2002/03	243	539	428	191	141	114	102	117
2003/04	322	632	488	257	178	143	118	144
2004/05	275	545	419	212	130	125	110	132
2005/06	259	572	451	202	130	120	112	161
Mois								
2005 – octobre	258	582	444	202	129	118	113	140
2005 – novembre	256	558	445	199	124	116	110	144
2005 – décembre	260	539	428	207	135	117	107	148
2006 – janvier	257	534	424	205	136	116	107	149
2006 – février	256	533	443	204	135	116	108	149
2006 – mars	256	539	439	192	133	117	109	147
2006 – avril	259	541	440	193	129	120	111	151
2006 – mai	267	584	439	197	122	125	114	169
2006 – juin	267	599	437	200	114	125	114	183
2006 – juillet	272	628	469	202	124	127	117	187
2006 – août	255	632	509	208	133	123	121	188
2006 – septembre	251	600	497	215	143	121	118	181
2006 – octobre	269	613	506	223	147	127	120	182

¹ Soja (E-U No.2 jaune, c.a.f. Rotterdam); ² Huile de soja (Pays-Bas, f.o.b. sortie usine); ³ Huile de palme (Brut, c.a.f. Europe du Nord-Ouest); ⁴ Tourteau de soja (Granulés, 44/45%, Argentine, c.a.f. Rotterdam); ⁵ Tourteau de colza (34%, Hambourg, f.o.b. sortie usine).

Note: Les indices de la FAO sont calculés selon la formule de Laspyres; les coefficients de pondération utilisés sont les valeurs moyennes à l'exportation de chaque produit pour la période 1998-2000. Les indices sont fondés sur les cours mondiaux de cinq graines oléagineuses, de dix matières grasses et de sept tourteaux.

Sources: FAO et Oil World.

Tableau A23. Sélection de cours internationaux du lait et des produits laitiers et indices des prix

PÉRIODE	Cours internationaux (dollars E.-U. la tonne)				Indice FAO des produits laitiers
	Beurre ¹	Lait écrémé en poudre ²	Lait entier en poudre ³	Cheddar ⁴	(1998-2000=100)
Année (janvier/décembre)					
2002	1 056	1 380	1 389	1 690	86
2003	1 372	1 761	1 804	1 864	105
2004	1 788	2 018	2 021	2 611	130
2005	2 128	2 223	2 261	2 838	145
2006 (janvier/octobre)	1 768	2 132	2 124	2 671	135
Mois					
2005 – octobre	2 119	2 250	2 300	2 900	147
2005 – novembre	2 050	2 238	2 269	2 900	146
2005 – décembre	2 000	2 175	2 250	2 875	143
2006 – janvier	1 950	2 163	2 175	2 750	139
2006 – février	1 932	2 182	2 188	2 750	140
2006 – mars	1 863	2 150	2 157	2 700	137
2006 – avril	1 800	2 100	2 125	2 650	134
2006 – mai	1 763	2 075	2 100	2 657	133
2006 – juin	1 725	2 050	2 063	2 657	132
2006 – juillet	1 700	2 075	2 100	2 657	133
2006 – août	1 638	2 088	2 088	2 625	131
2006 – septembre	1 638	2 169	2 082	2 600	132
2006 – octobre	1 675	2 263	2 163	2 625	136

¹ Beurre, 82% de matière grasse, f.o.b. Océanie; prix marchand indicatif.

² Lait écrémé en poudre, 1,25% de matière grasse, f.o.b. Océanie, prix marchand indicatif.

³ Lait entier en poudre, 26% de matière grasse, f.o.b. Océanie, prix marchand indicatif.

⁴ Cheddar, teneur en eau maximale 39%, f.o.b. Océanie, prix marchand indicatif.

Note: L'indice FAO des prix des produits laitiers est calculé sur la base de la moyenne pondérée en fonction des échanges internationaux d'une sélection de produits laitiers représentatifs sur les marchés mondiaux.

Sources: FAO pour les indices. Prix des produits: Valeur moyenne des prix annoncés par le Département de l'agriculture des États-Unis – Dairy Market News.

Tableau A24. Sélection de cours internationaux de la viande

PÉRIODE	Cours de la viande de porc (dollars E.-U. la tonne)			Cours de la viande de bœuf (dollars E.-U. la tonne)			
	États-Unis	Brésil	Japon	États-Unis	Argentine	Japon	Australie
Année (janv./déc.)							
2002	1 796	1 012	4 887	2 765	1 309	4 244	2 127
2003	1 886	1 112	5 268	3 396	1 484	5 022	2 110
2004	2 071	1 521	5 626	3 788	1 549	5 675	2 513
2005	2 161	1 868	5 093	4 173	1 673	5 764	2 617
Mois							
2005 – septembre	1 991	1 801	4 738	3 899	1 766	5 754	2 651
2005 – octobre	2 052	1 860	4 579	4 182	1 641	5 658	2 568
2005 – novembre	1 983	1 858	4 440	4 025	1 783	5 596	2 579
2005 – décembre	1 883	1 817	4 437	4 301	1 868	5 635	2 541
2006 – janvier	2 053	1 834	4 556	4 430	1 965	5 786	2 505
2006 – février	1 900	1 820	4 462	4 341	1 913	5 615	2 524
2006 – mars	1 858	1 626	4 485	4 233	1 836	5 508	2 447
2006 – avril	1 829	1 978	4 504	3 966	1 851	5 624	2 482
2006 – mai	1 996	2 120	4 715	3 800	3 790	5 761	2 485
2006 – juin	1 975	2 106	4 597	3 845	2 814	5 566	2 453
2006 – juillet	1 948	2 006	4 587	3 817	2 296	5 667	2 538
2006 – août	2 044	1 981	4 544	3 981	2 151	5 691	2 593
2006 – septembre	2 059	1 953	4 497	4 226	nd	5 700	2 590

Tableau A25. Sélection de cours internationaux de la viande et indices FAO des prix

Année (janv./déc.)	Cours de la viande de volaille (dollars E.-U. la tonne)			Indices FAO ¹ (1998-2000=100)			
	États-Unis	Japon	Brésil	Total Viande	Viande de boeuf	Viande de porc	Viande de volaille
2002	582	1710	850	96	96	93	89
2003	612	1631	888	105	107	99	90
2004	757	2020	1033	118	122	107	109
2005	847	2062	1228	121	129	104	121
Mois							
2005 – septembre	971	2194	1300	118	127	96	132
2005 – octobre	993	2202	1354	118	127	97	134
2005 – novembre	968	2203	1394	116	126	93	134
2005 – décembre	863	2278	1458	116	128	91	133
2006 – janvier	739	2252	1314	118	131	96	122
2006 – février	686	2231	1228	115	129	91	116
2006 – mars	618	2200	1178	112	125	91	110
2006 – avril	572	1949	1083	111	124	90	100
2006 – mai	661	1798	1103	117	133	96	102
2006 – juin	712	1692	1140	114	127	95	104
2006 – juillet	771	1736	1140	114	126	94	108
2006 – août	871	1733	1134	116	128	96	112
2006 – septembre	884	1724	1200	nd	nd	96	115

¹ Composition des différents indices:

Viande de Volaille: États-Unis – découpes de poulet, valeur unitaire à l'exportation – Statistiques du commerce extérieur publiées par le United States Census Bureau; Japon Prix d'importation du poulet, c.a.f. congelé, à l'exclusion des cuisses de poulet - A.L.I.C.; Brésil – valeur unitaire du poulet à l'exportation, f.o.b. A.B.E.F.

Viande porcine: États-Unis – valeur unitaire à l'exportation des produits congelés – Statistiques du commerce extérieur publiées par le United States Census Bureau; Brésil – valeur unitaire à l'exportation de la viande porcine, fob – A.B.I.P.E.C. Japon – prix d'importation du porc (c.a.f.) – découpes congelées désossées – A.L.I.C.

Viande bovine: États-Unis – bœuf congelé, valeur unitaire à l'exportation – Statistiques du commerce extérieur publiées par le United States Census Bureau; Japon – prix d'importation du bœuf (c.a.f.): découpes désossées, fraîches ou réfrigérées – A.L.I.C. Argentine: valeur unitaire à l'exportation des découpes de boeuf congelées – S.A.G.PyA; Australie – (jusqu'en octobre 2002) avant-mains de bœuf congelées désossées, viande maigre à 85 pour cent, c.a.f. ports des États-Unis (côte Est) ex-dock (depuis novembre 2002) épaules et avant-mains de bœuf – Banque mondiale.

Tableau A26. Sélection de cours internationaux de produits

	Monnaie et unité	Date effective	Dernière cotation	Le mois précédent	L'année précédente	Moyenne 2000-2004
Sucre (cours journalier AIS)	Cents E.-U. la livre	22-11-06	11,54	11,91	11,68	7,59
Café (cours journalier OIC)	Cents E.-U. la livre	24-11-06	102,75	97,85	85,93	54,3
Cacao (cours journalier OIC)	Cents E.-U. la livre	22-11-06	71,46	70,11	65,04	64,0
Thé (Cours composite FAO du thé)	Dollars E.-U. le kg	14-11-06	1,81	1,70	1,64	1,60
Coton (indice COTLOOK «A» 1-3/82)	Cents E.-U. la livre	10-11-06	57,65	56,50	56,80	55,68
Jute «BWD» (f.o.b. Mongla à vue)	Dollars E.-U. la tonne	24-11-06	325,00	325,00	380,00	279,13
Laine (Londres, 64')	Pence le kg	10-11-06	455	387	398	422

Tableau A27. Taux de fret maritime pour le blé (dollars E.-U. la tonne)

Période	UE ¹	CEI mer Noire ^{1,2}	Égypte ¹	Bangladesh ¹
Taux annuels (juillet/juin)				
2002/2003	12,45	40,97	16,67	22,50
2003/2004	28,27	41,89	36,96	48,50
2004/2005	34,50	41,18	46,50	65,42
2005/2006	20,75	31,82	31,92	45,50
Taux mensuels				
2005 – novembre	23,00	35,00	35,00	49,00
2006 – mai	19,00	29,00	30,00	43,00
2006 – juin	21,00	33,00	35,00	47,00
2006 – juillet	22,00	34,00	38,00	48,00
2006 – août	28,00	39,00	43,00	53,00
2006 – septembre	30,00	39,00	43,00	53,00
2006 – octobre	28,00	40,00	46,00	55,00
2006 – novembre	28,00	39,00	45,00	54,00

¹ Tonnage des navires: Union européenne plus de 40 000 tonnes; CEI 20 000-40 000 tonnes; Égypte plus de 30 000 tonnes; Bangladesh plus de 40 000 tonnes.

² Non compris les navires battant pavillon de la CEI et des États-Unis.

Note: Estimation des taux de fret en milieu de mois, établis en fonction des pratiques d'affrètement en vigueur pour les navires prêts à charger dans les trois ou quatre semaines.

Source: Conseil international des céréales.

Tableau A.28. Fourchette des prix au comptant des engrais (f.o.b., vrac, dollars E.-U. la tonne)

	Novembre 2006	Octobre 2006	Octobre 2005	Variation par rapport à 2005 (pourcentage)
Urée				
Baltique	220,00-222,00	210,96-213,63	221,88-227,88	-1,7
Golfe persique	228,00-229,50	227,38-229,25	243,13-248,88	-7,0
Sulphate d'ammonium				
Baltique	83,00-85,00	85,63-87,88	81,38-85,25	0,8
Phosphate diammonique				
Afrique du Nord	271,00-273,50	271,69-274,06	263,31-267,00	2,7
Golfe États-Unis	251,00-256,00	253,50-258,13	265,88-267,13	-4,9
Superphosphate triple				
Afrique du Nord	204,75-213,25	202,25-209,13	185,88-189,13	11,5
Golfe États-Unis	194,00-210,00	205,50-217,50	200,50-201,00	0,6
Chlorure de potassium				
Baltique	165,00-180,00	163,13-174,38	155,00-177,50	3,8
Vancouver	160,00-190,00	163,75-184,38	147,50-190,00	3,7

Sources: Fertilizer Week et Fertilizer Market Bulletin.

Indicateurs du marché et factures des importations vivrières

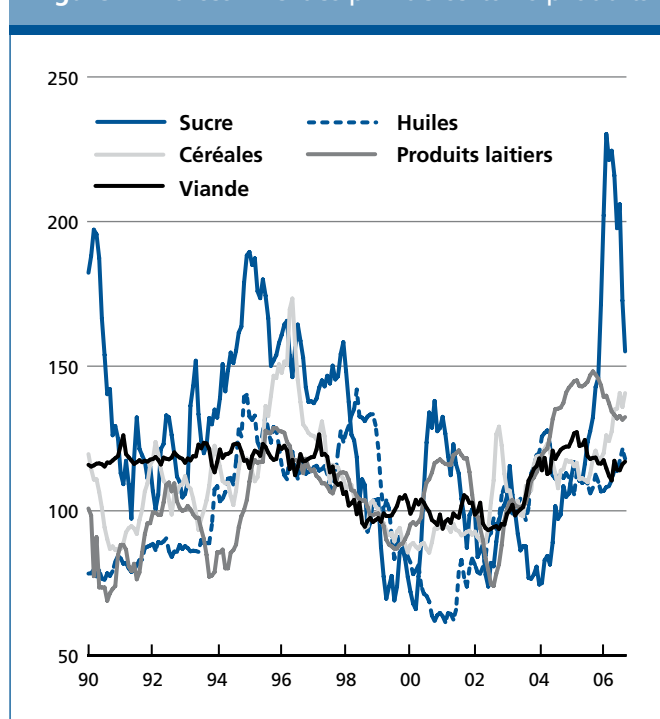
À l'échelle mondiale, les dépenses consacrées à l'importation de produits alimentaires pourraient s'élever à 383 milliards de dollars E.-U. en 2006, niveau sans précédent qui marque une hausse de plus de 2 pour cent par rapport à l'année précédente. Ce chiffre se fonde sur la concrétisation des prévisions actuelles concernant les échanges commerciaux de produits alimentaires et sur les prix relevés en 2006. L'augmentation des taux de fret en 2006 est intégrée dans les nouvelles prévisions concernant le coût des importations.

Pour ce qui est des différents produits, la figure 4 montre que le coût à l'importation du sucre, des céréales et de l'huile végétale devrait augmenter, le sucre accusant la plus forte hausse, à savoir 16 pour cent par rapport à l'année précédente. Le relèvement des cours internationaux de ces produits est le principal facteur à l'origine de l'alourdissement des factures des importations vivrières. En revanche, la valeur des importations de viande et de lait devrait diminuer, en raison du recul des prix et des quantités importées.

On s'attend désormais à ce que les factures des importations des pays en développement augmentent de près de 5 pour cent par rapport à 2005, tandis que pour les 82 PFRDV, les dépenses consacrées aux importations de produits alimentaires devraient s'accroître d'environ 3 pour cent, ce qui est un peu moins que la moyenne mondiale. S'agissant des pays les plus vulnérables sur le plan économique, la figure 3 montre que les factures (indexées) des importations vivrières des PMA seraient supérieures de 58 pour cent à celles de 2000. Ce pourcentage est à rapprocher de celui de l'augmentation des factures des pays développés, qui est de 19 pour cent.

Le fait que l'alourdissement des factures des importations attendu soit dû en grande partie au relèvement des cours internationaux des céréales et du sucre est une source de désarroi pour les pays en développement qui dépendent des marchés internationaux pour couvrir leurs besoins en denrées

Figure 1. Indices FAO des prix de certains produits



vivrières de base. De fait, l'augmentation des factures est due principalement au renchérissement de ces produits plutôt qu'à un accroissement des volumes effectivement importés. En outre, de nombreux pays devraient réduire leurs achats, pas toujours en raison d'une amélioration de leurs propres disponibilités intérieures mais plutôt de la montée des cours internationaux. Pour ajouter encore à la détresse des pays en développement les plus démunis, la hausse du coût de l'énergie, dont témoigne l'indice CRB pour l'énergie, laisse penser qu'ils devront réduire les dépenses consacrées à l'importation de denrées de base pour couvrir leurs besoins en énergie fossile.

Factures prévues des importations vivrières totales et des principales denrées alimentaires de base (en millions de dollars E.-U.)

	Monde		Pays développés		Pays en développement		PMA		PFRDV		NFIDC	
	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006
PRODUITS ALIMENTAIRES - TOTAL	373 688	382 712	256 655	260 315	117 033	122 397	9 111	9 450	58 332	60 049	13 846	14 874
Céréales	47 697	52 629	18 559	20 554	29 139	32 075	3 378	3 568	14 252	14 993	4 750	5 161
Huiles végétales	69 298	73 537	34 810	37 199	34 488	36 337	2 045	2 040	21 294	21 686	3 788	3 879
Produits laitiers	34 318	33 315	23 330	22 588	10 988	10 728	717	696	4 017	3 997	1 242	1 204
Viande	64 891	63 311	54 109	52 601	10 782	10 710	558	524	3 633	3 680	1 019	1 076
Sugar	14 795	17 232	8 148	9 674	6 647	7 557	932	1 142	4 203	4 759	887	1 395

Figure 2. Indices FAO des prix des produits alimentaires et indices CRB des produits et de l'énergie

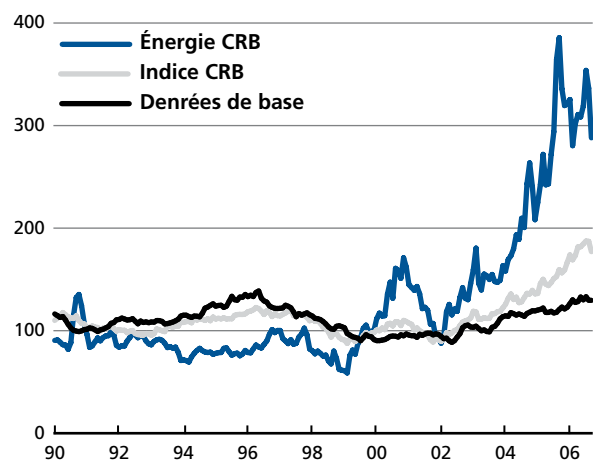


Figure 4. Variations prévues des importations vivrières mondiales, par type: 2006 par rapport à 2005 (%)

Les cours élevés du sucre devraient entraîner une flambée de la facture mondiale des importations de sucre. En ce qui concerne les importations de viande, tant les quantités que les prix devraient diminuer en raison des problèmes de maladies animales.

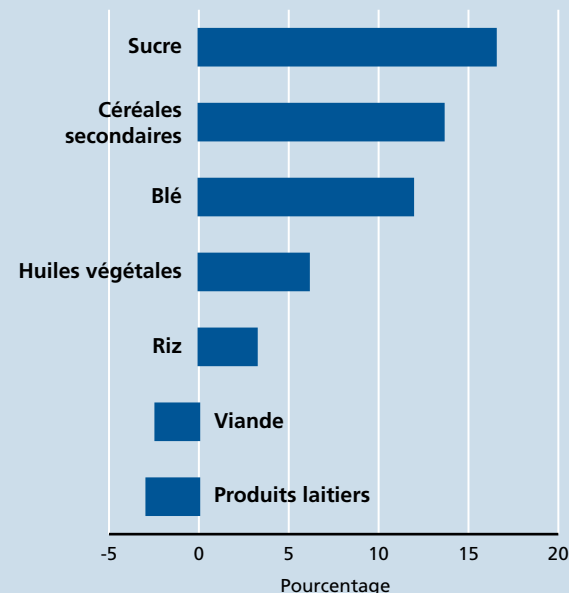


Figure 3. Indices des factures vivrières (2000 = 100)

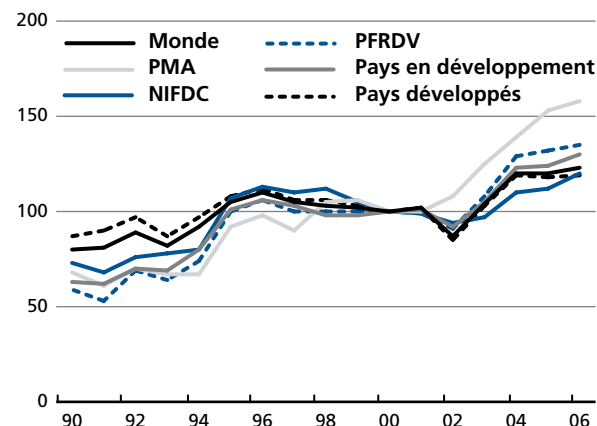
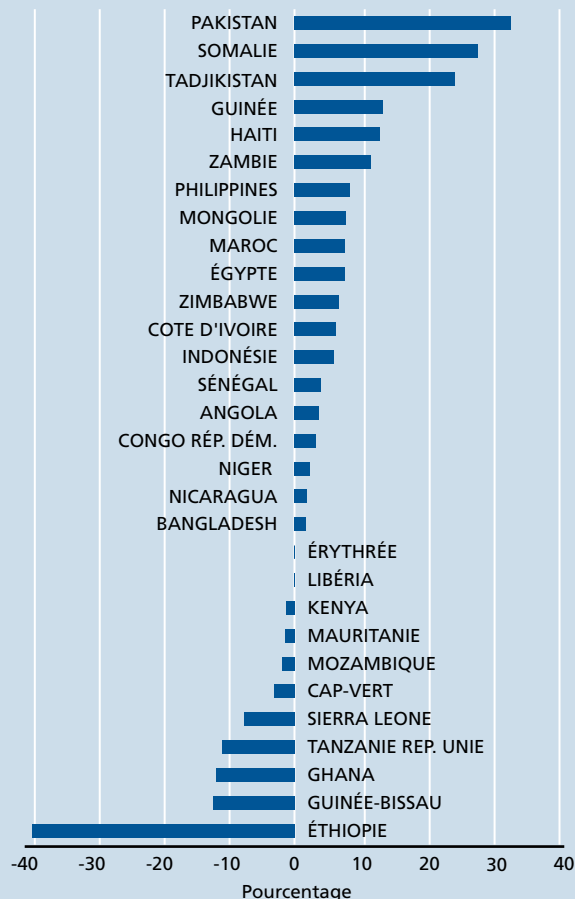


Figure 5. Variations prévues des factures des importations vivrières de certains PFRDV: 2006 par rapport à 2005 (%)

L'alourdissement des factures des importations ne témoigne pas nécessairement d'une augmentation des produits alimentaires importés. Le coût des importations de denrées de base, dont de nombreux PFRDV dépendent dans une large mesure, a fortement augmenté au cours de l'année, ce qui a entraîné un recul des achats d'un grand nombre de pays





Conférence internationale sur les échanges de produits Istanbul, 15-16 mai 2007

La FAO organise actuellement une conférence internationale sur les échanges de produits, qui se tiendra à Istanbul les 15 et 16 mai 2007, sous les auspices du Gouvernement turc et avec l'aide du secteur privé. Cette conférence se tiendra parallèlement à une importante réunion intergouvernementale de la FAO qui examinera l'évolution et les perspectives des marchés mondiaux des céréales et du riz. Cette conférence est ouverte au public, à titre gracieux, mais il est impératif de s'inscrire à l'avance. Une centaine de pays membres de la FAO qui participeront à la réunion du groupe intergouvernemental devraient assister à la conférence.

La conférence internationale sur les produits réunira des experts du monde entier, qui passeront en revue l'évolution des échanges de produits, les raisons des succès et des échecs et le rôle qu'ils peuvent jouer dans le développement économique.

Le programme complet, la liste des intervenants et le lieu de la conférence seront annoncés au début du printemps 2007. Pour de plus amples renseignements:

Télécopie: ++(39-06) 570-54495

Téléphone: ++(39-06) 570-54136 ou 570-53264

Mél: IGG-Rice-and-Grains-2007@fao.org

NOTE: Le rapport sur les Perspectives de l'alimentation est publié par la FAO dans le cadre du Système mondial d'information et d'alerte rapide grâce à une collaboration des services de la Division des produits et du commerce international et d'autres unités techniques de l'Organisation. Le Conseil international des céréales contribue à la section sur les taux de fret maritime. Ce rapport fournit des renseignements sur l'évolution des marchés agricoles et dresse le bilan de la situation de la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale et régionale, compte tenu de la production, de l'utilisation, du commerce et des prix des produits. Le présent numéro se fonde sur les renseignements au 29 novembre 2006.

Perspectives de l'alimentation, ainsi que toutes les publications du SMIAR, sont disponibles sur Internet sur le site Web de la FAO (www.fao.org) à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/giews/>. Une partie des rapports publiés régulièrement par le SMIAR peut être également reçue par courrier électronique en s'abonnant aux listes automatiques de diffusion électronique du SMIAR. Des informations détaillées sont disponibles à l'adresse: <http://www.fao.org/giews/english/listserv.htm>. D'autres études utiles concernant les produits - documents techniques et publications spécialisées portant sur de nombreux domaines peuvent être consultés sur le site de la Divisions des produits et du commerce international de la FAO à l'adresse: <http://www.fao.org/es/esc/en/index.html>

SMIAR

Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture

Le SMIAR suit en permanence les perspectives de récolte et la situation de la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale et régionale ainsi qu'aux niveaux nationaux et sous-nationaux et donne l'alerte en cas de crise alimentaire et d'urgence éventuelles. Établi à la suite de la crise alimentaire mondiale du début des années 1970, le SMIAR gère une base de données unique sur toutes les questions relatives à la situation de l'offre et de la demande de produits alimentaires dans tous les pays du monde. Le Système fournit régulièrement aux décideurs et à la communauté internationale des renseignements précis et à jour, pour permettre de planifier en temps voulu les interventions nécessaires et d'éviter des souffrances.

Pour toute demande de renseignements, prière de s'adresser à:

Ali Arslan Gürkan, Chef du Service des denrées alimentaires de base
Division des produits et du commerce international (ESC), FAO - Rome
Télécopie: +39-06-5705-4405
Mél: giews1@fao.org

Déni de responsabilité

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.